



*ÉTUDE DE MILIEU ET ANALYSE DE BESOINS :
LA FACE CACHÉE DU GRAND PLATEAU*

Projet financé dans le cadre des
Initiatives provinciales-fédérales conjointes
en matière d'alphabétisation

(IFPCA 2000/2001)

Conception et rédaction Hélène Duval
pour le
Centre de lecture et d'écriture
(Clé Montréal)

Montréal - Mars 2002

TABLE DES MATIÈRES

[Introduction](#)

[Les objectifs de la recherche](#)

[Les précisions méthodologiques](#)

[Chapitre 1 - L'alphabétisation demeure un défi à relever](#)

[1.1 Une définition de l'alphabétisme qui a évoluée et... évoluera encore](#)

[1.1.1 Plus de la moitié de la population aux niveaux les plus faibles d'alphabétisme](#)

[1.1.2 Aller au-delà de l'apprentissage à lire, écrire, compter](#)

[1.1.3 Le niveau d'alphabétisme n'est pas figé pour la vie](#)

[1.2 Les caractéristiques socio-démographiques des personnes faiblement alphabétisées](#)

[1.3 Les perspectives en alphabétisation populaire dans le contexte social actuel](#)

[Chapitre 2 - L'alphabétisation: un processus à déclencher et une démarche où il faut persévérer](#)

[2.1 Les multiples freins à la démarche d'alphabétisation](#)

[2.2 La décision de s'alphabétiser](#)

[2.3 Les besoins et les attentes des personnes analphabètes face à l'alphabétisation](#)

[2.4 Les effets voulus du processus d'alphabétisation](#)

[Chapitre 3 - Le Grand Plateau en mutation](#)

[3.1 La délimitation géographique du Grand Plateau](#)

[3.2 Les transformations récentes du Grand Plateau: gentrification et ... appauvrissement](#)

[3.3 La variation des indicateurs de pauvreté du Grand Plateau \(1991 à 1996\)](#)

[3.4 L'identification de la population à risque élevé d'analphabétisme](#)

[3.4.1 Les indicateurs de pauvreté selon les zones géographiques](#)

[3.4.2 L'indice de défavorisation des familles du Conseil scolaire de l'île de Montréal](#)

[3.4.3 Les caractéristiques connues des personnes à risque élevé d'analphabétisme](#)

[Chapitre 4 - Les acteurs institutionnels et communautaires](#)

[4.1 La connaissance de Clé](#)

[4.2 Les services des organismes rencontrés](#)

[4.3 Les contacts des organismes avec la population analphabète](#)

[4.4 L'évaluation des services à offrir aux personnes analphabètes](#)

[Chapitre 5 - L'expression des besoins et des attentes chez les participant-e-s](#)

[5.1 Pourquoi et comment prend-t-on la décision de s'alphabétiser?](#)

[5.2 L'appréciation de l'expérience à Clé](#)

[5.3 Des suggestions pour amener d'autres personnes à s'alphabétiser](#)

[Conclusion](#)

[Bibliographie](#)

[Annexes](#)

[Guide de discussion - intervenants](#)

[Guide de discussion - participants](#)

INTRODUCTION

Pourquoi donc une étude de milieu? Quelle est la pertinence de réaliser maintenant une analyse des besoins des personnes analphabètes dans notre territoire cible qu'est le Grand Plateau?

D'abord et avant tout parce que le quartier vit actuellement une période de transformation sans précédent, surtout depuis les dix dernières années. Ces changements affectent considérablement la population qui y réside : nous sommes à même de le constater à tous les jours car notre organisme est implanté dans le Plateau Mont-Royal depuis vingt ans déjà.

Dans les médias et un peu partout autour de nous, on n'a pas hésité à parler de la "gentrification" de ce quartier central de Montréal. Le Grand Plateau serait en voie de devenir "le" quartier branché de la métropole. Mais qu'est ce que cela suppose au juste? Et surtout, qu'est ce que ce phénomène implique pour les résident-e-s du quartier?

Ce qui a initié notre démarche, c'est la nécessité presque impérative de faire le point sur ces mutations dont nous sommes en mesure de constater les répercussions sur la population que nous desservons.

Avec tout le tapage médiatique autour de la question du Plateau, nous serions même en droit de nous poser la question : Y a-t-il encore des personnes faiblement alphabétisées dans le Grand Plateau, car c'est véritablement cette population que Clé désire aider par ses ateliers d'alphabétisation populaire. Où sont-elles? Qui sont-elles? Quels sont les changements récents dans notre quartier qui ont pu affecter la population faiblement alphabétisée qui y réside? Après vingt ans d'activités d'alphabétisation dans le quartier, il est important de faire le point sur les besoins de la population que nous tentons de rejoindre, notre objectif étant toujours d'y répondre du mieux que nous pouvons.

Il nous faut donc comprendre le milieu en émergence dans le quartier. Et tout cela se passe au moment où nous observons, à l'instar de plusieurs autres intervenant-e-s en alphabétisation, que le nombre d'inscriptions à nos services baisse lentement depuis quelques années déjà.

Nous posons l'hypothèse que non seulement il y a encore des personnes faiblement alphabétisées dans le Grand Plateau mais qu'elles sont aussi plus difficiles à rejoindre en raison des profondes mutations du quartier. Nous croyons qu'il y a encore d'énormes besoins parmi la population analphabète : il faut trouver les moyens de mieux identifier cette population afin de pouvoir la rejoindre efficacement et de lui offrir les services qui répondront le mieux à ses besoins.

À notre avis, les transformations qui ont présentement cours dans notre quartier commandent une étude de ce nouveau milieu qui peut se comparer à ce que Serge Wagner qualifie de "pré-alphabétisation" :

"On ne peut réussir l'alphabétisation sans avoir préalablement réalisé un travail de recherche sur le milieu où l'on veut intervenir, sur la population analphabète que l'on veut rejoindre, sur les besoins de cette population. Le défi pour chaque groupe, c'est de s'approprier sa démarche, de déterminer un processus qui correspond à ses objectifs, à ses ressources, au contexte de l'intervention. Le défi, c'est de parvenir à connaître la réalité et la culture des milieux analphabètes pour mieux être en mesure de créer des activités d'alphabétisation qui répondent aux besoins et à la spécificité de cette population".¹

LES OBJECTIFS DE LA RECHERCHE

Au point de départ, l'objectif général et les objectifs particuliers de notre étude étaient les suivants :

Procéder à une recherche-action auprès des acteurs sociaux du milieu afin de mieux connaître l'état des besoins de la population analphabète ou peu scolarisée du quartier et de la communauté immigrante montréalaise que nous desservons afin d'offrir des services mieux adaptés.

Et plus spécifiquement :

- Dresser le nouveau portrait démographique et socio-économique du quartier Grand Plateau ainsi que des ressources qui le desservent.
- Connaître et analyser les besoins principaux et les obstacles à l'exercice de la citoyenneté de la population visée.
- Explorer les partenariats à développer avec les ressources des milieux concernés.
- Alimenter la réflexion collective sur la réalité de la population analphabète et peu scolarisée.

Au terme de notre démarche, nous pouvons affirmer que ces objectifs ont tous été atteints. Par contre, la stratégie de recherche prévue pour les atteindre a été modifiée au tout début du processus car il nous est apparu évident que nous devions mettre davantage l'emphasis sur deux volets de l'étude déjà prévus à notre plan de travail et qui se révélaient prioritaires dans la poursuite du projet. Il s'agit de la synthèse des connaissances théoriques et de l'analyse des

statistiques disponibles. Nous en expliquons les raisons dans les paragraphes qui suivent.

Avant de débiter nos opérations de cueillette de données sur le terrain, nous avons choisi de consacrer plus d'efforts à l'actualisation de nos connaissances théoriques en alphabétisation que ce qui avait été initialement prévu. Et la raison en est fort simple : au cours des dernières années, le questionnement sur la pratique de l'alphabétisation s'est accentué, tant au niveau provincial, national qu'international. Plusieurs nouvelles études ont été publiées et certaines d'entre elles donnent accès à de nouvelles clés pour une compréhension nuancée de l'analphabétisme à l'heure de la société de l'information. Force nous a été de constater que nous n'avions jamais eu la chance de les analyser en profondeur et d'approfondir la portée qu'elles pourraient avoir sur nos activités et nos pratiques.

Par ailleurs, au moment où nous avons débuté notre démarche, le ministère de l'Éducation s'apprêtait à déposer son *Projet de politique de l'éducation des adultes dans une perspective de formation continue*. Il nous semblait que les enjeux et les décisions à venir en alphabétisation - qui ne manqueront pas de nous affecter - nécessitaient à tout le moins que nous en prenions attentivement connaissance avant même de débiter notre étude de milieu. Essentiellement donc, nous tenions à nous assurer de pouvoir tenir compte des plus récentes connaissances en alphabétisation pour réaliser notre étude de milieu et en analyser les résultats.

L'autre volet auquel nous avons consacré davantage de temps que prévu est l'analyse des données statistiques disponibles sur le Grand Plateau. Comme nous l'avons déjà mentionné, les transformations qui s'opèrent dans le quartier sont rapides et c'est un sujet de préoccupations majeur aux différentes tables de concertation du quartier. Notre réflexion est alimentée depuis longtemps par de nombreux témoignages, discussions et comptes-rendus provenant autant des résident-e-s, des participant-e-s à nos ateliers, de nos collaborateurs et collaboratrices que des organismes à l'œuvre dans le quartier. Cette situation a eu pour effet de nous sensibiliser à la nécessité d'avoir une base solide de discussion pour valider nos intuitions sur les transformations démographiques et socio-économiques en cours. Voilà pourquoi nous avons procédé à une cueillette exhaustive d'informations statistiques : il nous fallait dresser le portrait le plus fidèle possible de la réalité afin d'être mieux en mesure d'orienter nos activités d'alphabétisation.

Enfin, un dernier volet de la recherche a été modifié et il concerne l'exploration des partenariats à développer avec les ressources du milieu. Les organismes actifs dans le Grand Plateau se chiffrent par centaines et nous avons mis beaucoup d'énergie pour parvenir à en faire le portrait actuel vingt ans après notre implantation dans le quartier. Nous avons également consacré du temps pour comprendre - et participer - à des tables de concertation qui sont à l'œuvre

dans les différents secteurs du Grand Plateau. Un autre des objectifs importants de ces rencontres avec les acteurs institutionnels et communautaires était de parvenir à nous constituer une vue d'ensemble des problématiques actuelles du quartier et de notre population cible telle qu'identifiée par la recherche. Nous avons aussi exploré des avenues prometteuses pour établir des partenariats avec les organismes qui sont les plus susceptibles d'être en contact avec les personnes faiblement alphabétisées à qui nous désirons offrir des services et des activités. L'élaboration de partenariats fait partie des suites logiques que nous donnerons à notre étude de milieu.

Mentionnons en terminant que ces décisions ont été prises dans l'optique de réaliser une planification stratégique de nos activités et services en 2001-2002. Il va de soi que toutes les données colligées dans cette recherche seront abondamment utilisées et reprises dans un avenir très rapproché. Le présent rapport de recherche contient déjà de multiples et précieuses informations nous permettant d'orienter notre planification stratégique vers des actions propres à accroître nos services et nos activités d'alphabétisation populaire.

LES PRÉCISIONS MÉTHODOLOGIQUES

Compte tenu de nos objectifs, nous avons réalisé une recherche descriptive qui couvrait cinq grands champs de recherche d'informations :

1. Actualiser nos connaissances théoriques en alphabétisation des adultes.
2. Prendre connaissance des études de milieu réalisées dans le domaine de l'alphabétisation afin d'optimiser les résultats de notre propre démarche.
3. Établir le portrait socio-démographique et socio-économique du quartier.
4. Connaître les acteurs institutionnels et communautaires du Grand Plateau et les populations qu'ils desservent.
5. Analyser les besoins des participants actuels et des ex-participants aux ateliers de Clé.

Tout au long de notre démarche, nous avons régulièrement consulté le *Guide méthodologique de recherche pour le milieu de l'alphabétisation* produit par le ministère de l'Éducation. Comme les données à recueillir étaient autant de nature quantitative que qualitative, la collecte des informations a combiné plusieurs approches. Essentiellement, nous pouvons les regrouper en deux catégories :

- Une recherche documentaire d'envergure qui, tout en ayant porté sur les cinq grands champs précédemment identifiés, a constitué l'essentiel de la cueillette des données des trois premiers volets.
- Une recherche sur le terrain de type qualitatif pour les deux derniers volets : les organismes du quartier ainsi que des participant-e-s et ex-participant-e-s de Clé.

La recherche documentaire

La recherche documentaire a été systématique et disons-le, assez volumineuse. Nous avons d'abord sélectionné les documents les plus pertinents parmi tous ceux disponibles à Clé afin d'évaluer si des documents additionnels devaient faire partie de notre corpus.

Cette première étape nous a conduit à repérer et à choisir d'autres documents clés à l'extérieur de l'organisme. Pour la synthèse théorique, nous avons évidemment consulté les banques de documents disponibles au CDEACF mais aussi celles de la Direction de la formation générale des adultes au ministère de l'Éducation, du Secrétariat national à l'alphabétisation, de l'Institut canadien de l'éducation des adultes et de Statistique Canada. Tout au long de la recherche, nous avons d'ailleurs consulté les sites Internet de ces organismes à plusieurs reprises.

En ce qui concerne les études de milieu et les analyses de besoin réalisées récemment par d'autres groupes ou organismes œuvrant en alphabétisation, nous les avons majoritairement retracées au CDEACF ou encore, par contact direct avec les organismes qui les avaient menées à bien. D'autres informations ont été trouvées en participant à des journées de formation au RGPAQ, notamment lors d'une journée portant sur le recrutement et d'une autre consacrée au projet de politique de formation continue.

Les données statistiques sur le quartier ainsi que les portraits plus qualitatifs proviennent pour la plupart du Centre d'intervention pour la revitalisation des quartiers (CIRQ), des CLSC Plateau Mont-Royal et Saint-Louis du Parc, de la Corporation de développement économique et communautaire (CDEC) Centre-Sud/Plateau Mont-Royal, des tables de concertation auxquelles nous avons participé (Action Solidarité Grand Plateau et Comité intersectoriel Saint-Louis/Mile-End), mais aussi de commandes spécifiques que nous avons faites à Statistique Canada dans le but d'obtenir des indications plus précises sur les personnes faiblement scolarisées du Grand Plateau.

Tout au long du rapport, nous avons toujours pris soin de bien identifier les sources qui nous ont été le plus utiles et les notes de bas de page permettent de

retracer aisément les sources citées. L'ensemble des documents consultés figurent dans la bibliographie que vous trouverez à la fin du rapport.

La recherche-terrain auprès des acteurs institutionnels et communautaires

Là encore, notre quête a commencé par la constitution d'une banque de plusieurs bottins, répertoires, cartes-ressources et listes des institutions et organismes présents sur le territoire du Grand Plateau. Par la suite, nous avons catégorisé ces organismes selon des critères jugés essentiels à notre démarche : ils ont ainsi été regroupés selon leur appartenance de base (institutionnelle ou communautaire), leur territoire d'intervention, les services offerts et les types de population desservie. Une dernière grande catégorie classait les organismes en fonction de leur connaissance générale du milieu de vie du Grand Plateau, ce qui nous a permis de distinguer entre organismes à intervention globale ou à intervention spécifique. Tout ce travail de catégorisation est en soi fort précieux et il nous sera de nouveau utile au moment de la planification stratégique de 2002.

Le choix des organismes à rencontrer s'est fait à partir de ces regroupements d'organismes et en tenant compte des résultats antérieurs provenant des trois étapes de recherche qui avaient précédé (synthèse théorique, consultation d'études similaires et portrait statistique du quartier).

Par la suite, nous avons élaboré un schéma d'entrevue semi-dirigée qui a servi de base pour toutes les rencontres. Pour mettre au point notre instrument de collecte, nous nous sommes notamment inspiré des guides d'entrevue parus dans les études de Jasmine Potvin, Claude Poisson et Pierre Simard (les références exactes figurent en bibliographie).

Notre schéma de base final est annexé au présent rapport. Organisé en grands thèmes, il a été adapté à chaque type d'organisme visité. Les schémas destinés au CLE du Plateau Mont-Royal et à la CDEC ont été davantage remaniés pour tenir compte des informations plus spécialisées que ces organismes devaient nous transmettre. Pour maximiser la portée de l'entrevue, tous les schémas ont été envoyés par la poste, par courriel ou télécopiés à nos interlocuteurs au moins une semaine avant la date prévue de l'entrevue. Toutes les entrevues ont duré une heure et demie en moyenne.

La recherche-terrain auprès de participant-e-s et ex-participant-e-s de Clé

Nous avons organisé deux rencontres de groupe afin d'obtenir le point de vue d'apprenant-e-s qui font ou ont fait une démarche d'apprentissage de la lecture et de l'écriture chez Clé. Compte tenu de toutes les tâches à accomplir, il aurait été trop long de songer à les rencontrer de manière individuelle. Par ailleurs, l'entrevue de groupe présentait l'avantage de pouvoir susciter la discussion parmi les participant-e-s, faisant apparaître plus clairement les points qui suscitent la divergence ou le consensus. Nous avons contacté toutes les personnes actuellement en apprentissage ainsi qu'une partie de celles qui l'avaient été au cours des deux dernières années. Compte tenu des disponibilités et des intérêts de chacun, quatorze personnes ont participé aux rencontres.

Là aussi, un schéma d'entrevue semi-dirigée a été élaboré et il est présenté en annexe au rapport. Parmi toutes les études consultées, le guide mis au point par Georges April répondait à plusieurs de nos objectifs de cueillette et certaines de nos formulations de questions en sont directement inspirées.

Vous trouverez dans le chapitre qui les concernent tous les renseignements utiles sur les personnes présentes à ces entrevues. Au moment des rencontres, nous avons distribué une version simplifiée du guide afin de faciliter la participation aux discussions du groupe. Pour nous aider dans l'analyse des réponses, nous avons enregistré les propos avec le consentement exprès des participant-e-s.

CHAPITRE 1 - L'ALPHABÉTISATION DEMEURE UN DÉFI À RELEVER

Avant d'entreprendre des démarches concrètes de recherche dans le Grand Plateau, il nous apparaissait essentiel de faire le point sur l'état des connaissances en alphabétisation.

Plusieurs études et documents ont été produits au cours des dernières années, qu'on songe simplement à l'*Enquête internationale sur l'alphabétisation des adultes (EIAA)* menée par Statistique Canada en 1994. Cette vaste étude sera d'ailleurs reprise en 2002; cela nous a incité à mieux comprendre la méthodologie et les résultats qui ont déjà été publiés afin d'être en mesure de cerner plus rapidement l'évolution des enjeux en alphabétisation qui suivront nécessairement la parution des prochaines données.

La problématique de l'alphabétisation a aussi donné lieu à des déclarations de principe et à la mise au point de politiques d'intervention lors de réunions et colloques qui se sont déroulés tant au niveau international, national que provincial. C'est le cas, par exemple, de la 5^{ème} *Conférence internationale de l'UNESCO sur l'éducation des adultes* (Hambourg, 1997) et de la *Déclaration de Namur* en 1999 lors du séminaire "*Alphabétisation, Francophonies et pays industrialisés*".

Plus près de nous s'est tenu en juin 2000 le colloque pancanadien *Pour une société pleinement alphabétisée*, auquel notre organisme a d'ailleurs participé. Notre Regroupement, celui des groupes populaires en alphabétisation du Québec (RGPAQ), a aussi fait paraître son *Plan national d'action en alphabétisation* en 1996. Et tout récemment, au printemps 2001, le gouvernement du Québec déposait son *Projet de politique de l'éducation des adultes dans une perspective de formation continue* qui aura sans aucun doute des répercussions sur l'alphabétisation au Québec.

Il nous semblait donc tout à fait pertinent de nous réapproprier ces contenus et de les analyser à la lumière des grands principes à la base de l'alphabétisation populaire afin d'améliorer notre compréhension de la problématique d'ensemble des personnes faiblement alphabétisées de notre secteur cible d'intervention.

1.1 Une définition de l'alphabétisme qui a évoluée et... évoluera encore

De cette fructueuse lecture, on doit d'abord retenir que la définition de l'alphabétisme s'est raffinée au cours des ans. La définition issue de l'*Enquête internationale sur l'alphabétisation des adultes* sert maintenant de référence lorsqu'on aborde cette réalité fort complexe et elle se lit comme suit :

"L'alphabétisme, c'est la capacité d'une personne de comprendre et d'utiliser des imprimés et des écrits nécessaires pour fonctionner dans la société, atteindre ses objectifs, parfaire ses connaissances et accroître son potentiel".²

Plus simplement, on peut dire que l'alphabétisme (ou la "littératie"), recouvre "*la façon dont les adultes utilisent l'information écrite en société*"³ ou encore "*la capacité de comprendre et d'utiliser des imprimés dans des activités quotidiennes*".⁴ Cette définition est maintenant largement répandue et elle est présente dans toutes les recherches, études, déclarations ou colloques d'importance qui abordent le sujet.

Elle fournit en fait un regard plus vaste sur le problème que vivent tant d'adultes faiblement alphabétisés et elle a des implications sur la façon dont on conçoit par la suite les activités d'alphabétisation. Voilà pourquoi il nous semble important de

rappeler les principales constatations qui en émanent avant de les expliciter plus en détails :

1. Il existe des niveaux d'alphabétisme qui vont de très faibles à très élevés et plus de la moitié de la population se concentre aux niveaux les plus faibles.
2. L'alphabétisation doit aller au-delà de l'apprentissage à lire, écrire, compter. Elle est nécessaire à l'acquisition de d'autres compétences et elle va de pair avec l'exercice de la démocratie.
3. Le niveau d'alphabétisme n'est pas un concept immuable et figé pour la vie : il peut changer, tant chez les individus que dans la société.

Reprenons ces constatations de plus près pour bien en comprendre la portée.

1.1.1 Plus de la moitié de la population aux niveaux les plus faibles d'alphabétisme

L'Enquête internationale sur l'alphabétisation des adultes de 1994 classe les capacités de lecture des Canadiens sur une échelle à cinq niveaux dont il est utile de rappeler la teneur :

Le **niveau 1** regroupe les personnes faiblement alphabétisées que l'on qualifie le plus souvent de personnes analphabètes. Ces personnes ont beaucoup de mal à déchiffrer les imprimés. L'analphabétisme n'est donc plus associé à la seule non-capacité de traiter l'écrit mais aussi à une vaste gamme de faibles capacités de traitement de l'écrit.

Le **niveau 2** regroupe les personnes qui lisent, mais pas très bien. Ces personnes réussissent à lire à condition que le texte soit simple, clairement présenté et ne présente pas de tâches trop complexes à exécuter. Ces personnes se débrouillent dans la vie quotidienne avec le peu de capacités de lecture qu'elles possèdent. Le **niveau 3** est considéré dans plusieurs pays comme un seuil minimum de lecture à maintenir pour accéder à la plupart des emplois, bien que certaines professions exigent des capacités supérieures. Les **niveaux 4 et 5** regroupent les capacités de lecture les plus élevées.⁵

Un cinquième de la population du Québec se trouve encore au **niveau 1** de cette échelle : on le sait, cela représente un million de Québécoises et de Québécois faiblement alphabétisés.⁶ En ajoutant à ce nombre les personnes du **niveau 2**, c'est plus de la moitié des Québécois-e-s qui se situent aux deux niveaux les plus bas...

L'ampleur du phénomène n'est plus à démontrer. Mais ces chiffres nous indiquent surtout que l'analphabétisme ne peut être présenté comme un

problème individuel propre aux personnes qui y font face; en fait, lorsqu'un problème atteint de telles proportions, on doit davantage envisager le fait qu'il s'agisse, avant tout, d'un problème d'ordre social. C'est ce que les groupes populaires d'alphabétisation ont toujours soutenu et il s'agit d'un premier constat d'importance : trop de personnes sont victimes d'analphabétisme pour que ces difficultés s'expliquent uniquement par des faiblesses individuelles.

1.1.2 Aller au-delà de l'apprentissage à lire, écrire, compter

Jusqu'à récemment, le concept d'alphabétisme se définissait comme savoir lire, écrire, compter. Au fil des ans, l'alphabétisme s'est transformé en une notion beaucoup plus nuancée qui inscrit les capacités de lecture et d'écriture des adultes dans un tout englobant *"d'autres types de compétences en communication, comme la capacité de travailler en équipe ou d'établir des relations interpersonnelles harmonieuses, même si les outils actuellement disponibles permettent uniquement de mesurer les capacités de lecture et d'écriture"*.⁷

Cette nouvelle notion de l'alphabétisme est loin d'être réductrice. Les documents produits lors des conférences internationales sous l'égide de l'UNESCO (Jomtien, 1990; Hambourg, 1997; Namur, 1999) retiennent tous cette définition large qui implique que *"les besoins d'alphabétisation concernent aussi bien les outils d'apprentissage essentiels (lecture, écriture, expression orale, calcul, résolution de problèmes) que les contenus éducatifs fondamentaux (connaissances, aptitudes, valeurs, attitudes) dont l'être humain a besoin pour survivre, pour développer ses facultés, pour vivre et travailler dans la dignité, pour participer pleinement au développement, pour améliorer la qualité de son existence, pour prendre des décisions éclairées et pour continuer à apprendre"*.⁸

On ne peut que constater à quel point l'approche des groupes populaires en alphabétisation s'inscrit parfaitement dans cette ligne de pensée. Qu'il suffise de rappeler les objectifs mêmes du programme PSAPA qui contribue largement au financement de nos activités d'alphabétisation :

"Le programme PSAPA a pour objet d'amener les personnes de seize ans et plus faiblement alphabétisées à augmenter leurs compétences par l'acquisition de la lecture, de l'écriture et du calcul. Les activités éducatives doivent favoriser l'acquisition de connaissances, habiletés et attitudes liées à leurs besoins, une plus grande autonomie et la prise en main de leurs conditions de vie et de celles de leur milieu. Elles doivent également permettre à ces personnes, individuellement ou collectivement, de jouer de manière active et critique leur rôle de citoyen et de citoyenne".⁹

La Déclaration de principes du RGPAQ précise quant à elle :

*"L'alphabétisation populaire fait de l'apprentissage de la lecture et de l'écriture un outil d'expression sociale, de prise de parole, de pouvoir sur son milieu et son environnement, un moyen d'acquérir la confiance en soi et de s'approprier le langage écrit. [...] Les groupes populaires en alphabétisation tiennent mieux compte des besoins et des attentes des personnes analphabètes et y apportent des réponses qui se veulent plus adaptées".*¹⁰

L'idée de base de l'alphabétisation - qu'on semble parfois perdre de vue dans l'élaboration des programmes gouvernementaux destinés aux personnes faiblement alphabétisées - c'est de *"développer chez ces personnes l'autonomie et l'exercice de la citoyenneté"*¹¹

L'alphabétisme n'est pas *"un but mais un moyen d'atteindre des finalités plus larges d'intégration sociale et de développement personnel"*¹² et la grande finalité de l'alphabétisation est véritablement "citoyenne".

À cet effet et de façon très convaincante, la Déclaration de Namur lie l'alphabétisation à la citoyenneté et à la francophonie :

*"Pour une citoyenneté démocratique où chaque citoyen a le droit et le pouvoir d'exercer sa citoyenneté. L'analphabétisme ou l'illettrisme limitent l'exercice de ce droit et de ce pouvoir. L'analphabétisme ou l'illettrisme interpellent donc la démocratie. L'alphabétisation est devenue une condition essentielle de l'égalité des chances de tous les citoyens. L'avenir de la francophonie est liée à l'alphabétisation. Une communauté linguistique ne peut se construire et se développer qu'à travers une maîtrise généralisée et démocratisée de la langue, d'une langue vivante par l'expression des cultures populaires".*¹³

Sur cet ultime objectif de l'alphabétisation, les groupes populaires en alphabétisation sont loin d'être en reste. Les principes qui les animent sont tous axés vers l'exercice de la citoyenneté des personnes faiblement alphabétisées, que ce soit en concentrant leurs actions principalement dans les milieux qui ne contrôlent pas ou peu leurs conditions de vie, en voulant faire connaître et reconnaître le niveau de langage, la culture et les valeurs des milieux populaires, en favorisant le développement d'une conscience sociale et politique ou encore en visant, pour ces personnes, la gestion de leur espace social, culturel, politique et économique.¹⁴

1.1.3 Le niveau d'alphabétisme n'est pas figé pour la vie

Le niveau d'alphabétisme varie chez les individus

Encore aujourd'hui, on a parfois tendance à vouloir catégoriser les personnes de façon nette, soit elles sont analphabètes, soit elles sont alphabétisées; et pour ce faire, on utilise le plus souvent le niveau de scolarité d'un individu. Ainsi, *"dans la plupart des pays, la scolarité a été longtemps l'indice de mesure utilisé pour estimer l'alphabétisme. Cet indice est encore aujourd'hui celui de l'Unesco : sont considérées analphabètes complètes les personnes qui ont moins de cinq ans d'études, et analphabètes fonctionnelles, celles qui ont entre cinq et huit ans d'études."*¹⁵

Mais dans la réalité, il n'existe pas de ligne de démarcation aussi franche. En effet, des personnes ayant peu de scolarité peuvent lire et écrire très convenablement, alors que d'autres, plus scolarisées, lisent ou écrivent avec difficulté.

Même si le lien entre la scolarité et l'alphabétisme demeure très étroit et que la scolarité est encore le meilleur prédicateur du niveau d'alphabétisme d'une personne, il y a plusieurs cas d'exception à cette règle.¹⁶

Qu'est-ce qui explique cette réalité ?

Simplement, c'est que l'alphabétisme *"est un processus toujours en changement et que les capacités de lecture ne sont pas acquises une fois pour toutes après la période de scolarisation obligatoire"*.¹⁷

Les capacités de lecture et d'écriture de base sont fragiles et elles peuvent diminuer si on les néglige et surtout, si on n'a pas suffisamment l'occasion de les utiliser. À l'inverse, les personnes dont le niveau de scolarité est faible, mais dont le niveau de capacité est élevé sont celles qui ont trouvé moyen de les appliquer ou qui ont été amenées à le faire.

Le RGPAQ, dans son Plan national d'action en alphabétisation, a bien décrit ce phénomène :

"En deçà de 9 années de scolarité, les risques sont élevés que la personne se retrouve un jour dans les rangs des personnes analphabètes fonctionnelles. Ce sont des personnes qui, au départ, ne sont pas analphabètes mais qui le deviennent. Car on peut devenir analphabète si la lecture, l'écriture et le calcul disparaissent des activités habituelles des gens. Et en ce sens, le décrochage scolaire est un phénomène qui, à terme, aura des impacts significatifs sur le taux d'alphabétisme de la société québécoise".¹⁸

En bref, cela signifie qu'il faut s'inquiéter non seulement du sort des personnes qui sont faiblement alphabétisées au point de départ (niveau 1 d'alphabétisme), mais aussi de celui d'un bon nombre de personnes qui se situent au niveau 2 puisqu'elles sont à risque de perdre leurs capacités de lecture et d'écriture si elles n'ont pas l'occasion de les pratiquer.

La définition de l'alphabétisme évolue dans la société

Parallèlement à ce phénomène de non-maintien des capacités de lecture, à Namur, on a aussi fait le constat de la persistance, voire de la croissance de l'analphabétisme et de l'illettrisme dans les sociétés démocratiques occidentales.¹⁹ Bon an, mal an, il semblerait qu'un nombre croissant d'adultes observent que leurs capacités ne sont pas suffisantes pour faire face aux situations quotidiennes. Assistons-nous réellement à une augmentation du nombre de personnes faiblement alphabétisées ?

La réponse pourrait bien être affirmative et elle résulte de l'évolution de plus en plus rapide de nos sociétés :

"L'alphabétisme est un concept relatif et évolutif qui prend toute sa signification dans le contexte de la demande de l'économie et de la société, c'est-à-dire qu'il évolue en fonction des demandes de la société. La société de l'information et l'économie globale exigent que les individus soient dotés de capacités de lecture et d'écriture élevées. Les savoirs se renouvellent et les exigences augmentent sans cesse et rapidement. Il est probable qu'on en vienne à demander, pour les emplois de l'avenir, un niveau supérieur de compétences de base".²⁰

Ainsi, de nos jours, l'analphabétisme se conjugue avec une nouvelle exclusion créée par l'informatique, les normes de qualité ISO pour les produits et services, l'automatisation des procédés de production, l'autoroute de l'information qui poussent toujours plus haut la porte d'entrée sur le marché du travail. Les compétences minimales de base ne cessent d'augmenter et l'alphabétisation englobe désormais de nouveaux savoirs ou de nouvelles compétences, comme par exemple, la capacité d'utiliser de façon autonome les technologies de l'information et des communications (les TIC).

Pour illustrer notre propos, qu'il nous suffise de reproduire une définition de l'alphabétisation issue du *Dictionnaire actuel de l'éducation* de 1993 et présentée sur le site Internet du CDÉACF²¹. L'alphabétisation y est définie comme "un processus d'apprentissage du code de la langue écrite de façon à assimiler les instruments d'acquisition de la culture, ainsi qu'à intégrer les rudiments techniques qu'exige une société industrialisée et informatisée, en vue d'une prise en charge individuelle et collective de ces adultes marginalisés". Aurait-on pu

imaginer la partie centrale de cette définition il y a 20 ans à peine? Et sera-t-elle encore valable dans 20 ans?

Le phénomène est mondial et ne semble pas en voie de ralentir. En définitive, il ajoute une pression énorme sur les individus faiblement alphabétisés. *"La mondialisation des marchés accentue les écarts entre groupes sociaux, entre ceux qui peuvent s'initier et profiter de la nouvelle donne économique et les autres, les adultes peu scolarisés, en difficulté avec les écrits et qui sont souvent en marge ou exclus des réseaux d'information, de production ou de pouvoir".*²²

1.2 Les caractéristiques socio-démographiques des personnes faiblement alphabétisées

Que connaissons-nous des personnes faiblement alphabétisées? Pouvons-nous à tout le moins savoir qui présente le plus de probabilités d'être dans cette situation? La documentation est très abondante sur cette question. L'*Enquête internationale sur l'alphabétisation des adultes (EIAA)* que nous avons citée précédemment, en analysant les indicateurs socio-démographiques connus sur les personnes faiblement alphabétisées, nous fournit des pistes dûment validées pour tenter d'identifier la population à risque dans notre secteur cible d'intervention.²³

Les résultats de l'EIAA montrent plusieurs liens significatifs entre le niveau d'alphabétisme des personnes et la scolarité, l'âge, le sexe, la langue maternelle, l'activité sur le marché du travail et le revenu. Rappelons qu'au Québec, 20% de la population se situe au niveau 1 et que c'est plus de 50% de la population qui se situe aux deux plus bas niveaux (1 et 2).

La scolarité

Dans l'ensemble des résultats de l'EIAA, le niveau de scolarité est sans conteste le facteur qui entretient le plus de liens avec le niveau d'alphabétisme des individus, bien que la scolarité, à elle seule, ne puisse permettre de conclure qu'une personne est analphabète ou alphabétisée.

Toujours selon cette étude, pour une grande majorité de personnes, un faible niveau de scolarité va avec un faible niveau d'alphabétisme. Mais on ne peut en faire une règle absolue puisque la réalité est plus complexe que celle pouvant être reflétée par les seuls taux de scolarité. Et il y a des cas d'exception somme toute assez nombreux comme le note Sylvie Roy, *"il y a correspondance étroite entre alphabétisme et scolarité pour deux tiers des Canadiens. Pour le tiers restant, cette tendance ne se confirme pas : la moitié d'entre eux ont des*

capacités inférieures à leur niveau de scolarité et l'autre moitié a des capacités supérieures".²⁴

Elle poursuit en citant les résultats exacts de l'Enquête pour l'ensemble du Canada : à moins de 8 ans de scolarité, 89% à 92% des répondants à l'étude se situent au niveau 1; avec des études primaires terminées, la proportion se situe entre 50% et 65%; avec des études secondaires partielles, 25% à 27% des répondants sont au niveau 1. Si le diplôme d'études secondaires est atteint 11% à 13% des répondants se retrouvent encore au niveau 1 et c'est encore le cas pour 7% des répondants qui ont obtenu un diplôme d'études collégiales...

Serge Wagner souligne à juste titre que la scolarisation ne résout pas à elle seule le problème de l'analphabétisme²⁵ : après sa scolarisation, le fait qu'un adulte lise et écrive fréquemment dans sa vie quotidienne empêche aussi la régression vers un niveau d'alphabétisme plus faible.

L'âge

Cette dernière constatation est si juste qu'à scolarité égale, on note une détérioration des capacités avec l'âge.²⁶ De façon générale, le niveau d'alphabétisme le plus faible se retrouve chez les personnes de 55 ans et plus. Citons toutefois l'EIAA elle-même qui surprend par l'ampleur du phénomène :

"Plus les gens sont âgés, plus ils sont susceptibles de se situer au niveau 1. Ainsi pour les trois échelles de mesure, en bas de 45 ans, les taux au niveau 1 sont toujours en bas de 15%. Mais dès qu'on dépasse 45 ans, c'est autre chose : de 46 à 55 ans, 21 à 24% sont au niveau 1 des échelles, de 56 à 65 ans, 38% à 44% sont au niveau 1, et à 65 ans ou plus, 53% à 58% sont au niveau 1. Cela signifie que les activités quotidiennes d'une grande partie de la population sont limitées et que ces personnes dépendent souvent de l'aide d'autrui. La faiblesse des capacités de lecture des personnes âgées peut réduire leur qualité de vie et augmenter les risques en matière de santé et de sécurité, deux situations qui coûtent cher sur le plan humain comme sur le plan des services sociaux".²⁷

Ces données ne doivent pas nous faire oublier que 10% des jeunes de 16 à 24 ans se situent au plus faible niveau d'alphabétisme.

Les variations selon le sexe

L'EIAA n'a établi que peu de distinctions selon que les répondant-e-s étaient des hommes ou des femmes. Le seul indice qui peut nous orienter quelque peu concerne à nouveau les jeunes de 16 à 24 ans : la proportion des jeunes hommes ayant de bonnes capacités de lecture est inférieure à celle des jeunes femmes du même âge (63% contre 71%). Il reste à voir si les statistiques dont nous disposerons pour le Grand Plateau indiqueront des différences plus marquées entre hommes et femmes.

L'alphabétisme et l'immigration

À propos des personnes immigrantes, l'EIAA nous montre que 31% des immigrants au Canada possédaient des capacités de niveau 1 au moment de l'enquête. Ils sont donc proportionnellement beaucoup plus nombreux que la population de souche à se situer au niveau 1 des capacités de lecture dans l'une ou l'autre langue de leur pays d'adoption.^{[28](#)}

Au Québec, c'est aussi un constat qu'a fait le RGPAQ en soulignant qu'avec le développement de l'immigration au Québec, une partie de ces nouveaux arrivant-e-s, ceux qui sont issus des pays pauvres notamment, vient gonfler le contingent des personnes alphabètes.^{[29](#)} Par ailleurs, une étude effectuée dans les commissions scolaires a noté que la presque totalité des personnes allophones en processus d'alphabétisation sont nées à l'extérieur du pays. Et en général, les services d'alphabétisation régulière reçoivent des allophones qui, établis au Québec depuis un certain temps, ont déjà une certaine connaissance de la langue française ou anglaise.^{[30](#)}

La situation professionnelle et l'emploi

Les liens entre les faibles capacités de lecture et d'écriture et l'emploi sont nombreux et le bilan est accablant. Les personnes faiblement alphabétisées ont moins de chance de trouver un emploi et si elles en occupent un, c'est généralement un emploi plus précaire, peu spécialisé et moins bien rémunéré. C'est aussi *"aux niveaux 1 et 2 que l'on compte le plus de personnes sans emploi et aussi les personnes qui touchent les revenus les plus faibles"*.^{[31](#)}

Dans l'EIAA, on a constaté qu'une personne sans emploi est environ trois fois plus susceptible de se situer au niveau 1 qu'une personne qui travaille. Ceux qui reçoivent de l'assurance chômage ou de l'aide sociale présentent des niveaux d'alphabétisme inférieurs à ceux qui n'en reçoivent pas. Et les bénéficiaires de l'aide sociale présentent des capacités de lecture et d'écriture très inférieures

aux prestataires de l'assurance chômage ou à la population en général. Ainsi, on a constaté que 40% des bénéficiaires de l'aide sociale se situent au niveau 1, alors que c'est le cas de 20% des personnes bénéficiaires de l'assurance chômage et de 14% de la population ne recevant aucun revenu de l'État. Cette situation se répercute naturellement sur les revenus : les personnes analphabètes ont généralement un revenu inférieur à celui des autres Québécoises et Québécois et ils sont les moins susceptibles d'avoir un revenu salarial.³²

On le voit, la situation des sans-emploi est particulièrement préoccupante : le plus souvent, il s'agit des personnes les plus faiblement alphabétisées et scolarisées (60% des bénéficiaires de l'aide sociale n'avaient pas terminé leurs études secondaires). Elles sont considérablement désavantagées, surtout si elles n'ont pas l'occasion d'acquérir et/ou de maintenir leurs capacités de lecture et d'écriture : les personnes sans emploi risquent de voir leurs capacités diminuer tout au long de leur vie. *"L'alphabétisme doit être considéré comme une cause et une conséquence de la réussite professionnelle. Le milieu de travail offre la possibilité d'appliquer les capacités de lecture et l'incapacité de trouver un emploi régulier peut mener au déclin du niveau de capacités d'une personne".*³³

En bout de piste, un parcours qui mène à l'exclusion

Somme toute, l'EIAA illustre en quoi *"l'alphabétisme est à la fois cause et conséquence de plusieurs facteurs connexes. Les données de l'enquête nous montrent que les personnes moins scolarisées sont en général celles qui ont les plus faibles capacités de lecture, travaillent moins fréquemment et à des revenus moindres, ont moins d'occasions de lire et suivent moins de cours pour parfaire leurs connaissances : c'est ce qu'on pourrait appeler la spirale des multiples effets liés à l'alphabétisme".*³⁴

Les adultes dont la formation laisse à désirer sont davantage exposés à la marginalisation sociale et à l'exclusion économique. Serge Wagner abonde aussi dans ce sens : *"Malheureusement, il y a des laissés-pour-compte, des exclus des structures de scolarisation et d'alphabétisation. Des individus, des groupes sociaux, voire des communautés, ont peu ou pas accès aux outils culturels de base. Ils n'ont pas voix dans la cité. Ils sont relégués dans les marges, et ce, pour diverses raisons : leur appartenance ethnoculturelle, leur langue première, leur âge, leur sexe, leur lieu de résidence, leur origine sociale, leur position économique, l'inefficacité des structures éducatives".*³⁵

Dans son Plan d'action national, le RGPAQ insiste également sur le fait que les personnes analphabètes sont victimes d'exclusion et qu'elles en viennent à se comporter comme des marginaux de la société à laquelle ils ne peuvent

participer pleinement. Et dans cette spirale souvent sans fin de l'analphabétisme, on voit bien que les facteurs qui interagissent proviennent et/ou conduisent tous au même dénominateur commun : la pauvreté. Voilà pourquoi l'alphabétisation populaire a toujours directement reliée l'analphabétisme à la pauvreté. Par ses actions, elle vise à répondre aux besoins des personnes analphabètes en prônant l'amélioration des conditions de vie des personnes pauvres et en veillant à ce que la reconnaissance de leurs besoins soient intégrés dans un discours plus large sur les personnes défavorisées socialement.

1.3 Les perspectives en alphabétisation populaire dans le contexte social actuel

Les constatations des pages qui précèdent nous laisse entrevoir l'importance des efforts d'alphabétisation et de lutte contre la pauvreté et les inégalités sociales à consentir dans les années à venir pour tenter de diminuer de façon substantielle le nombre de personnes faiblement alphabétisées.

Car l'objectif est bien réel et ne change pas de cap : comment mieux combler les besoins d'alphabétisation des personnes analphabètes et comment les soutenir dans leurs démarches pour l'amélioration de leurs conditions de vie? Pour répondre à cette question, il est avant tout nécessaire de bien comprendre les mécanismes qui mènent à l'exclusion sociale et professionnelle d'une grande partie des personnes faiblement alphabétisées.

Au Québec, nous avons vécu ces dernières années des modifications substantielles dans la manière d'aborder les problèmes d'analphabétisme si bien que l'on a constaté une baisse substantielle des personnes qui s'inscrivent effectivement dans des démarches d'alphabétisation. Naturellement, cette baisse ne signifie pas que les besoins sont moindres mais, simplement, que davantage de gens sont exclus des services d'alphabétisation. Faisons un bref rappel de ce qui s'est écrit à ce sujet.

C'est dans le bilan du programme IFPCA³⁶ qu'on retrouve les premières données d'ensemble sur la baisse des effectifs :

"... On assiste en effet à une baisse des effectifs inscrits en alphabétisation particulièrement visible dans les commissions scolaires (note : nous ne disposons pas de telles données pour les groupes d'alphabétisation populaire mais il semble toutefois que la baisse des effectifs y soit également observable si l'on se fie aux données fournies dans leurs formulaires de présentation). De 1993 à 1997, elle a été de 33% dans les CS. Dans la région de Montréal, la baisse pour cette période est de 41%. Cette baisse se poursuit toujours puisqu'en 97-98 dans le réseau des CS, la baisse a été de 19% par rapport à l'année

précédente. En nombres absolus, le bilan conclut que le nombre de personnes inscrites représente moins de 2% des personnes ayant des difficultés avec la langue écrite".

Dans une publication de septembre 2001, le Ministère de l'éducation³⁷ fournit des chiffres plus précis : *"Le nombre de personnes touchées par les services de formation représente une très petite proportion du bassin potentiel. Les 15 843 personnes (9 710, commissions scolaires, 6 133, groupes autonomes) qui ont fréquenté les services d'alphabétisation en 1999-2000 représentent 2,6% des adultes de 15 à 64 ans qui ont moins de neuf années de scolarité."*

Sur les causes de cette baisse, à peu près personne n'est resté muet dans le milieu de l'alphabétisation. Et on pointe du doigt deux tendances importantes qui se sont manifestées :

- *"Le déplacement des efforts d'éducation des adultes vers la formation en emploi. Ce déplacement a pour effet de réduire les ressources disponibles pour l'alphabétisation des personnes sans emploi.*
- *La réduction des budgets des commissions scolaires qui les pousse à développer le caractère commercial de leurs services d'éducation des adultes, de l'alphabétisation notamment, ce qui renforce du même coup le déplacement des efforts d'éducation des adultes vers la formation en emploi".*³⁸

Lors du colloque pancanadien de juin 2000, plusieurs auteurs ont abondé dans ce sens :

*"On remarque depuis quelques années que les ministères et organismes chargés de déterminer les priorités de formation investissent moins dans la formation de base des adultes peu alphabétisés, préférant souvent diriger ces derniers vers des activités courtes d'employabilité ou d'insertion sociale. Ce qu'on a appelé la crise " d'Emploi-Québec " à l'été et l'automne 1999 s'inscrivait dans ce courant".*³⁹

*"La diminution du nombre d'apprenants est due en partie aux "coupures" de la part d'Emploi-Québec qui, à l'été 1999, a retiré l'aide financière aux apprenants. Selon la perspective d'Emploi-Québec, les programmes d'alphabétisation ne donnent pas assez de résultats à court terme pour justifier de telles subventions. Les apprenants qui ne reçoivent plus d'aide financière abandonnent les classes d'alphabétisation, car ils n'ont plus de source de revenus. Ils se retrouvent au chômage ou dans des emplois qui leur rapportent un salaire sous le seuil de la pauvreté. On doit arrêter de prêcher la productivité et à la vision à court terme. Il faut tenir compte des besoins des apprenants plutôt que des besoins du marché du travail".*⁴⁰

En fait, tout se passe comme si les formations à court terme avaient pour effet d'exclure encore davantage les personnes les plus faiblement scolarisées. Serge Wagner nous rappelle que *"toutes les enquêtes sur la participation à l'éducation aux adultes démontrent que les adultes les moins scolarisés et les moins alphabétisés sont ceux qui participent le moins à la formation continue. L'éducation des adultes contribue donc à accroître l'écart conséquent à la scolarisation initiale"*.⁴¹

Les résultats de l'EIAA sont aussi clairs à ce sujet : *"les programmes de formation rejoignent surtout des personnes scolarisées dont les capacités de lecture sont déjà élevées. Seulement 14% des personnes de niveau 1 avaient déjà suivi des cours de formation. En plus, les programmes de formation touchent en majorité des travailleuses et des travailleurs qui sont âgés de moins de 35 ans"*.⁴²

À tout le moins, on constate que le système montre des signes de sérieux dysfonctionnement. Et c'est dans ce contexte que le gouvernement du Québec vient de publier, en mai 2001, son *Projet de politique de l'éducation des adultes dans une perspective de formation continue*.

Il est utile de rappeler ici brièvement certains des grands principes de ce projet qui sont mis de l'avant en matière d'alphabétisation⁴³ :

- La politique veut rehausser les compétences des individus, en particulier des hommes et des femmes peu scolarisés (p.3). À cet effet, elle s'attarde davantage sur certains groupes de la population : les jeunes adultes, les adultes handicapés, les personnes immigrantes, mais aussi les travailleuses et travailleurs âgés de 45 ans et plus (p.16-20). Concernant les travailleuses et travailleurs plus âgés, le projet souligne *"qu'au Québec, en 1998, plus du quart des travailleurs âgés de 45 à 64 ans n'avaient pas terminé leurs études secondaires. Chez ceux de 55 à 64 ans, c'était le cas de 40% d'entre eux. Le niveau d'alphabétisation des travailleuses et travailleurs âgés est également particulièrement faible. De plus, ils participeraient peu aux activités de formation lorsqu'ils ont un emploi et aux mesures actives lorsqu'ils sont sans emploi. Dans le contexte du vieillissement de la population, il y a lieu de soutenir les activités permettant d'assurer la formation continue de la main d'œuvre vieillissante puisque celle-ci sera de plus en plus appelée à prolonger sa vie active."* (p. 20)
- Elle consacre un chapitre de quatre pages sur la *formation de base* à assurer à tous les adultes du Québec (p. 21-24). C'est là qu'on y retrouve les grands principes que le gouvernement entend mettre de l'avant concernant l'alphabétisation. On y fait état de la faiblesse des inscriptions en alphabétisation et des efforts à consentir pour tenter de rejoindre la population qui n'a pas atteint le stade de la *formation commune*.

- C'est justement dans ce concept de formation commune qu'a été inséré l'*alphabétisation*. La *formation commune* y est définie "*comme une formation qui correspond à l'acquisition des compétences de base, comme la lecture, l'écriture, l'expression orale, le calcul, l'utilisation des technologies de l'information et de la communication de même qu'à des compétences d'ordre général comme le raisonnement logique, la résolution de problème et la prise de décision.*" ...Car "*le déficit concernant la formation commune est source d'exclusion sociale et économique et il ne favorise pas la participation active des citoyens à la vie en société. De plus, les statistiques montrent que nombre de personnes faiblement scolarisées se retrouvent parmi les adultes prestataires de la sécurité du revenu.*" (p. 22)
- Toujours concernant la formation commune, le projet entend aussi "*accentuer l'expression des besoins [des adultes et des collectivités, ce qui] imposera une plus grande flexibilité de l'offre et une prise en considération de la diversité des lieux et des modes de formation, lesquels élargissent le champ d'action en matière d'éducation et permettent d'entrer en contact avec la population dans son milieu immédiat de vie et de travail.*" (p. 22)

Voilà donc les pistes d'action qui sont en lien étroit avec les propos de ce chapitre. Il y a bien sûr d'autres volets importants dont une section qui concerne la reconnaissance légale des *groupes populaires en formation des adultes* (p.36-37) mais ces volets seront plutôt traités dans le cadre de nos échanges avec nos partenaires de l'éducation populaire que dans le cadre de cette étude de milieu.

En septembre 2001, le RGPAQ a déposé un mémoire au ministère de l'Éducation portant précisément sur ce projet de politique. Au moment d'écrire ces lignes, nous n'avions malheureusement pas eu le temps d'en prendre connaissance. Toutefois, certaines voix se sont déjà fait entendre pour commenter le projet de politique et nous leur prêtons une oreille attentive.

Ainsi, dans le dernier Bulletin de liaison de l'Institut canadien d'éducation des adultes⁴⁴, on peut lire que "*la déception marque l'arrivée du projet de politique. Les commentaires se situent tant aux niveaux des orientations que du contenu. Le MEQ présente une vision utilitariste de l'éducation des adultes axée non pas sur l'accessibilité aux ressources éducatives et l'expression de la demande mais sur la formation et la préparation au marché du travail. Les quelques mesures proposées vont dans le sens des traditions déjà en place.*"⁴⁵

Un peu plus loin, Francine Jeannotte⁴⁶ s'interroge fort judicieusement sur les raisons qui font en sorte que "*les adultes qui, objectivement, auraient le plus d'intérêt à s'inscrire dans une démarche d'éducation des adultes le font très peu.*" Son analyse est percutante et nous renvoyons les lecteurs au texte intégral pour l'approfondir. Elle rappelle notamment que "*les personnes absentes des services*

d'éducation des adultes sont justement les personnes qui avaient le moins de formation et le plus d'années d'absence du marché de l'emploi. [...] Avec la réorganisation des services de main d'œuvre (et la création d'Emploi-Québec), les adultes qui ont des besoins plus grands en terme de formation et d'encadrement, sont, à toute fin pratique, privés de service," ce qu'elle appelle "l'exclusion systémique des clientèles les plus démunies".

Et sur l'expression de la demande de services, elle fait le commentaire suivant : *"Pour se percevoir comme citoyen et citoyenne ayant une prise sur son avenir, avec des droits et des responsabilités, encore faut-il croire en soi, en sa propre valeur, en sa place dans la société. Pour demander des services dans le domaine de l'éducation des adultes, il faut se reconnaître un pouvoir personnel sur ses projets d'avenir, un contrôle sur sa vie [...] Au contraire, on leur envoie plutôt un message de dévalorisation [...] Et ces adultes s'écartent d'eux-mêmes des services censés les aider; c'est ce qu'on appelle l'auto-exclusion et c'est le dernier refuge des personnes dévalorisées".*

Pour notre groupe d'alphabétisation populaire qui a une expérience auprès des personnes faiblement alphabétisées depuis plus de 20 ans, ce dernier commentaire a une très forte résonance.

Et notre hypothèse de travail, c'est qu'il y a encore un chemin énorme à parcourir pour adapter l'offre d'alphabétisation à la demande réelle des personnes analphabètes. Tout prône en faveur d'une diversification de l'offre de services et des mesures de soutien appropriées (allocations de revenus, services de garde, horaires souples, etc.) afin de véritablement répondre aux besoins des apprenants. Et il nous semble parfois que la tendance gouvernementale va en sens inverse...

Laissons à Serge Wagner le soin de clore ce chapitre sur l'état des connaissances en alphabétisation : *"Que savons-nous de la réalité et des besoins de ces adultes peu ou pas alphabétisés, marginalisés, pauvres? Si le produit offert est si bon, pourquoi les adultes en consomment si peu et pourquoi ceux qui en consomment abandonnent-ils dans une proportion aussi considérable? Notre alphabétisation semble être source d'indigestion... Manifestement la formule ne fonctionne pas. Nos systèmes doivent être révisés, en s'ajustant davantage à la demande, aux besoins fondamentaux mais complexes des populations adultes. Jusqu'à maintenant, l'offre a été conçue à partir des structures éducatives et des compétences des personnels".⁴⁷*
"Concrètement, il faut analyser les besoins du milieu et les aspirations des populations, entrer en contact direct avec les populations concernées et avec les organisations qui sont en contact avec elles. Plus concrètement encore, il faut affiner systématiquement l'analyse des besoins en fonction d'une variété de critères et de catégories : le sexe, l'activité, la localisation, la scolarité, l'âge, les handicaps, etc..."⁴⁸

À la mesure de nos moyens, c'est exactement ce que nous voulons faire avec la présente étude de milieu.

CHAPITRE 2 - L'ALPHABÉTISATION : UN PROCESSUS À DÉCLENCHER ET UNE DÉMARCHE OÙ IL FAUT PERSÉVÉRER

La synthèse théorique du chapitre précédent nous fournit des repères essentiels pour mieux comprendre la problématique d'ensemble de l'analphabétisme au Québec et pour analyser les données disponibles sur notre milieu d'intervention.

Mais les renseignements que nous avons colligés trouvent-ils écho dans les nombreuses recherches sur le terrain entreprises au Québec au cours des récentes années? Avant d'amorcer la collecte des données dans le secteur du Grand Plateau, nous voulions examiner un certain nombre d'études similaires, surtout celles réalisées par des groupes d'alphabétisation populaire ou encore, par des commissions scolaires. Nous reportons le lecteur au chapitre méthodologique pour tous les détails concernant cette recherche spécifique d'informations. Contentons-nous de rappeler que nous voulions nous documenter davantage sur les recherches ayant comme objet l'analyse de besoins et attentes de personnes analphabètes et/ou des études de milieu : en fait, tout ce qui s'apparente à un processus de pré-alphabétisation. Nous avons cru, à juste titre, que ces études pouvaient nous être utiles pour choisir les stratégies de recherche et les types d'informations à recueillir, ainsi que pour évaluer l'impact réel que pourrait générer notre propre étude de milieu.

Sur leurs territoires respectifs, toutes les recherches consultées confirment les grandes constatations théoriques des études nationales et internationales. Voici les grandes lignes des informations que nous avons choisies de conserver pour alimenter notre propre démarche. Elles portent sur :

- les multiples freins à la démarche d'alphabétisation;
- la décision de s'alphabétiser;
- les besoins et les attentes des personnes analphabètes face à l'alphabétisation;
- les effets voulus du processus d'alphabétisation.

2.1 Les multiples freins à la démarche d'alphabétisation

Pour les personnes faiblement alphabétisées, les freins à une démarche d'alphabétisation sont nombreux et laissent les intervenants du milieu fort perplexes. À ce propos, Pierre Simard notait que, malgré une offre de services d'alphabétisation importante, *"les gens boudent les services qui pourraient leur permettre de mieux vivre; c'est un véritable paradoxe, surtout dans un contexte de société industrialisée où il faut davantage de formation pour fonctionner"*.⁴⁹

Nous savons déjà que ce sont les personnes les plus démunies qui font le moins appel aux services de formation continue en raison d'une forme d'exclusion systémique dont nous avons parlé au chapitre précédent : rappelons qu'en 1994, seulement 14% des personnes de niveau d'alphabétisme 1 avaient déjà suivi au cours de leur vie des cours de formation (chapitre 1, p. 27).

En ce qui concerne les services d'alphabétisation proprement dit, les derniers chiffres disponibles (année 1999-2000) sont toujours aussi affolants : comme le rapporte le Ministère de l'éducation, seulement 2,6% des adultes de 15 à 64 ans ayant moins de neuf ans de scolarité sont touchées par les services de formation.⁵⁰ Et cette proportion serait encore plus faible si nous tenions compte de l'ensemble de la population de 15 à 64 ans se situant au niveau 1 d'alphabétisme selon l'échelle élaborée par l'EIAA...

Il s'agit là d'un enjeu crucial pour tous ceux qui oeuvrent en alphabétisation. Ce constat interpelle tous les organismes d'alphabétisation populaire : il faut tenter de trouver les causes de ce désintéressement et y trouver les solutions appropriées.

L'étude menée par Pierre Simard à La Jarnigoine en 1998 et citée précédemment fait référence à une recherche ontarienne qui permet d'avoir une vue d'ensemble structurante des multiples freins à une démarche d'alphabétisation.⁵¹ Selon cette étude, il existe deux grandes catégories de barrières : les barrières socio-économiques et les barrières psychosociales. Cette catégorisation nous semble tout à fait adaptée à la réalité, c'est pourquoi nous avons choisi de l'utiliser à notre tour, tout en l'enrichissant des conclusions tirées de d'autres études.

Les barrières socio-économiques

Elles font référence au fait que la satisfaction des besoins primaires des personnes passe au premier plan, freinant ainsi l'accession des apprenants aux programmes d'alphabétisation ainsi que leur assiduité une fois devenus apprenant-e-s : l'éducation et la formation viennent tout simplement beaucoup plus tard dans l'ordre des priorités.

On ne s'étonne pas que d'autres recherches réalisées à une échelle locale ou régionale fassent des constatations similaires : le fait de vivre dans la pauvreté et dans une situation financière précaire amènent les personnes faiblement alphabétisées *"à consacrer la majorité de leur temps à trouver des moyens pour satisfaire leurs besoins primaires : logement, nourriture, vêtements et santé"*.⁵²

Dans les études de milieu, on observe également que ces personnes vivent généralement concentrées dans des zones de pauvreté, avec de faibles revenus et qu'elles sont souvent sans emploi, assistées sociales, en chômage ou, si elles travaillent, concentrées dans des emplois non-spécialisés et rémunérés au salaire minimum. Elles éprouvent des grandes difficultés à se trouver un emploi stable et susceptible de leur permettre de subvenir à leurs besoins : en termes de situation professionnelle, on parle plutôt d'une situation de sans emploi ou d'une longue liste de petits métiers.

Bref, ces recherches confirment que les personnes analphabètes, dans les milieux respectifs où elles ont fait l'objet d'études spécifiques, se retrouvent souvent marginalisées, au bas de l'échelle sociale. Certaines études notent enfin qu'elles sont souvent absentes des organisations socioculturelles et/ou communautaires et en retrait de la société, témoignant par là même de leur marginalisation et du défi que représente les tentatives pour les rejoindre et leur offrir des services d'alphabétisation.⁵³

Enfin, l'étude ontarienne concluait, à juste titre, que l'analphabétisme se perd dans un océan de problèmes divers et qu'à ce titre, il est souvent perçu comme un problème secondaire par les personnes concernées. La faible participation aux activités d'alphabétisation est souvent attribuée à l'incapacité des programmes de tenir compte de cette réalité. Sans équivoque, on doit retenir qu'il faut d'abord commencer à combler les besoins primaires des personnes analphabètes *"pour qu'elles puissent entrevoir la satisfaction d'autres besoins, dont celui de s'alphabétiser"*.⁵⁴

Les barrières psychosociales

D'abord, on doit constater que les personnes analphabètes sont souvent maîtres dans l'art de ne rien laisser paraître de leurs difficultés avec la lecture et l'écriture. Pour pallier à leurs problèmes, elles peuvent posséder en contrepartie un bagage considérable de connaissances, de savoirs et de savoirs faire. Elles ont un esprit inventif et développent de nombreux trucs mnémotechniques.⁵⁵

Sur ce dernier point, les études concordent : *"les personnes [analphabètes] essayent de se soustraire à l'obligation d'écrire. Elles ont recours à la complicité de collègues de travail choisis, elles essayent de s'en sortir seules ou font appel à quelqu'un de l'entourage".*⁵⁶ Elles développent toutes sortes d'astuces pour ne pas dévoiler leurs difficultés : elles demandent qu'on leur lise l'information arguant qu'elles ne comprennent pas, disent qu'elles n'ont pas leurs lunettes, refusent une promotion ou une tâche nouvelle, disent "qu'elles le feront à la maison", veulent travailler avec quelqu'un d'autre, etc...⁵⁷

Cette apparente facilité à passer inaperçu devient en fait une difficulté additionnelle pour l'alphabétisation : ce faisant, il est très ardu de les rejoindre, l'analphabétisme devenant souvent au fil du temps une réalité qu'on cache. Rares sont ceux ou celles qui vont parler spontanément ou ouvertement de leurs problèmes de lecture et d'écriture, d'où la difficulté de les reconnaître pour les sensibiliser aux avantages de l'alphabétisation ou encore, pour leur offrir des services. Souvent, pour percer leur secret, il faut briser la glace, avoir créé un lien de confiance avant même de pouvoir aborder le sujet.

La débrouillardise des personnes analphabètes est toute à leur honneur mais elle cache un portrait bien sombre car, paradoxalement, elles expérimentent souvent en même temps un grand sentiment d'infériorité et une perte de confiance en soi : *"Elles se sentent souvent séparées et mises à l'écart de la société. Elles trouvent la collectivité inhospitalière, inabordable et inaccessible. Après quelques tentatives infructueuses, certains se démoralisent et s'isolent encore davantage. Ils se tourneront souvent vers des personnes significatives pour la lecture, l'écriture si elles ont des besoins (i.e., leur famille, un ami, etc.). Elles développent souvent leur débrouillardise afin de passer inaperçues".*⁵⁸

Le sentiment de dévalorisation des personnes analphabètes est bien documenté et souvent évoqué dans les études consultées : *"...Certaines ont vécu des expériences scolaires traumatisantes. Ils ont été dévalorisés, critiqués dans leur comportement, leur manière de vivre, leur retard culturel et physiologique. Elles ont souvent été marginalisés très tôt à l'école qui les a mis dans des classes spéciales, ce qui est déjà générateur d'un sentiment d'exclusion sociale. Elles ont honte et intériorisent la dévalorisation. Chaque fois qu'elles s'expriment, elles expriment aussi la honte et la peur".*⁵⁹

De nombreuses histoires de vie témoignent de leurs fréquentes difficultés par rapport à leurs expériences antérieures à l'école. Souvent ces personnes ont été obligées de quitter l'école en raison de conditions familiales et économiques difficiles, d'autres ne sentaient aucune motivation, n'aimaient pas étudier, ne se sentaient pas à leur place à l'école, d'autres encore ont fait face à des difficultés d'apprentissage scolaire ou à des situations de marginalisation et d'exclusion qu'elles ne sont pas prêtes de vouloir revivre en tentant un retour aux études. D'autres personnes n'ont simplement pas eu accès aux structures d'alphabétisation.

Face aux expériences passées à l'école, les barrières psychosociales sont très apparentes. Une étude récente réalisée auprès des personnes sans emploi du quartier Sainte-Marie et dont une section porte notamment sur les freins à entreprendre un retour aux études est révélatrice à ce sujet. Plusieurs des personnes interviewées remarquent : *"Je n'ai jamais été bonne à l'école" "J'ai peur de faire rire de moi, à 40 ans, retourner à l'école, je trouve ça un peu stupide" "Je manque d'autonomie, je dois être dirigé" "Je n'ai jamais aimé faire des efforts à l'école"*.⁶⁰

La très grande majorité des répondantes et répondants qui sont sans emploi depuis plus de 5 ans ne songent pas à retourner aux études ou à se trouver un travail. Pourtant, le tiers des personnes interrogées dans cette recherche attribuent leurs difficultés à se trouver un emploi à leurs lacunes au niveau de la maîtrise du français écrit et parlé. Et c'est là que la marche semble trop haute : elles estiment que *"les études seraient trop longues"*, particulièrement si elles n'ont pas obtenu de diplôme d'études secondaires ou de formation professionnelle. L'auteur note aussi que l'âge semble être un facteur significatif : plusieurs personnes qui ont plus de 40 ans se disent trop vieilles pour penser retourner aux études et ne trouvent aucun motif pour prendre une telle orientation.⁶¹ Quand on songe que les personnes plus âgées font partie des personnes qui ont le plus besoin de s'alphabétiser, voilà un constat lourd de conséquences...

Nous voilà donc face à l'attitude la plus difficile à changer lorsqu'on veut offrir des services d'alphabétisation : beaucoup de personnes analphabètes ont de la difficulté à se convaincre de l'importance stratégique de retourner aux études : elles sont le plus souvent convaincues que cela n'améliorera pas leur sort, que la démarche sera trop longue et fort probablement inutile, qu'elles ne trouveront pas nécessairement un emploi mieux rémunéré après tant d'efforts, etc. Et ces personnes n'ont pas nécessairement tort. L'alphabétisation peut être un processus lent qui, en soi, n'entraîne pas automatiquement une amélioration des conditions de vie économiques d'une personne. Parfois, certains autres besoins doivent être comblés de façon urgente avant de s'alphabétiser et ces personnes ne doivent en aucun cas subir des pressions ou des mesures coercitives. Elles ont plutôt besoin qu'on leur offre des mesures de soutien adéquates; nous aurons l'occasion de revenir sur ce point dans les pages qui suivent :

Les résultats de l'EIAA de 1994 avaient amorcé la réflexion sur cet enjeu que constitue la perception des personnes analphabètes sur leurs besoins de formation :

*"On note la très faible valorisation de l'écrit dans la culture des personnes analphabètes. Plusieurs d'entre elles ne se reconnaissent pas de problèmes majeurs sur le plan de la lecture, l'écriture, le calcul. Selon l'EIAA, seulement une minorité des personnes du niveau 1 d'alphabétisme se reconnaissent un besoin quelconque d'alphabétisation. Et le feraient-elles qu'elles auraient tout de même des réticences à admettre que l'alphabétisation pourrait les aider à améliorer leurs conditions de vie : au-delà de 60% des adultes de niveau 1 et plus de 80% de ceux de niveau 2 croient que leur faible alphabétisation ne constitue pas un obstacle à l'obtention d'un meilleur emploi".*⁶²

Selon Claude Poisson, il nous resterait à motiver une grande proportion des personnes analphabètes quant à l'utilité de s'alphabétiser et quant à leurs capacités à le faire. Elles ont besoin de stimulation dans un contexte précis ou par une personne significative et convaincante.⁶³

2.2 La décision de s'alphabétiser

La section précédente nous incite à jeter un regard nouveau sur l'élément déclencheur qui permet à une personne faiblement alphabétisée d'entamer un processus d'alphabétisation, surtout quand on sait que pour la majorité des apprenants et apprenantes, la décision ne se produit pas du jour au lendemain : la période de réflexion est souvent longue.⁶⁴ Le fait même de franchir cette étape indique que les personnes ont acquis, par cette réflexion, un niveau de détermination suffisant pour passer à l'acte. Tout se passe comme si les personnes qui s'inscrivent sont celles qui ont fait la démarche personnelle de se rendre compte qu'ils ont des besoins et que l'alphabétisation peut leur ouvrir de nouvelles portes pour s'affranchir de leur situation actuelle.

André Jacob, l'auteur de l'étude dans le quartier Sainte-Marie, note que la clé de la motivation vers un retour aux études, du moins pour les personnes sans emploi, réside dans le fait d'avoir un projet : *"La scolarisation passe par la motivation à réaliser un projet ou à atteindre un objectif... Les personnes sans emploi ont besoin de références identitaires et de soutien qui leur permettent de se convaincre, de prendre confiance en leurs moyens et de voir que des personnes qui vivent une situation similaire à la leur réussissent à améliorer leur situation par la scolarisation".*⁶⁵

Ce projet, aussi transitoire soit-il au départ, semble essentiel à la démarche. Claude Poisson a bien résumé les motivations qui peuvent conduire des

personnes analphabètes à entreprendre une démarche : *"Elles veulent apprendre à se débrouiller dans la vie de tous les jours, lire les noms de rue, écrire une lettre, calculer un budget, etc..."* "Les facteurs favorisant l'alpha. sont nombreux et divers : désir d'être normal dans la société, de faire comme les autres, ne plus être différent. [Ces personnes] veulent améliorer leurs conditions de vie. Certaines veulent obtenir de meilleures conditions de travail. D'autres désirent augmenter leur capacité personnelle afin d'obtenir un emploi ou d'aider leurs enfants qui fréquentent une institution d'enseignement".⁶⁶

André Jacob a recueilli des témoignages allant dans le même sens : *"Je ne veux pas vivre toujours de l'aide sociale, j'aimerais sortir de la pauvreté. Je suis tannée de ne pas savoir lire ni écrire d'une façon comme il faut. J'ai honte et j'ai décidé d'améliorer mon sort. Même si ça ne me sert seulement à lire des lettres que je reçois, je serai contente. Je vais me sentir moins nulle"*.⁶⁷

Pour la personne analphabète, la conviction de pouvoir améliorer son sort, de quelque façon que ce soit, représente une motivation qui, si elle est entretenue, lui permettra de persévérer dans ses efforts. Elle doit être convaincue que les efforts consentis en valent la peine pour elle-même, parce qu'ils la mèneront vers plus d'autonomie dans sa vie.

À cette conviction de départ s'ajouterait une autre condition essentielle à l'engagement dans un processus d'alphabétisation. André Jacob pose l'hypothèse qu'un soutien adéquat est tout aussi crucial pour la réussite d'une telle démarche⁶⁸ : *"Dans l'ensemble, ce qui manque le plus, ce sont les services en mesure d'aider les gens dans une démarche suivie, intégrée et complète qui permettrait à une personne d'entrer dans un processus d'intégration sociale à plus ou moins long terme. Plusieurs personnes se découragent parce qu'elles ne trouvent pas le soutien nécessaire dans leur démarche. Étant donné que les besoins de contacts sociaux et le manque d'estime de soi sont deux réalités significatives pour un grand nombre de ces personnes, elles réclament une aide en ce sens. En d'autres termes, la scolarisation, l'alphabétisation et l'intégration au travail, pour ne prendre que ces exemples, sont des stratégies importantes et signifiantes pour les gens mais elles ne s'accompagnent pas nécessairement d'un soutien adéquat. [...] Ce soutien semble parfois fort pertinent pour que la personne prenne confiance en elle, garde l'espoir de réussir et en arrive à pouvoir participer davantage à différentes actions sociales et , éventuellement, à travailler"*.

Il poursuit en soulignant l'importance des groupes communautaires : *"[...] Plusieurs personnes qui vivent une situation d'échec permanent et de dévalorisation en arrivent à ne plus croire en leurs capacités à investir dans un projet d'intégration, c'est donc au plan psychosocial que les organismes peuvent jouer un rôle de soutien important. Plusieurs personnes ont exprimé le besoin de trouver un endroit où elles peuvent discuter de leurs problèmes individuellement ou en groupe. Il semble que les actions de groupe soient appréciées"*. Par

ailleurs, en entreprenant une démarche collective, les participant-e-s des groupes populaires d'alphabétisation sont à même de comprendre les causes structurelles et sociales de leurs conditions. Ces personnes constatent qu'elles ne sont pas les seules à vivre cette situation et peuvent se questionner sur l'existence et la persistance des inégalités sociales.

Par les principes qu'elle sous-tend, l'alphabétisation populaire est déjà en mesure d'accomplir une telle mission : dans une première étape de sensibilisation, prendre le temps de convaincre les personnes analphabètes du bien-fondé de s'alphabétiser pour ensuite mettre en œuvre les mesures d'accompagnement qui sont les siennes afin d'assurer la continuité des actions entreprises par les personnes analphabètes. Elle doit toutefois disposer des ressources essentielles pour intensifier de telles pratiques : des personnes et du temps pour être à l'écoute des besoins qui s'expriment...

2.3 Les besoins et les attentes des personnes analphabètes face à l'alphabétisation

En analysant les réponses de participant-e-s à des ateliers d'alphabétisation populaire, on est vite en mesure de constater à quel point le fonctionnement des groupes peut répondre aux conditions citées précédemment. *"Ce qui semble faire l'unanimité, c'est le côté humain des groupes, les personnes se sentent chez elles et estiment être mieux comprises. Le fait que les groupes soient plus petits et que tout le monde se connaît est apprécié par plusieurs".*⁶⁹

En petits groupes, les apprenant-e-s ont davantage conscience de ne pas être seuls avec leur problème; il est plus aisé de les intégrer au groupe et de favoriser la création de liens solides, conditions importantes pour assurer la continuité de leur formation.

André Jacob note aussi que *"l'encadrement personnalisé et les rapports positifs avec les professeurs et professeures sont perçus comme des leviers significatifs dans la poursuite d'une démarche de scolarisation. [...] En groupe, quelques étudiantes ont mentionné le fait que pouvoir échanger avec d'autres personnes dans la même situation les motive. Le fait de pouvoir échanger en groupe semble un facteur de soutien porteur de sens, très significatif et très apprécié".*⁷⁰

Un autre besoin que doit combler l'alphabétisation concerne le respect du rythme d'apprentissage des personnes analphabètes. *"Plusieurs personnes croient que les commissions scolaires, c'est pour les jeunes. On fait beaucoup référence au rythme d'apprentissage, à la disponibilité des animatrices, au fait que tout est plus lié au vécu des adultes".*⁷¹

Carole Vanier et Lise St-Germain, deux autres chercheuses, notaient avec justesse : *"Respecter le rythme d'apprentissage de chacun : si cela n'existait pas, la plupart des personnes ici seraient déclassées. Ça serait fini pour elles l'apprentissage"*. Et d'ajouter : *"Je pense que c'est quelque chose qu'on n'a jamais respecté (le rythme) dans notre normalisation, même en milieu scolaire, et en quelque part, on en a échappé "une gang" : ça ne vaut pas dire que ces gens-là n'ont pas de capacité, mais qu'ils n'ont pas été capables d'aller à leur rythme"*.⁷²

Un cadre d'apprentissage plus près de la réalité des gens, la flexibilité des horaires et des lieux, de la souplesse pédagogique : il semble bien qu'il s'agisse d'ingrédients clés pour amener davantage de personnes à s'alphabétiser. Il serait utopique de croire qu'un modèle unique et rigide pourrait répondre aux besoins d'une population aux prises avec des conditions de vie et de travail précaires. Pour réussir, l'offre d'alphabétisation doit se diversifier, se rendre plus accessible, s'ajuster aux besoins des personnes qui en ont besoin et leur offrir des mesures de soutien adéquates.

2.4 Les effets voulus du processus d'alphabétisation

L'alphabétisation entraîne des gains individuels et sociaux très importants même si elle ne conduit pas par le plus court chemin à une autonomie sur le plan de l'emploi. Il faut se poser la question : existe-t-il un chemin court?

Nous avons vu précédemment que la décision de s'alphabétiser peut être longue et ardue. Les personnes qui décident d'entreprendre un processus d'alphabétisation accordent de l'importance aux lieux d'apprentissage qui leur permettent de s'alphabétiser à leur rythme dans un climat de respect, d'entraide et de solidarité. Des attitudes et des programmes rigides et coercitifs pourraient à juste titre rompre cet équilibre très fragile entre leurs motivations, les efforts investis et les bénéfices qu'elles espèrent en retirer.

Lorsque, au cours de leur démarche d'alphabétisation, les personnes vivent des situations de réussite tant dans leurs apprentissages fonctionnels, sociaux ou notionnels, elles expérimentent une hausse de leur estime de soi et sont alors motivées à poursuivre cette démarche caractérisée par de petits et de grands succès.

Nous croyons qu'il s'agit là d'une des réussites de l'alphabétisation populaire qui doit être maintenue par tous les groupes. Cette capacité de "redonner des ailes" aux apprenants et apprenantes, toutes les formatrices et les formateurs en sont témoins.

"Le passage dans un groupe d'alphabétisation, c'est plus qu'apprendre à lire, écrire, calculer. C'est une prise de conscience de son potentiel comme individu, c'est aussi apprendre à s'exprimer, à prendre sa place. Trois thèmes reviennent souvent : affirmation, autonomie, confiance, des atouts qui rendent aux gens leur dignité. Être capable de dire non, ne plus avoir peur de ses opinions, s'exprimer mieux, communiquer mieux, ce sont tous des changements favorables à l'épanouissement des individus qui n'ont pas de prix!".⁷³

"Moi j'entends les personnes dire : on a appris à parler, à vivre en groupe, à prendre notre place, à dire les choses au lieu de s'isoler. La socialisation, la prise de parole. [...] Ici je crois que les participants-es se considèrent comme des citoyens-nes, un sentiment de dignité se développe. La possibilité de s'inscrire dans une communauté de façon moins problématique. Il faut comptabiliser cette rentabilité sociale".⁷⁴

On trouve dans ce dernier extrait la réaffirmation de l'objectif ultime de l'alphabétisation : permettre à tous et à toutes de jouer de manière active et critique leur rôle de citoyen et de citoyenne.

CHAPITRE 3 - LE GRAND PLATEAU EN MUTATION

Fortes de nos lectures précédentes et des synthèses qui en sont issues, nous avons procédé à l'étude du quartier du Grand Plateau en ayant pour objectif de comprendre dans quel contexte général vivent les personnes faiblement alphabétisées qui y résident. Il nous fallait connaître notre territoire cible et chercher à comprendre les particularités des sous-secteurs géographiques qui le composent.

Nous avons donc colligé les données pertinentes pour avoir un portrait de la population résidant dans le quartier. La très vaste majorité des informations dont nous disposons datent du recensement de Statistique Canada de 1996; elles sont d'ordre socio-démographique - population, sexe, groupes d'âge, ménages et familles, immigration et langue - et d'ordre socio-économique - logement, revenu, main d'œuvre et scolarité.

À partir de ce profil de base du milieu de vie, il nous a été possible d'analyser certaines données statistiques afin :

- d'identifier plus précisément qui sont les personnes à risque élevé d'analphabétisme,
- de connaître leurs principales caractéristiques
- et de cerner les zones de concentration de cette population dans le quartier.

Pour ce portrait, certaines études nous ont été particulièrement utiles et nous reproduisons des tableaux et des cartes géographiques qui en sont issus tout au long de ce chapitre. C'est le cas notamment de *Trois quartiers à la loupe*, des portraits de la population de trois quartiers centraux (le Plateau Mont-Royal, Saint-Louis/Mile-End et le Centre-Sud) produits en novembre 1998 pour la CDEC Centre-Sud/Plateau Mont-Royal et les trois CLSC de ces quartiers par le Centre d'intervention pour la revitalisation des quartiers (CIRQ). Le CIRQ a d'ailleurs mis à notre disposition deux autres études plus récentes faites sur les données du recensement de 1996. Il s'agit du *Portrait de la population du Plateau Mont-Royal, données recueillies dans le cadre de l'étude sur la pauvreté dans le Plateau Mont-Royal pour Action Solidarité Grand Plateau* (mai 2001) et du *Portrait de la défavorisation et des investissements sur le territoire de la nouvelle ville de Montréal* (juillet 2001). Plusieurs autres documents nous ont aussi été très précieux et nous en reproduisons la liste en bibliographie.

3.1 La délimitation géographique du Grand Plateau

Selon les données de la Ville de Montréal, le Grand Plateau comprend les districts électoraux de De Lorimier, du Plateau Mont-Royal, de Laurier, du Mile End et de Jeanne-Mance. Dans la réalité, il recouvre trois quartiers : le Plateau Mont-Royal, Saint-Louis et le Mile-End.

Deux CLSC couvrent l'ensemble du Grand Plateau et c'est pourquoi la plupart des statistiques dont nous disposons divisent le Grand Plateau en deux sous-territoires: le Plateau Mont-Royal et Saint-Louis/Mile-End, ces deux derniers quartiers étant généralement considérés comme un grand sous-ensemble.

Le territoire du Plateau Mont-Royal est donc celui que couvre le CLSC du Plateau Mont-Royal. Il est bordé au nord et à l'est par les voies ferrées du Canadien Pacifique, au sud, il s'étend jusqu'à la rue Sherbrooke et à l'ouest, jusqu'à la rue Saint-Denis.

Le territoire de Saint-Louis et Mile-End correspond au territoire du CLSC Saint-Louis-du-Parc. Il est situé à l'ouest du Plateau Mont-Royal. Ses limites sont la rue Saint-Denis à l'est, la voie ferrée du Canadien Pacifique au nord, la rue Hutchison ou du Parc à l'ouest et l'avenue Sherbrooke ou Des Pins au sud.

La carte qui figure au lien ci-dessous⁷⁵ donne un aperçu des limites du Grand Plateau. La ligne grise verticale à la hauteur de la rue Saint-Denis indique la limite entre les deux grands sous-secteurs. La rue Mont-Royal trace la limite entre Saint-Louis et le Mile-End.

[Carte des limites du Grand Plateau](#)

3.2 Les transformations récentes du Grand Plateau : gentrification et ... appauvrissement

On a beaucoup parlé de la gentrification de certains quartiers centraux de Montréal, c'est à dire du remplacement de ménages appartenant à des catégories sociales aux revenus modestes (ouvrières et ouvriers peu qualifiés, employé-e-s non spécialisés, assisté-e-s sociaux) par des ménages composés de travailleuses et travailleurs professionnels. L'exemple le plus cité est sans doute celui du Grand Plateau.

En consultant uniquement les sources médiatiques, on a l'impression que le Grand Plateau vit en pleine effervescence avec une croissance phénoménale du nombre de commerces et une population jeune, branchée, à l'aise financièrement, vivant dans des condominiums ou des appartements qu'ils ont amplement les moyens de se payer.

Cette description correspond-elle à la réalité? Pour notre part, notre expérience de 20 ans en alphabétisation dans le quartier, les nombreux liens que nous entretenons avec d'autres groupes communautaires et notre présence aux tables de concertation du quartier nous permettent de croire qu'il s'agit là d'une image largement exagérée et bien partielle de la population résidant dans le quartier.

Pour mesurer les transformations réelles dans le quartier, il faut d'abord comparer les données statistiques existantes entre deux périodes de recensement. Les données accessibles les plus récentes sont celles des recensements de 1991 et 1996. Les tableaux des deux liens suivants⁷⁶ montrent l'évolution des principaux indicateurs socio-démographiques et socio-économiques entre ces périodes pour les deux territoires des CLSC qui sont aussi comparés avec les données de la région géographique de Montréal Centre. Les pastilles en retrait indiquent quelles sont les variations les plus importantes; ces dernières sont aussi énoncées dans le texte qui suit immédiatement la présentation des tableaux.

[Tableau pour le CLSC du Plateau Mont-Royal](#)
[Tableau pour le CLSC Saint-Louis-du-Parc](#)

Pour les deux territoires de CLSC, on note des transformations qui vont régulièrement dans le même sens et dans les deux cas, les variations les plus substantielles sont les suivantes :

1. Une augmentation des ménages d'une personne;
2. Une diminution du nombre de familles et notamment du nombre de familles avec enfants (incluant les familles monoparentales);
3. Une augmentation importante des personnes nées à l'extérieur du Canada et/ou allophones (pour le territoire du CLSC Plateau Mont-Royal seulement);
4. Des propriétaires plus nombreux ainsi que des variations à la hausse du revenu moyen et du revenu médian des ménages et des individus;
5. Une diminution importante des personnes ayant moins de 9 ans de scolarité et une augmentation tout aussi importante des personnes détenant un diplôme universitaire.

À première vue, l'évolution des indicateurs (notamment ceux des points 2, 4 et 5) laisse croire que nous assistons bel et bien à une gentrification du Grand Plateau et qu'aucun autre phénomène ne vient atténuer cette tendance. Le point 5, à lui seul, laisserait presque croire que notre territoire cible ne comporte plus de résident-e-s à risque d'être analphabète.

Avec ces premières constatations en main, nous nous devons d'effectuer une analyse plus poussée de l'évolution des statistiques. C'est l'exercice auquel nous nous sommes livrés dans le tableau des pages qui suivent. Ce tableau présente une synthèse détaillée⁷⁷ des indicateurs socio-démographiques et socio-économiques du Grand Plateau pour les deux territoires des CLSC. Les constatations qui s'appliquent aux deux secteurs couvrent les deux colonnes du tableau alors que celles qui ne s'appliquent qu'à un secteur figurent dans leur colonne respective. Enfin, il est important de noter que toutes les données présentées sont issues du recensement de 1996, à l'exception de celles concernant les prestataires de la sécurité du revenu qui datent de 1998 et 2000.

LES DONNÉES DÉTAILLÉES SUR LE GRAND PLATEAU

PLATEAU MONT-ROYAL	SAINT-LOUIS/MILE-END
LA POPULATION ET LES GROUPES D'ÂGE • De façon générale, on note une stabilisation du nombre de résident-e-s depuis quelques années. • Près de 7 résident-e-s sur 10 sont âgés de 20 à 54 ans. • La population des jeunes adultes (20-34 ans) est stable. Bien que fortement scolarisée, elle est susceptible d'être affectée par la précarité des emplois, l'absence de travail et la pauvreté. • On assiste à une nette diminution des enfants en âge de fréquenter l'école et le phénomène sous-tend un départ des familles. • Les personnes âgées de 55 ans et plus sont en diminution constante depuis 1986. • Chez les personnes de 65 ans et plus, il y a une prédominance de femmes. Ces personnes vivent souvent seules et sont donc susceptibles de vivre un certain isolement.	
• Le nombre de résident-e-s a augmenté de 0,4%. • Nette prédominance de la population adulte âgée de 20 à 54 ans (69)%. • Le groupe de 35 à 54 ans affiche un accroissement marqué et constant depuis 1986, passant de 24 à 33%. • La population des jeunes adultes (20-34) ans demeure stable de 86 (37%) à 96 (36%). • La population des très jeunes enfants (0-4 ans) est en croissance depuis 1991 (+8%) mais on note une diminution significative des enfants en âge de fréquenter l'école. Enfants de 5 à 16 ans: près de 12 % de moins depuis 1991. • Les personnes âgées de 55 ans et plus sont en diminution constante depuis 1986. Entre 91 et 96, cette tranche de population a connu une diminution de l'ordre de 16%.	• Le nombre de résident-e-s a diminué de 1,6%. • Nette prédominance des personnes âgées de 20 à 54 ans (68%). • Depuis 86, accroissement constant des 35-54, mais encore plus forte depuis 1991 : 26% à 29%. • Les jeunes adultes restent stables (20-34 ans) à 39%. • Les enfants et les jeunes de 0 à 19 ans représentent 18% de la population mais ils sont en diminution, surtout chez les 10-16 ans. Les enfants de 5 à 9 ans ont aussi connu une diminution de 13% depuis 1991. • Une diminution importante des personnes de 55-64 ans (-15%).

Dans les deux secteurs, on assiste à un remplacement progressif des personnes âgées par une population plus jeune attirée par la popularité du Plateau Mont-Royal et le phénomène s'étend aussi au territoire de Saint-Louis/Mile-End.

- | | |
|---|---|
| <ul style="list-style-type: none"> • Les 65 ans et plus diminuent en nombre et représentent 11% de la population en 1996. Il y a nette prédominance des femmes chez les personnes âgées de 65 ans et plus (près des deux-tiers). • Parmi les personnes de 65 ans et plus, 53% vivent seules soit plus de 2500 personnes dont la majorité résident de façon autonome dans leur logement personnel. • Les personnes âgées de 65 ans et plus vivant seules se retrouvent en concentrations plus fortes dans l'axe de la rue Saint-Denis et dans le secteur De Lorimier/Fullum/Rachel/Sherbrooke. Une proportion inconnue de ces personnes sont sans doute regroupées dans les HLM et les centres d'hébergement publics et privés implantés sur le territoire et qui favorisent la concentration des personnes vivant seules. | <ul style="list-style-type: none"> • Une diminution des 65 ans et plus (- 9% pour les 65-74 ans) et une prédominance de femmes également (près de 6 personnes sur 10). • 38% des personnes âgées de 65 ans et plus vivent seules. Près de la moitié des personnes âgées vivent dans un ménage constituant une famille (où elles ont des liens familiaux) : ce phénomène pourrait être associé aux particularités des familles ethniques. • La population de 65 ans et plus est répartie de façon très uniforme sur tout le territoire. Mais les personnes âgées vivant seules sont plus concentrées dans la partie sud du territoire délimitée par l'avenue du Mont-Royal, l'avenue Des Pins et la rue Sherbrooke (47 à 52% des personnes âgées de ces milieux de vie vivent seules). |
|---|---|

LES MÉNAGES

- Un ménage représente la ou les personnes qui occupent un logement, sans égard à leur statut civil ou leur lien de parenté.
- On constate un léger accroissement du nombre de ménages, surtout attribuable à l'augmentation du nombre de personnes vivant seules.
- Les ménages d'une seule personne prédominent.
- La colocation est fréquente, particulièrement dans le Plateau Mont-Royal.

- La taille moyenne des ménages est inférieure à celle des ménages de la Ville de Montréal (1,7 contre 2,1).
- Les **ménages d'une seule personne** sont prédominants (52% contre 41% pour la ville de Montréal).
- Les ménages d'une seule personne sont davantage concentrés à l'ouest de Christophe-Colomb et de Mentana (55% et 62% des ménages totaux de ces secteurs)
- Représentant l'attrait particulier du Plateau Mont-Royal, le **partage du logement** (ou colocation) constitue toujours une réalité importante sur le territoire (de 14% à 16% de 1991 à 1996).

- La taille moyenne des ménages se compare mieux à Montréal (2,0), mais elle est en diminution depuis 1986 (2,3).
- Les **ménages d'une seule personne** comptent pour 43% des ménages.
- Le statut civil des ménages fait ressortir la prédominance des célibataires (59%).

LES FAMILLES

- Les familles (couple marié ou non, avec ou sans enfants ou parent seul vivant avec un ou plusieurs enfants) sont en constante diminution.
- La proportion de familles avec enfants diminue et est sous la moyenne montréalaise.
- Également, une diminution constante de nombre de familles monoparentales.

- Près de 600 familles de moins qu'en 1991.
- La proportion des **familles avec enfants** demeure à peu près stable entre 1991 à 1996 (54%) mais elle est sous la moyenne montréalaise (64%).
- 45% de **familles monoparentales**. Il y a diminution constante des familles monoparentales depuis 1986 alors qu'elles ont progressé de 32% à 36% au niveau montréalais.
- Les familles de couples mariés avec enfants (30%) sont beaucoup moins nombreuses qu'à Montréal (52%).

- 575 familles de moins qu'en 1991, notamment parmi les familles des communautés culturelles traditionnellement associées au quartier.
- 62% des familles ont des enfants à charge, un peu moins que la moyenne de Montréal.
- Diminution des **familles monoparentales** qui représentent le tiers des familles du territoire en 1996 (33%).
- Familles de couples mariés avec enfants : 54%

ORIGINE ETHNIQUE, IMMIGRATION ET LANGUE

- Entre 1991 et 1996, l'immigration (et surtout l'immigration récente) a été plus importante dans le Plateau Mont-Royal que dans Saint-Louis/Mile-End même si ce dernier secteur est traditionnellement plus porté à recevoir des personnes qui immigreront.
- La population allophone du Plateau Mont-Royal demeure inférieure à 10% alors qu'elle représente 35% de la population de Saint-Louis/Mile-End.

- On note une légère augmentation des **personnes nées à l'extérieur du Canada** (13% de la population totale).
- L'**immigration** récente est importante : 23% sont arrivés entre 1981 et 1990, 38% entre 1991 et 1996.
- Les **principaux pays d'origine** des nouveaux arrivant-e-s : France, Maroc, Roumanie, Vietnam.

- Le tiers de la population est née à **l'extérieur du Canada**. Les personnes nées dans le reste du Canada sont en augmentation (9%).
- Les moments d'immigration : 24% entre 1971 et 1980, 26% entre 1981 et 1990, antérieurement à 1971 : 29%, nouveaux arrivant-e-s : 20%.
- Les **principaux pays d'origine** : Portugal (en 1971, 40% des Portugais de la région de Montréal habitaient le quartier, comparé à 16% en 1991), France, Grèce et Chine (pour les immigrant-e-s de longue date). Pour les nouveaux arrivant-e-s, dans l'ordre : France, Chine, Portugal et Inde.

Le phénomène le plus marquant au chapitre du profil ethnique demeure la diminution de la population née à l'extérieur du Canada et le ralentissement de l'arrivée de nouveaux immigrant-e-s. Le territoire du CLSC ne semble plus constituer un lieu d'accueil pour les nouvelles communautés culturelles comme il l'était par le passé.

- | | |
|---|---|
| <ul style="list-style-type: none"> • Les secteurs situées à l'ouest de la rue Mentana et de l'avenue Christophe-Colomb comprennent les plus fortes proportions de personnes nées à l'extérieur du Canada (20% et 21%) : peut être s'agit-il d'un débordement des communautés culturelles qui sont traditionnellement associées au quartier Mile End situé immédiatement à l'ouest de ces secteurs. • La langue d'usage : 91% français, 6% anglais, 2% autre. • La population allophone (dont la langue maternelle est autre que le français ou l'anglais) demeure sous la barre des 10% : les principaux groupes allophones sont les hispanophones, suivis de ceux dont la langue maternelle est le portugais, le vietnamien, le chinois et l'arabe. | <ul style="list-style-type: none"> • La population née à l'extérieur du pays se répartit de manière très uniforme sur le territoire alors que les immigrant-e-s récents sont plus particulièrement concentrés dans les milieux de vie longeant la rue Saint-Denis et au sud de l'avenue du Mont-Royal (23% à 32% des immigrant-e-s totaux de ces secteurs). • Langue d'usage : 58% de la population emploie le français comme langue d'usage, 28% l'anglais et 6% autre. Le français comme langue parlée à la maison : 49% et l'anglais 21%. • La langue maternelle : le français pour 47% de la population. 35% d'allophones et les principales langues parlées sont le portugais, l'espagnol, le grec et le chinois. La population allophone du territoire est particulièrement concentrée dans les secteurs situés au nord de l'avenue Laurier. |
|---|---|

LE LOGEMENT

- Il y a eu accroissement du nombre total de logements.
- 8 personnes sur 10 sont toujours locataires dans le Grand Plateau.
- Le nombre de propriétaires augmente graduellement car les nouvelles constructions et la conversion de logements ont accru le nombre de condominiums et de copropriétés.
- Il y a une transformation progressive du territoire, notamment à travers l'accession à la propriété et l'augmentation du coût des logements en location. Ces phénomènes laissent supposer des modifications du tissu social et le départ possible d'une partie de la population à plus faible revenu.

• 28475 logements occupés en 1996 sur le territoire du CLSC, 850 de plus qu'en 1991. • Le Plateau est essentiellement un quartier de locataires : il compte 81% de locataires contre seulement 19% de propriétaires en 1996. • La proportion des propriétaires s'est accrue de 12% depuis 1991, celles des locataires, de 1%.	• 18105 logements en 1996, accroissement de 680 unités. • 78% de locataires et 22% de propriétaires. • La proportion des propriétaires s'est accrue de 11% depuis 1991 et celle des locataires de 2%.
---	---

LES REVENUS

- Le **revenu annuel moyen des ménages** a augmenté depuis 1991.
- Le **revenu médian des ménages** (50% des ménages sont soit en dessous, soit au-dessus de ce seuil) a également augmenté.
- Ces augmentations sont en partie dues à l'arrivée de nouveaux résident-e-s ayant des revenus plus élevés.
- Il existe cependant des disparités importantes dans les revenus et on assiste à la création de zones appauvries sur l'ensemble du territoire; dans ces zones, les revenus moyen et médian sont beaucoup plus faibles.
- Pour l'ensemble du Grand Plateau, on note que 49% de la population a un revenu individuel inférieur à 15 000 \$ alors que 43% des familles disposent d'un revenu inférieur à 20 000 \$.

• Le revenu annuel moyen des ménages s'élève à 32 683 \$ (ménages montréalais : 34 356 \$). La progression du revenu peut être interprété comme un rattrapage par rapport à la situation montréalaise. • Revenu médian des ménages : de 21 863 \$ à 25 651\$ (région de Montréal : 31 248 \$)	• Le revenu annuel moyen des ménages se situe à 32 326 \$, en progression constante depuis 1986. • Revenu médian des ménages : 24 990 \$, une augmentation de près de 13%.
--	---

- **Zones appauvries** : le nord-ouest du secteur et l'enclave De Lorimier/Fullum/Rachel/Sherbrooke ont essuyé les plus importantes diminutions de revenus par ménage depuis 1991 (jusqu'à 21%). On y retrouve aussi les proportions les plus importantes de ménages consacrant plus de 30% de leur revenu brut au loyer, soit 54% et 46%. Les revenus médians de ces secteurs sont également les plus bas (16 408 \$ et 19 464 \$). La pauvreté demeure bien réelle même si elle est circonscrite dans des secteurs précis et qu'elle est en partie camouflée par le mythe d'un Plateau Mont-Royal gentrifié.

- **Zones appauvries** : le secteur situé au nord de l'avenue Laurier présente un niveau de revenu inférieur au secteur situé au sud (revenus médians variant entre 19 539 \$ et 25 319 \$ au nord, une variation de 23 850 \$ à 29 354 \$ au sud).

LES PRESTATAIRES DE LA SÉCURITÉ DU REVENU

- La très vaste majorité des prestataires de la sécurité du revenu vivent seuls et sont prestataires depuis plus de deux ans.
- 6 prestataires sur 10 sont des hommes et un peu plus de la moitié à moins de 45 ans.

DONNÉES DE 1998 POUR LES DEUX TERRITOIRES SÉPARÉS

- 81% des **prestataires vivent seules**.
- 65% des prestataires ont **moins de 45 ans**.
- 25% des prestataires détiennent un **niveau de scolarité** collégial ou universitaire.
- 84% des prestataires le sont **depuis plus de deux ans** (70% depuis 4 ans ou plus). Cette situation est préoccupante car la prolongation de la durée de l'aide semble transformer une solution temporaire en une situation permanente.

- 80% des **prestataires vivent seuls**.
- 64% ont entre **18 et 44 ans**.
- 28% détiennent une formation collégiale ou universitaire, mais 53% sont **faiblement scolarisés** : 9%, études primaires, 44%, études secondaires).
- 82% sont prestataires **depuis deux ans ou plus**.

DONNÉES DE 2000 POUR L'ENSEMBLE DU GRAND PLATEAU

- De 1990 à 2000, le **nombre total de prestataires** de la sécurité du revenu a légèrement diminué, passant de 7445 à 7186.
- La proportion de **prestataires vivant seuls** (6029) a augmenté à 84% depuis 1998.
- 55% des prestataires ont **moins de 45 ans** (une diminution par rapport à 1998). 28% ont entre 45 et 54 ans et 17% ont plus de 55 ans.
- En 2000, 87% des prestataires le sont **depuis plus de deux ans** (une augmentation depuis 1998) et 81%, depuis plus de quatre ans.
- Les prestataires sont plus souvent des **hommes** (63%, n=4561) que des **femmes** (37%, n= 3034).
- 13% (953) des prestataires ont des **enfants à charge** et 10% (741) sont des **familles monoparentales**.

LA MAIN D'OEUVRE

- **7 personnes sur 10 font partie de la population active, ce qui est plus élevé que pour l'ensemble du territoire montréalais.**
- **Le taux de chômage a tendance à diminué de façon constante.**
- **10% de la main d'œuvre est constituée de travailleurs autonomes.**

- 70% de la **population** totale est **active**.
- De 1986 à 1996, le **taux de chômage** passe de 16,8% à 12,6%.
- Le taux de chômage des femmes est inférieur à celui des hommes : 9,7% contre 15,5%.
- Les **travailleurs autonomes** comptent pour 11% de la main d'œuvre.
- Un peu plus du quart de la main d'œuvre (26%) travaille dans les **domaines** reliés aux sciences sociales, aux arts et à la culture.

- 69% de la **population** totale est **active**.
- De 1986 à 1996, le **taux de chômage** passe de 17,7% à 14,6%.
- Le taux de chômage des femmes et des hommes est similaire : 14,2% contre 14,9%.
- Les **travailleurs autonomes** représentent 13 % de la main d'œuvre (Ville de Montréal, 10%)
- 25% de la main d'œuvre travaille dans les **domaines** reliés aux sciences sociales, aux arts et à la culture, deux fois plus qu'à l'échelle de la ville et de la région de Montréal (12%).

LA SCOLARITÉ

- La proportion de la population qui a moins de 9 ans de scolarité demeure élevée (13% et 16%).
- Les jeunes de 15-24 ans résidant dans le Grand Plateau fréquentent un peu moins l'école que ceux de la région de Montréal.
- Il y a une augmentation importante de la population très scolarisée.

- 13% de la population a **moins de 9 ans de scolarité**.
- 33% des **jeunes de 15-24 ans** ne fréquentent pas l'école (région de Montréal : 30%).
- Une augmentation de la **population très scolarisée** : 67% avec un niveau post-secondaire ou universitaire (53% pour le reste de la région de Montréal) : cette population est en augmentation depuis 1986, où elle se situait à 48%.
- Sur le territoire, il y a 9 écoles primaires et 2 écoles secondaires totalisant 3831 élèves : 6 de ces écoles sont comprises sur la liste de défavorisation du Conseil scolaire de l'Île de Montréal (voir section 3.4.2 du présent chapitre).

- 16% de la population a **moins de 9 ans de scolarité**.
- **fréquentation scolaire des 15-24 ans** : 32% ne fréquentent pas l'école.
- Profil de la **population très scolarisée** : 65% avec un niveau post-secondaire ou universitaire. Cette population est en augmentation depuis 1986, où elle se situait à 45%.
- 9 établissements primaires ou secondaires pour 2753 élèves. La totalité de ces établissements est comprise dans la liste de défavorisation du Conseil scolaire (voir section 3.4.2 du présent chapitre).

À l'analyse, plusieurs données sur le Grand Plateau nous révèlent qu'on assiste bel et bien à un phénomène de gentrification dans ce quartier central de Montréal. L'augmentation des revenus individuels et familiaux, l'évolution de la composition de la main d'œuvre, la présence d'une proportion importante de personnes hautement scolarisées et l'augmentation du nombre de propriétaires sont autant d'indicateurs formels de la transformation du quartier qui comporte maintenant une bonne part de gens à l'aise financièrement.

Ce que les données ne montrent pas, du moins au premier abord, c'est que cette transformation s'accompagne d'un **appauvrissement marqué pour une portion importante de la population résidante**. En fait, tout se passe comme si deux pôles de population se seraient développés dans le quartier : d'une part, une population qui améliore ses conditions de vie économiques et sociales et d'autre part, une population de plus en plus dépourvue économiquement, vivant sans conteste une situation de pauvreté. Derrière des indicateurs comme le revenu moyen ou le revenu médian se cache des disparités profondes et la distribution réelle des revenus reflète une tendance accrue au clivage social. Si la part des revenus a augmenté pour certains, on constate tout de même que près de la moitié des résident-e-s (49%) vivent avec un revenu inférieur à 15 000 \$; et si certaines personnes font des gains importants en termes de revenu, d'autres par contre doivent choisir entre différents besoins de base à combler dans un quartier gentrifié où tout coûte justement plus cher qu'ailleurs... Bref, une partie de la population se paupérise.

Pour beaucoup de résident-e-s, le développement récent du quartier correspond plutôt à l'arrivée ou à l'accentuation de leurs difficultés économiques et sociales. Plusieurs indices sont révélateurs à ce sujet :

- le prix des loyers a augmenté dans le quartier, forçant les personnes à faible revenu à consacrer une part trop importante de leurs revenus pour se loger ou encore, à s'exiler pour se loger ailleurs (c'est souvent le cas des familles avec enfants);
- de façon générale, la présence de gens financièrement plus à l'aise a fait augmenter le coût de la vie, dont celui de la nourriture et d'autres articles de base.
- les résident-e-s vivent souvent avec des conditions d'emploi précaires : il sont de plus en plus contractuels ou travailleurs autonomes, sans couverture sociale et tributaires des cycles économiques;
- on a assisté à la prolifération des prêteurs sur gages sur la rue Mont-Royal, autre indice de la présence de personnes souvent aux prises avec des situations financières désastreuses;
- dans les CLSC du quartier, on a remarqué une recrudescence de demande de services psychosociaux : de plus en plus de gens vivent une situation d'isolement et de stress due à leurs conditions socio-économiques et dans un quartier gentrifié, les gens ont tendance à camoufler encore davantage le fait qu'ils éprouvent des difficultés de toutes sortes.

Les modifications des conditions de vie du quartier font en sorte que beaucoup de personnes défavorisées sont forcées de quitter le Grand Plateau pour trouver un logement dans un quartier adjacent où le coût du logement et de la vie y sont plus acceptables. À cet effet, plusieurs organismes communautaires du Grand Plateau ont noté une augmentation importante des usagers qui résidaient auparavant dans le quartier mais qui continuent à fréquenter les organismes qui

leur fournissent de l'aide. Les gens conservent leurs liens et reviennent au fil des ans, même s'ils ont dû quitter le quartier. Au fil des ans, beaucoup d'organismes du quartier (dont le nôtre) en sont venus à venir en aide aux résident-e-s du quartier mais également à une part non-négligeable d'ex-résident-e-s qui tiennent à recevoir des services dans le quartier où ils ont le plus d'attaches.

En somme, les deux territoires qui constituent le Grand Plateau (malgré certaines disparités dont la plus évidente est la proportion d'allophones nettement plus élevée dans Saint-Louis/Mile-End) font face aux mêmes problèmes de base : les problèmes de pauvreté, d'isolement et de précarité dans la situation économique se sont accrus pour une proportion non-négligeable de la population.

3.3 La variation des indicateurs de pauvreté du Grand Plateau (1991 à 1996)

Pour le territoire du Grand Plateau, il existe des statistiques descriptives composées "d'indicateurs de pauvreté" fort utiles pour résumer la réalité que nous venons de décrire. Le recours aux indicateurs de pauvreté est une méthode inspirée du document produit par le CLSC du Plateau Mont-Royal en 1994 "Le Plateau Mont-Royal à la loupe". Cette méthode vise à dresser un portrait du niveau de pauvreté des différents secteurs composant le territoire en mesurant cinq indicateurs qui sont généralement associés à la pauvreté, soit :

- Le faible niveau de scolarité (moins d'une 9^{ième} année)
- La proportion des familles monoparentales
- L'importance des ménages tirant leur principal revenu des transferts gouvernementaux
- La proportion de personnes vivant sous le seuil de faible revenu⁷⁸
- La proportion des ménages consacrant plus de 30% de leur revenu au loyer.

Les indicateurs de pauvreté ont été recalculés par le CIRQ dans les récentes études qu'il a produites sur le Grand Plateau. Nous reproduisons dans ce chapitre certaines de leurs analyses.

Les indicateurs étaient d'abord présentés en comparant les données de 1991 et 1996, permettant ainsi de mesurer l'évolution de la défavorisation prévalant à l'échelle du territoire selon le cumul des indicateurs pour chaque année :

Indicateurs de pauvreté	Moins de 9 ans de scolarité		Familles monoparentales		Transferts du gouvernement		Fréquence faible revenu		Plus de 30% du revenu au loyer	
Années	1991	1996	1991	1996	1991	1996	1991	1996	1991	1996
CLSC St-Louis du Parc	22 %	16 %	35 %	33 %	16 %	16 %	39 %	45 %	29 %	43 %
CLSC Plateau Mt-Royal	18 %	13 %	47 %	45 %	16 %	15 %	34 %	41 %	26 %	41 %
Ville de Montréal	22 %	20 %	34 %	36 %	15 %	19 %	32 %	41 %	32 %	40 %
Montréal Centre (06)	19 %	18 %	29 %	32 %	13 %	16 %	26 %	35 %	26 %	37 %

Si la population ayant moins de 9 ans de scolarité a diminué au fil des ans, il n'en demeure pas moins que les pourcentages indiqués demeurent élevés. Et lorsqu'on convertit ces pourcentages en nombres absolus, on constate alors qu'il y a 12 070⁷⁹ personnes ayant moins de 9 ans de scolarité sur l'ensemble du territoire du Grand Plateau. Quand on sait qu'il s'agit aussi de la population la plus à risque d'être analphabète, cela signifie qu'il y a toujours d'énormes besoins en alphabétisation dans ce territoire. On notera aussi que la fréquence de faible revenu et la proportion des ménages consacrant plus de 30% du revenu au loyer ont considérablement augmenté, confirmant ainsi les constatations émises précédemment.

3.4 L'identification de la population à risque élevé d'analphabétisme

3.4.1 Les indicateurs de pauvreté selon les zones géographiques

Pour 1996, les indicateurs de pauvreté ont aussi été calculés pour des milieux de vie qui correspondent à des territoires plus restreints du Grand Plateau. Les liens qui suivent sont issues de l'étude du CIRQ de mai 2001 et elles présentent deux cartes

représentant des découpages géographiques différents, immédiatement suivis du détail des indicateurs de pauvreté (dont la faible scolarisation) pour chacun de ces sous-secteurs.

[Limites des secteurs](#)
[Portrait de la population](#)
[Limites des milieux de vie](#)
[Portrait de la population \(2\)](#)

Le premier découpage nous montre bien que des caractéristiques de pauvreté sont présentes dans tous les secteurs du Grand Plateau bien que les populations des sous-secteurs De Lorimier, Saint-Louis et Mile-End vivent davantage dans des conditions de pauvreté. La population faiblement scolarisée est

proportionnellement plus présente dans les secteurs De Lorimier (16%) et Mile-End (17%).⁸⁰

Le deuxième découpage du territoire est beaucoup plus fin et correspond à 25 milieux de vie⁸¹ qui ont été identifiés dans le Grand Plateau. Il permet d'identifier rapidement les zones appauvries en cumulant les indicateurs. Ainsi, les milieux de vie identifiés sous les numéros 1, 3, 4, 8, 19 et 22 comportent tous de trois à cinq indicateurs de pauvreté particulièrement élevés.

En ce qui a trait à la population faiblement scolarisée, cinq de ces milieux de vie (3, 4, 9, 19, 20) contiennent une proportion de personnes faiblement scolarisées supérieure à 15 % (en trame grise dans le tableau). Si on abaisse ce seuil à 14 %, cinq nouveaux milieux de vie s'ajoutent (soit les secteurs 5, 6, 7, 14 et 22).

La carte couleur du lien suivant nous indique clairement comment sont réparties les personnes faiblement scolarisées dans les 25 milieux de vie du Grand Plateau. Les dix milieux précédemment identifiés sont de couleur rouge ou orangée. Pour tous les milieux, voici les nombres absolus et les pourcentages observés :

Scolarité	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	
Pop. de 15 ans +	3175	4840	3150	2015	4940	1370	3020	2390	3930	3125	3155	4245	
Moins 9 ^e année	495	725	705	380	830	225	495	345	760	305	395	565	
Pourcentage	13%	12,3%	19%	15,6%	14,6%	14,4%	14,8%	12,6%	17,1%	9,2%	11,8%	11,8%	
Scolarité	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25
Pop. de 15 ans +	3135	3625	4135	4450	5190	865	4005	3110	2940	2145	3620	4220	5985
Moins 9 ^e année	390	580	425	525	475	70	740	550	300	400	565	410	360
Pourcentage	11,2%	14,4%	9,3%	10,5%	8,4%	7,7%	16,2%	15,2%	8,3%	15%	13,6%	10%	6%

[Répartition des personnes de 15 ans et plus possédant moins d'une 9^{ème} année de scolarité](#)

3.4.2 L'indice de défavorisation des familles du Conseil scolaire de l'île de Montréal

Nous avons déjà indiqué que la quasi-totalité des écoles du Grand Plateau étaient classées dans des zones considérées comme défavorisées par le Conseil scolaire de l'île de Montréal (voir p. 57 du présent chapitre, fin du tableau). Avec la gentrification du Grand Plateau, le mode de calcul de l'indice de

défavorisation des écoles du Conseil scolaire a fait glisser plusieurs zones vers un indice moins élevé. Cela pénalise malheureusement les écoles et leur fait perdre plusieurs mesures qui leur venaient en aide auparavant pour contrer le phénomène de la pauvreté. Plusieurs organismes communautaires ont déploré cette situation au cours des dernières années.

Il est cependant utile de mieux connaître les zones parce qu'elles nous permettent encore une fois de mieux localiser les personnes à risque d'être faiblement alphabétisées. Ainsi, l'indice de défavorisation classe l'ensemble des 407 zones identifiées sur l'Île de Montréal en rang de défavorisation, mais en indiquant de surcroît le pourcentage de mères faiblement scolarisées de chaque zone. Bien que le nombre de familles soit en diminution dans le Grand Plateau, il en reste plusieurs milliers. Ces informations nous seront particulièrement profitables pour tenter de rejoindre ces mères de famille peu scolarisées via les écoles de leurs enfants ou les centres de petite enfance actifs dans le quartier.

On sait en effet que 35% des enfants de 4 ou 5 ans dont les parents ont une scolarité inférieure au 2^e cycle du secondaire ont des retards de développement. Chez les enfants d'âge préscolaire dont les parents sont faiblement alphabétisés, la lecture est très peu valorisée et les ralentissements scolaires apparaissent dès les premières années : les parents ne peuvent pas aider, les enfants vont souvent en cheminement particulier et l'école ne peut pas toujours répondre à leurs besoins. Et lorsqu'ils sont plus âgés, ils quittent souvent l'école tôt pour le travail, devenant ainsi eux-mêmes susceptibles de souffrir d'analphabétisme.⁸²

La carte qui suit présente les zones telles que délimitées par le Conseil scolaire de l'Île de Montréal. Les points ombrés représentent des zones plus défavorisées. Au bas de la page figure la liste des zones du Grand Plateau, inscrites par rang de défavorisation et accompagnées des pourcentages respectifs de mères ayant moins de 9 années de scolarité.

[Zones du conseil scolaire de Montréal](#)

LISTE DES ZONES DE DÉFAVORISATION DU CONSEIL SCOLAIRE
--

Zones	Rang	Sous/scol. des mères		Zones	Rang	Sous/scol. des mères
237	36 ^e	25 %		241	172 ^e	15 %
297	74 ^e	12 %		236	177 ^e	33 %
244	98 ^e	10 %		243	207 ^e	17 %
242	115 ^e	17 %		233	208 ^e	3 %
240	124 ^e	25 %		296	230 ^e	4 %
245	126 ^e	7 %		235	242 ^e	13 %
294	128 ^e	17 %		239	252 ^e	6 %
231	143 ^e	7 %		232	257 ^e	12 %
292	155 ^e	5 %		246	262 ^e	5 %
234	163 ^e	30 %		295	282 ^e	5 %
293	170 ^e	4 %		238	303 ^e	0 %

3.4.3 Les caractéristiques connues des personnes à risque élevé d'analphabétisme

Estimé du nombre de personnes analphabètes dans le quartier

Pour parfaire notre connaissance des personnes à risque d'être analphabètes, nous avons demandé à Statistique Canada de nous produire quelques tableaux supplémentaires sur le territoire, en lien avec la scolarité. Voyons d'abord comment se distribue la population de 15 ans et plus du Grand Plateau selon le niveau de scolarité :

SCOLARITÉ	Grand Plateau
Population de 15 ans et plus - Moins d'une 9^e année 9^e à 13^e année (avec ou sans certificat d'études secondaires ou de métiers) - Études post-secondaires (avec ou sans diplôme) - Études universitaires (avec ou sans diplôme)	86 970 12 070 (14%) 17 690 (20%) 16 260 (19%) 40 960 (47%)

On connaît le lien très étroit qui existe entre le niveau de scolarité et l'analphabétisme. Plus le niveau de scolarité est bas, plus les probabilités d'être analphabète augmente. Bien qu'il n'existe aucun paramètre précis pour tenter d'estimer le nombre de personnes analphabètes, nous pouvons toutefois faire une évaluation approximative en nous basant sur ce que l'on connaît du lien entre niveau de scolarité et analphabétisme.

En effet, dans son rapport *Lire l'avenir* duquel nous nous sommes largement inspiré au chapitre 1, l'EIAA nous fournit quelques indications précieuses qui vont comme suit : environ 66% (ou les deux tiers) des personnes ayant moins d'une 9^e année se classent au niveau 1 d'alphabétisme, 15 % des personnes ayant suivi et/ou complété des études secondaires se situent également au niveau 1 et enfin, 7 % des personnes ayant complété des études collégiales se rangent aussi (et fort malheureusement) au niveau 1. En appliquant ces pourcentages aux chiffres connus du Grand Plateau, on obtient l'évaluation suivante :

$$(12\,070 \times .66) + (17\,690 \times .15) + (16\,260 \times .07) = 7966 + 2654 + 1138 = \underline{\underline{11758 \text{ personnes}}}$$

Il s'agit naturellement d'un calcul qui ne peut prétendre à une validation scientifique mais nous croyons toutefois que cette estimation pourrait être assez près de la réalité du Grand Plateau. Pour notre organisme, la situation est assez claire : on peut constater une certaine gentrification dans notre territoire cible mais il y a bel et bien des milliers de personnes sur ce territoire qui éprouvent des difficultés à lire et à écrire.

Une autre réalité influence également le nombre de personnes à desservir par des services d'alphabétisation. Nous avons évoqué précédemment que de plus en plus de personnes sont forcées à l'exil en raison justement de la gentrification du quartier qui affecte à la hausse le coût des loyers et le coût de la vie en général. Plusieurs organismes communautaires du quartier accueillent d'ailleurs des ex-résident-e-s qui désirent garder des liens significatifs avec le quartier qu'ils ont souvent habités pendant longtemps. Les organismes du Grand Plateau se trouvent ainsi à "régionaliser" leurs services à l'ensemble des quartiers centraux de Montréal.

Notre organisme ne fait pas exception et, au cours des dernières années, nous avons vu nombre de nos participant-e-s devoir déménager dans les quartiers Rosemont, Petite-Patrie ou Hochelaga-Maisonneuve. Ces personnes ont poursuivi leur formation à Clé et nous ont même référé d'autres gens demeurant près de leur nouveau domicile. Même si le phénomène de gentrification se poursuit, on ne doit pas perdre de vue que les personnes qui doivent s'exiler ont droit d'avoir accès à des services dans leur quartier d'origine. Elles ont développé un sentiment d'appartenance à leur quartier ainsi qu'aux organismes qu'elles fréquentent et ne doivent pas en être exclues.

La carte du lien suivant, produite par le CIRQ en juillet 2001, illustre ce phénomène : nous sommes en lieu de croire que plusieurs des personnes qui ont quitté le quartier, en tout cas celles qui sont économiquement défavorisées, ont souvent élu domicile dans les quartiers limitrophes situés à l'est et au nord du Grand Plateau.

[Répartition des personnes avec un faible taux de scolarité sur l'île de Montréal](#)

Les caractéristiques des personnes les plus à risque d'analphabétisme

Pour terminer notre portrait statistique, nous disposons de croisements additionnels pour les personnes ayant moins de 9 années de scolarité. Même si ces données produisent des profils imparfaits - on sait que le tiers des personnes ayant moins de 9 années de scolarité n'ont pas de problèmes de lecture et d'écriture -, il n'en demeure pas moins que c'est actuellement la seule façon de les caractériser au niveau statistique.

Les croisements obtenus concernent le sexe, l'âge, la situation dans le ménage, le revenu individuel et les sources de revenu. Ils ont été produits pour l'ensemble du Grand Plateau mais aussi pour chacun des quatre secteurs définis par la carte de la page 61 du présent chapitre. Les nombres absolus et les pourcentages figurent toujours à gauche du tableau alors que la colonne de droite contient les commentaires touchant les variations significatives que nous avons trouvées.

POPULATION DE 15 ANS ET PLUS AYANT MOINS DE 9 ANNÉES DE SCOLARITÉ SELON L'ÂGE ET LE SEXE		
CARACTÉRISTIQUES	GRAND PLATEAU	COMMENTAIRES ET/OU VARIATIONS SIGNIFICATIVES
Population 15 ans et plus ayant moins de 9 années de scolarité	12 070	
Groupes d'âge		
15-24 ans	565 (4,7%)	80% des personnes faiblement scolarisées ont 45 ans ou plus. 57% des personnes de 65 ans et plus qui résident dans le Grand Plateau ont moins de 9 ans de scolarité (près de 6 personnes sur 10...) 39% des résident-e-s de 55 à 64 ans ont moins de 9 ans de scolarité et c'est le cas de 16% des résident-e-s de 45-54 ans.
25-34 ans	875 (7,2%)	
35-44 ans	1 065 (8,8%)	
45-54 ans	1 870 (15,5%)	
55-64 ans	2 610 (21,6%)	
65 ans et plus	5 180 (42,9%)	

Sexe		
Femmes	6 665 (55,2%)	- Il y a un peu plus de femmes que d'hommes qui sont faiblement scolarisées et une sur deux a 65 ans et plus (49%). - Chez les hommes, le tiers est âgé de 65 ans ou plus (36%). Cela signifie que les deux tiers des hommes faiblement scolarisés sont en âge de travailler.
Hommes	5 405 (44,8%)	

**POPULATION DE 15 ANS ET PLUS AYANT MOINS DE 9 ANNÉES DE SCOLARITÉ
SELON LA SITUATION DU PARTICULIER DANS LE MÉNAGE**

CARACTÉRISTIQUES	GRAND PLATEAU	COMMENTAIRES ET/OU VARIATIONS SIGNIFICATIVES
Population 15 ans et plus ayant moins de 9 années de scolarité	12 070	
Situation du particulier dans le ménage - Conjoints ou partenaires sans enfants - Conjoints ou partenaires avec enfants - Chefs de famille monoparentale - Enfants dans les familles * - Personnes vivant seule - Colocation ou maison d'hébergement *À toutes fins pratiques, il s'agit des personnes de 15-24 ans identifiées au tableau précédent.	2 580 (21,4%) 2 630 (21,8%) 805 (6,7%) 565 (4,7%) 3 870 (32%) 1 615 (13,4%)	- Le premier groupe d'importance est composé des personnes qui vivent seules. On peut penser qu'il y a une majorité de personnes âgées parmi ces personnes. - Si l'on regroupe tous les ménages avec enfants, qu'ils soient monoparentaux ou non, on observe que 28,5% des personnes faiblement scolarisées ont des enfants. - Bien plus important encore, on constate que ces parents faiblement scolarisés représentent 20% de tous les parents du territoire : un parent sur cinq dans le Grand Plateau est faiblement scolarisé.

**POPULATION DE 15 ANS ET PLUS AYANT MOINS DE 9 ANNÉES DE SCOLARITÉ SELON
CERTAINES CARACTÉRISTIQUES DU REVENU**

CARACTÉRISTIQUES	GRAND PLATEAU	COMMENTAIRES ET/OU VARIATIONS SIGNIFICATIVES
Population 15 ans et plus ayant moins de 9 années de scolarité	12 070	
Revenu individuel total - Sans revenu - Moins de 10 000 \$ 10 000 à 19 999 \$	770 (6,4%) 4 130 (34,2%) 5 140 (42,6%) 2 025 (17%)	La caractéristique la plus importante au niveau des revenus est que les revenus moyen et médian suivent la scolarité des individus. Ainsi, le revenu moyen s'établit à 13 791 \$ à moins de 9 ans de scolarité, il grimpe à 15 945 \$ avec des études

• Plus de 20 000 \$ • Revenu moyen • Revenu médian	13 791 \$ 11 375 \$	secondaires, à 19 130 avec des études collégiales et à 25 344 \$ avec des études universitaires. • Plus de 8 personnes faiblement scolarisées sur 10 ont un revenu inférieur à 20 000 \$. • Les revenus des femmes sont toujours moins élevés que ceux des hommes et elles sont 9 sur 10 à avoir un revenu inférieur à 20 000 \$ (alors que 7 hommes sur 10 sont dans cette situation).
Composition du revenu total (en %) • Revenu d'emploi • Transferts gouvernementaux • Autres revenus	33,6 % 53,5 % 12,9 %	• Seulement le tiers des personnes faiblement scolarisées reçoivent des revenus d'emploi mais c'est le cas de plus de 3 personnes sur 4 habitant le territoire. Les revenus d'emploi augmentent avec la scolarité : 63% avec des études secondaires, 79% avec des études collégiales et 85% avec des études universitaires. • Plus d'une personne sur deux reçoit des transferts gouvernementaux.

Le dernier tableau, nous avons tenté de savoir si certaines des caractéristiques que nous venons d'identifier étaient davantage le fait de l'un ou l'autre des quatre sous-secteurs du Grand Plateau.

POPULATION DE 15 ANS ET PLUS AYANT MOINS DE 9 ANNÉES DE SCOLARITÉ SELON LES SECTEURS DE RÉSIDENCE		
CARACTÉRISTIQUES	GRAND PLATEAU	COMMENTAIRES ET/OU VARIATIONS SIGNIFICATIVES
Population 15 ans et plus ayant moins de 9 années de scolarité	12 070	
• De Lorimier	2 565 (21,3%)	• La proportion de femmes faiblement scolarisées est plus élevée dans De Lorimier (58%).
• Plateau Mont-Royal/Laurier	3 440 (28,5%)	• On a vu précédemment que le Plateau Mont-Royal/Laurier ne compte que

		12% de sa population qui soit faiblement scolarisée mais comme il s'agit du secteur le plus peuplé, c'est tout de même celui qui en comporte le plus. • Les hommes faiblement scolarisés sont plus nombreux dans ce secteur (47,1%). • 62% des femmes faiblement scolarisés du secteur ont 65 ans ou plus. • Les personnes de ce secteur vivent plus souvent seules (41%). • Un parent sur 10 résidant dans ce secteur est faiblement scolarisé.
• Saint-Louis	2 695 (22,3%)	• Près d'une personne faiblement scolarisée sur deux vit seule (47%) • Un parent sur 4 résidant dans Saint-Louis est faiblement scolarisé.
• Mile-End	3 360 (27,8%)	• Dans le Mile-End, 6 personnes faiblement scolarisées sur 10 ont moins de 65 ans et sont en âge de travailler. • Les personnes faiblement scolarisées de ce secteur sont aussi les plus nombreuses à recevoir un revenu d'emploi (41%).

On le voit, l'ensemble de ces données nous est d'une aide précieuse. Elles nous permettent de mieux connaître les personnes les plus à risque d'analphabétisme. Ce faisant, il nous sera possible d'accroître l'efficacité de nos activités de sensibilisation et de recrutement auprès des personnes qui ont le plus besoin de nos services et auprès des organismes et groupes communautaires actifs dans notre territoire cible avec lesquels nous pourrions travailler de concert.

CHAPITRE 4 - LES ACTEURS INSTITUTIONNELS ET COMMUNAUTAIRES

Fort heureusement, le Grand Plateau compte de nombreux groupes actifs auprès de la population offrant une large gamme de services. Avant de choisir et de rencontrer des intervenant-e-s des organismes et des institutions, nous avons d'abord procéder ensemble à la recension et à l'analyse des réseaux d'intervenant-e-s sociaux actifs dans notre territoire en fonction de nos nouvelles connaissances statistiques sur la population potentiellement analphabète. Nous reportons le lecteur au chapitre méthodologique (p. 8) pour avoir une vue d'ensemble du travail préliminaire de catégorisation qui nous a conduit à sélectionner quatorze groupes et institutions qui nous permettraient de mieux connaître et comprendre les infrastructures locales.

Voici d'abord la liste de ces groupes d'intervenant-e-s. Le tableau indique également le type de services qu'ils dispensent à la population, leur appartenance au réseau institutionnel ou communautaire ainsi que leur territoire d'intervention.

Nom de l'organisme	Type de services	Appartenance	Territoire
Centre local d'emploi (CLE)	Emploi - formation	Institutionnelle	Grand Plateau
CDEC	Entreprises	Institutionnelle	Plateau - Centre-Sud
CLSC Saint-Louis	Multi-services, 1 ^{ière} ligne	Institutionnelle	Saint-Louis et Mile-End
CLSC Plateau Mont-Royal	Multi-services, 1 ^{ière} ligne	Institutionnelle	Plateau Mont-Royal
Centre Champagnat	Emploi - formation	Institutionnelle	Île de Montréal
CSDM	Emploi - formation	Institutionnelle	Île de Montréal
Carrefour Jeunesse Emploi	Emploi - formation	Institutionnelle	Plateau - Centre-Sud
Groupe - ressource	Multi-services, première ligne, pauvreté	Communautaire	Plateau
Mission communautaire Mile-End	Multi-services, 1 ^{ière} ligne, pauvreté	Communautaire	Mile-End
Coop Olier	Multi-services, première ligne, pauvreté	Communautaire	Plateau
Dîners Saint-Louis de Gonzague	Multi-services, première ligne, pauvreté	Communautaire	Plateau
Centre des femmes du Plateau	Femmes	Communautaire	Plateau
Projet Changement	Personnes âgées	Communautaire	Plateau

Carrefour des Petits Soleils	Jeunesse et famille	Communautaire	Grand Plateau
------------------------------	---------------------	---------------	---------------

Comme partout ailleurs, les intervenant-e-s du secteur demeurent des acteurs importants pour toutes les activités de sensibilisation et de recrutement de Clé. Les liens que nous tissons contribuent grandement à favoriser la référence et à organiser des activités communes susceptibles d'accroître la qualité et la pertinence de l'information que nous diffusons auprès des analphabètes.

Les objectifs visés par ces rencontres étaient de quatre ordres. En premier lieu, il nous fallait vérifier jusqu'à quel point notre organisme et les services que nous offrons sont connus des autres intervenant-e-s : les points forts et les lacunes identifiés à ce niveau nous permettront de réajuster le tir dans la planification stratégique de nos communications qui suivra la recherche.

En second lieu, il nous importait de mieux connaître les services offerts par ces organismes et surtout, le type de population desservie et leur façon de se faire connaître de celle-ci.

En troisième lieu, nous tentions d'estimer jusqu'à quel point les intervenant-e-s sont en mesure d'évaluer s'ils sont en contact avec des personnes analphabètes et leur façon de réagir lorsque la situation se présente. À ce niveau, le simple fait de savoir que certains intervenant-e-s sont potentiellement incapables de déceler des problèmes en lecture et en écriture parmi la population qu'ils desservent est en soi une information précieuse pour nous susceptible d'orienter nos activités de sensibilisation.

Enfin, le dernier objectif visait surtout à recueillir leurs impressions sur la population analphabète du quartier, sur les services qui doivent leur être offerts, sur la façon de les rejoindre et sur les possibilités de partenariat envisageables avec Clé.

4.1 La connaissance de Clé

Plus des deux tiers des organismes rencontrés avaient déjà entendu parler de Clé. Quatre organismes ignoraient l'existence de Clé (Carrefour Jeunesse Emploi, Mission communautaire, Carrefour des Petits Soleils et Dîners Saint-Louis de Gonzague). Nous contactons d'ailleurs ces organismes pour la première fois dans le cadre de cette recherche.

Parmi ceux qui connaissent Clé, six d'entre eux mentionnent spontanément qu'ils entendaient davantage parler de l'organisme il y a quelques années. Il s'agit du CLE, du CLSC Saint-Louis, du Centre Champagnat, du Projet Changement, du Centre des femmes du Plateau et de la Coop Olier. *"Pour les gens de l'accueil, Clé est connu comme référence. Mais on a moins entendu parler de Clé ces dernières années."* (CLSC Saint-Louis) *"Je connais Clé depuis 1998. Il figure parmi nos ressources pour les références. Avant, on entendait plus parler des organismes en alphabétisation que maintenant."* (Centre des femmes).

Les quatre autres groupes qui connaissent Clé en ont entendu parler essentiellement par d'autres groupes du quartier ou à la table de concertation Action Solidarité du Grand Plateau ou encore, ils ont rencontré des membres de l'équipe. Le réseautage apparaît ainsi comme une clé importante de la notoriété de notre organisme.

Quand on interroge les intervenant-e-s sur les services dispensés par Clé et sur la population que nous desservons, on se rend bien vite compte que les connaissances sont limitées pour la plupart d'entre eux. Six organismes n'ont aucune idée de ce que sont des activités d'alphabétisation. Même des organismes qui connaissent Clé restent vagues sur les services dispensés.

Quatre organismes sont mieux renseignés (le Centre Champagnat, le Groupe ressource, le Projet Changement et le Centre des femmes). On croit que les services d'alphabétisation sont plus fonctionnels, c'est à dire, plus centrées sur la réalité des gens et sur leur vie quotidienne. On est aussi d'avis que Clé aide les gens au-delà de l'alphabétisation, en les appuyant dans des démarches précises par exemple. Le Groupe ressource semble le mieux informé de tous les groupes rencontrés :

"Clé aide des personnes à mieux s'équiper pour lire, écrire mais aussi pour reprendre du pouvoir sur leur vie souvent après des traumatismes scolaires. Comme groupe communautaire, il ne s'agit pas seulement d'alphabétiser mais aussi de servir de lieu d'intégration pour refaire le tissu social. Je crois que les participant-e-s sont des gens moins scolarisés mais pas complètement analphabètes. Je crois aussi que ce serait bon de toucher les personnes immigrantes." (Groupe ressource)

Enfin, la CDEC a mentionné spécifiquement être au courant du fait que Clé utilisent les nouvelles technologies dans ses ateliers d'alphabétisation. Ces résultats nous montrent bien que nous devons accorder une attention particulière à notre prochain plan de communication et intensifier nos efforts pour faire connaître Clé.

4.2 Les services des organismes rencontrés

Il n'est pas utile de décrire ici en détails les services dispensés par les organismes rencontrés. Qu'il nous suffise d'abord de mentionner que nous avons obtenu plusieurs précisions qui nous permettent de bien comprendre leur fonctionnement respectif. Les descriptions détaillées de ces services figurent dans les comptes-rendus d'entrevues et nous y référons chaque fois que cela est nécessaire.

Le cas du CLE en est un bon exemple : nous avons obtenu tous les détails sur les partenariats avec le ministère de l'Éducation en matière de formation, les procédures accordant l'autorisation de s'inscrire à des cours d'alphabétisation, les noms des personnes responsables des différents programmes de formation où l'alphabétisation est possible, les formulaires s'y afférant, le portrait d'ensemble des personnes ayant à rencontrer les intervenant-e-s du CLE, etc.... La rencontre a aussi servi à échanger nos points de vue sur l'alphabétisation des adultes, le CLE convenant avec nous sur le fait qu'une bonne partie de la population se trouve exclue des services avec le fonctionnement des parcours individualisés.

Il en va de même pour les autres organismes institutionnels : les rencontres nous ont amenés à avoir une vue d'ensemble des populations qui s'adressent à eux, à prendre connaissance des organigrammes internes, à identifier les intervenant-e-s responsables de services plus susceptibles d'accueillir notre population cible et à connaître les problématiques jugées les plus prioritaires dans le quartier. À cet effet, quelques institutions nous ont invité à se joindre à des comités multi-sectoriels. C'est le cas de la CDEC qui vient de mettre sur pied un *comité de réorientation de l'est du Plateau*, un secteur maintenant considéré comme très appauvri dans le Grand Plateau et où réside une proportion importante de personnes âgées, de personnes à faibles revenus, de familles vivant sous le seuil de la pauvreté et de prestataires de la sécurité du revenu.

Pour le Centre Champagnat qui dispense également des cours d'alphabétisation, la compréhension mutuelle de nos services laisse entrevoir la possibilité de faire davantage de références entre nos organismes dans tous les cas où ceux-ci sont complémentaires. Nous avons pu constater que le centre dessert une population provenant majoritairement de l'extérieur du quartier et que tous ceux qui suivent des cours d'alphabétisation le font à l'intérieur d'un programme de 20 heures par semaine au minimum. Là aussi, les inscriptions ont chuté drastiquement avec l'entrée en vigueur des mesures d'employabilité il y a quelques années.

Les deux CLSC de notre secteur offre les mêmes services au point de départ. Au CLSC du Plateau, on a l'impression d'accueillir la population moins nantie et moins scolarisée du quartier. Dans ces deux organismes, on dit cependant "sentir" la gentrification avec l'arrivée d'une population plus jeune et plus

scolarisée en même temps qu'on constate les départs plus fréquents des familles et des personnes âgées.

Chez les groupes communautaires, la description des services avait pour but de mieux connaître leurs activités mais surtout de découvrir s'ils dispensaient des services à des groupes de personnes susceptibles de correspondre à notre population cible. En leur demandant de nous décrire le plus précisément possible les personnes qui s'adressent à eux, nous avons constaté que quelques groupes desservent des populations très apparentées.

C'est notamment le cas du Groupe ressource (familles à faibles revenus, personnes sur l'aide sociale, personnes âgées, quelques travailleurs), du Carrefour Jeunesse Emploi (une proportion non-négligeable de jeunes faiblement scolarisés, sans diplôme d'études professionnelles ou secondaires et présentant de grandes lacunes en lecture et en écriture), de la Mission communautaire Mile-End (majorité de personnes immigrantes) et dans une moindre mesure, le Projet Changement (personnes âgées très autonomes) et la Coop Olier (jeunes mères de familles monoparentales). Par contre, des groupes comme le Centre des femmes du Plateau ou le Carrefour des Petits Soleils reçoivent majoritairement une population plus scolarisée que la moyenne. Le cas des Dîners Saint-Louis de Gonzague est tout autre : ils reçoivent beaucoup de jeunes itinérants très désorganisés, ayant des problèmes de santé mentale et de toxicomanie : pour ces personnes, des besoins plus urgents sont à combler avant de songer à une démarche d'alphabétisation.

Nous avons aussi voulu savoir comment les organismes se font connaître dans le quartier. Généralement, les groupes institutionnels se font connaître par la publicité gouvernementale mais plusieurs d'entre eux font aussi de la publicité localement (dans le journal du quartier par exemple). Pour ces institutions comme pour tous les groupes communautaires, la référence par d'autres groupes et surtout, le bouche à oreille sont des moyens privilégiés pour diffuser des informations sur leurs services.

4.3 Les contacts des organismes avec la population analphabète

Les deux tiers des répondant-e-s nous ont confirmé avoir déjà accueilli des personnes ayant des difficultés de lecture et d'écriture dans leur organisme. Cela semble avoir été plus fréquent dans les deux CLSC, au Groupe ressource, au Projet changement, au Carrefour Jeunesse ainsi qu'au Centre Champagnat, cela va de soi. Deux organismes ne font pas affaire avec la population directement (les représentants de la Commission scolaire et de la CDEC) et n'ont pu se prononcer alors que les intervenant-e-s du Centre des femmes et du Carrefour des Petits Soleils n'accueillent pas de personnes avec ces difficultés.

Il est intéressant de constater que les intervenant-e-s sont nombreux à avoir remarquer plusieurs des indices de difficultés en lecture et en écriture que nous leur avons soumis. Voici un tableau récapitulatif des indices reconnus selon leur fréquence d'observation :

Nature de l'indice	Fréquence
• Formulaire ou autre document non-rempli : on demande de le compléter, quelqu'un d'autre le complète	9
• La personne dit qu'elle ne sait pas lire ou qu'elle en est incapable, que ça ne lui tente pas de lire, qu'elle ne comprend pas trop ce qui est écrit, le sens des mots	9
• Demande de lire ou de dire oralement l'information, il faut expliquer plusieurs fois	8
• Dans une rencontre : ne lit pas, ne prend pas de notes, malaise, air absent	7
• Vocabulaire et discours très restreint	6
• La personne dit qu'elle n'a pas ses lunettes	5
• Incapable d'écrire, dit qu'elle n'écrit pas bien, écrit très partiellement au son	4
• Demande de signer à sa place ou signe avec une croix (personnes âgées)	3
• Copie intégralement un modèle de lettre ou de rapport	3
	1
	1

• Incapable d'utiliser les boîtes vocales • Incapable de s'occuper de chiffres, de faire des chèques • Pour ne pas écrire, invoque qu'ils n'ont pas d'idées, qu'ils n'ont rien à dire, qu'ils avaient peur de l'école • Intervenant-e-s ne reconnaissant aucun de ces indices	1 5
--	-------------------

Plusieurs intervenant-e-s nous ont aussi indiqué que le fait de prendre connaissance de ces indices leur a révélé qu'ils rencontraient plus de gens faiblement alphabétisés qu'ils ne le croyaient au point de départ. Ils se sentent davantage conscientisés face aux problèmes de lecture et d'écriture des personnes qu'ils sont appelés à rencontrer. Enfin, plusieurs d'entre eux ont noté à quel point les gens qui sont dans ces situations semblent mal à l'aise, avoir honte de demander de l'information, prennent des moyens détournés pour cacher leur handicap et finalement, semblent subir une grande perte de confiance en eux-mêmes. Cet exercice auprès des organismes que nous avons rencontrés nous sera très utile en planification stratégique.

Nous avons également demandé aux intervenant-e-s s'il arrivait aux personnes qui présentent ces difficultés de demander de l'aide et ce que les intervenant-e-s font en ce cas.

L'intervention la plus fréquente est évidemment d'aider immédiatement les personnes, soit en remplissant un formulaire pour elles (renouvellement de carte d'assurance maladie, de l'aide sociale, demande de pensions pour personnes âgées, etc...), en leur fournissant des explications orales, en logeant des appels téléphoniques pour elles, etc. : quand c'est possible, on choisit simplement de répondre ponctuellement à la demande d'aide qui a été formulée.

Dans d'autres cas, on réfère la personne à d'autres organismes susceptibles de les aider (Centre Emploi-Québec, Centre Champagnat, à Lartigue, à des organismes de soutien comme le Projet changement mais aussi à Clé et à l'Atelier des Lettres). Dans le cas de ces références, plusieurs intervenant-e-s disent s'être rendus compte que cela ne fonctionne pas parce que les gens ne donnent pas suite et ne consultent pas les groupes auxquels on les a référé. De plus, quelques répondant-e-s nous ont dit qu'il est très difficile d'aborder directement ce problème avec les personnes concernées : c'est très caché, on ne veut pas en parler.

4.4 L'évaluation des services à offrir aux personnes analphabètes

Les répondant-e-s ont de la difficulté à évaluer l'ampleur du phénomène d'analphabétisme dans le Grand Plateau. Par contre, on arrive à cibler assez bien qui sont les personnes à risque : plusieurs intervenant-e-s considèrent que, malgré la gentrification, il subsiste beaucoup de pauvreté dans le quartier. Et pour eux, les personnes analphabètes se retrouvent parmi les gens très démunis, les personnes sur la sécurité du revenu, les immigrants. *"Comme je l'ai dit précédemment, les personnes âgées, les personnes immigrantes. Beaucoup de travailleuses immigrantes du textile habitent le quartier. Elles sont souvent analphabètes dans leur propre langue. Aussi, les jeunes qui viennent consulter pour savoir comment obtenir de l'aide sociale ont souvent peu de capacité à lire et à écrire, même quand le texte est assez simple. Il y a beaucoup de jeunes pauvres dans le Mile End près de la voie ferrée, pas seulement immigrant-e-s, leurs parents travaillent souvent dans le textile."* (CLSC Saint-Louis)

D'autres intervenant-e-s ajoutent que *"les personnes analphabètes sont souvent en retrait et se débrouillent de toutes sortes de manières."* (Projet changement). Une autre ajoute : *"Il ne s'agit pas nécessairement d'analphabètes complets, mais plutôt d'analphabètes fonctionnels. Ces gens sont particulièrement isolés."* (Groupe ressource). Enfin, pour l'intervenante de la Coop Olier, certains HLM auraient des proportions importantes de résidents analphabètes (dont celui sur la rue Saint-André).

Quand on leur demande d'énumérer les services qui pourraient leur être offerts, peu d'intervenant-e-s ont des idées précises sur le sujet, on a notamment mentionné l'idée de mieux informer les intervenant-e-s sur les services de Clé et de leur apprendre comment aborder le problème plus directement avec les personnes concernées. On a aussi émis l'idée qu'il faut "vendre" l'idée aux divers intervenant-e-s en leur faisant réaliser qu'il s'agit d'une population laissée pour compte et dont on s'occupe peu. À plusieurs reprises donc, on insiste sur la nécessité de sensibiliser d'abord les intervenant-e-s, de prévoir des rencontres avec les équipes d'intervenant-e-s, etc. On le voit, ces solutions sous-tendent l'idée d'augmenter la référence à Clé. Dans les autres mentions spontanées, on croit qu'il faut *"leur offrir la formule des petits groupes, vanter cette formule où on respectera leur rythme."* (Carrefour Jeunesse Emploi) Au Centre Champagnat, on est d'avis qu'il faut leur faire savoir qu'il est possible de s'alphabétiser sans suivre des formations de 20 heures ou plus par semaine.

Pour terminer nos rencontres, nous avons demandé à nos répondant-e-s de nous indiquer leurs suggestions de collaboration avec notre organisme ainsi que les meilleures façons de rejoindre la population analphabète que ce soit par des actions directes ou par d'autres groupes à contacter. Voici le tableau récapitulatif des principales suggestions dont on nous a fait part.

Organisme contacté	Suggestions de collaboration	Comment rejoindre les personnes analphabètes?
Centre local d'emploi (CLE)	Participer aux mesures INSO. Présenter un projet FIL à la CDEC. Consulter le Fond de lutte à la pauvreté. Fournir la recherche au responsable rencontré.	
CDEC	Être mieux renseigné sur les activités de Clé le plus rapidement possible. Participer au comité de réorganisation de l'est du Plateau. Faire des efforts communs pour tenter de rejoindre la population vivant le long de la voie ferrée. Présenter un projet FIL.	Les Girouettes (Alain Leblond) La Coop Messier-Fullum-Parthenais La Maison des Amis L'Hirondelle Maison d'Aurore Projet Changement Halte garderie La Pirouette La Maison de la Miséricorde Le YMCA du Parc La Coop Olier La table de concertation des personnes âgées La table multi-sectorielle du Mile End
CLSC Saint-Louis	Faire un dépliant spécialisé pour l'accueil psychosocial. Participer à certains événements du CLSC, notamment lorsqu'il y a des kiosques d'information. Faire du jumelage d'intervenant-e-s dans les deux organismes. Programme OLO : ateliers d'éducation populaire.	Visites au HLM de la rue Laurier en compagnie du CLSC au printemps et à l'automne Le Projet changement
CLSC Plateau Mont-Royal	Présenter rapidement les services de Clé et les résultats de la recherche dans le cadre des rencontres préparées par l'organisateur communautaire. Sensibiliser davantage les gens à l'accueil et ceux des services aux adultes, les plus susceptibles de rencontrer la population cible. Accorder la priorité aux intervenant-e-s et non à la population en salle d'attente; s'assurer que les intervenant-e-s fassent connaître Clé dans leur propre réseau .	La Maison des Amis Les Dîners Saint-Louis de Gonzague Le Resto-Plateau La Cuisine collective Le Comité-logement L'Hirondelle Fréquenter les cliniques d'impôt

Le Centre Champagnat	Obtenir plus d'informations sur les services offerts par Clé. Référer à Clé tous ceux qui ne peuvent pas suivre des formations de 20 heures semaine ou plus. Faire de l'alphabétisation jumelée à des activités plus concrètes et fonctionnelles : informatique, préparation d'un CV.	Réfèrent souvent à des organismes hors du quartier.
Commission scolaire de Montréal	Contacter le regroupement du secteur des adultes et l'analyste de ce secteur.	Ne peuvent nous référer à aucun autre groupe car ne les connaissent pas.
Groupe-ressource	Faire des échanges de participant-e-s. Organiser des activités en commun comme la venue d'un écrivain par la <i>maison des écrivains</i> , etc.	Resto-Plateau Halte la ressource
Projet changement	Retourner rencontrer la responsable avec les résultats de la recherche. Informar davantage le réseau de bénévoles du Projet changement sur les services de Clé. Parler aux gens qui se tiennent plus en retrait au Café du Monastère. Venir à un dîner-causerie du mardi : en 6 ans, aucun n'a parlé d'alphabétisation : planifier cette activité avec Projet changement vers la mi-août 2002. Proposer l'activité de courrier électronique sur ordinateur (serait possible dès cet automne).	Table de quartier "Alliance troisième âge" dont plusieurs des groupes suivants font partie : • Les Accordailles • Maison d'Aurore • Résidence Saint-Dominique • Résidence Marie-Jules • Centre Au puits • Action socio-communautaire • Groupe ressource • Plumeau, Chiffon et Compagnie Fréquenter les cliniques d'impôts. Tenter de parler aux aînés qui fréquentent McDonald (Papineau-Mont-Royal) et Tim Horton (Fabre-Mont-Royal).
Centre des femmes du Plateau	Activités de sensibilisation possibles à l'automne prochain sous forme de conférence ou autre aux intervenantes et aux femmes rejointes par le Centre.	ASGP Maison d'Aurore Table des femmes de Montréal Les CLSC
Carrefour Jeunesse Emploi	Revenir avec des dépliants de Clé, parler de la recherche et rencontrer tous les intervenant-e-s du Carrefour, surtout celle qui s'occupe du décrochage scolaire. Tenter d'offrir aux jeunes un service qui réponde à leurs besoins (courts et ponctuels) afin d'initier la référence vers Clé.	Centre communautaire des femmes sud-asiatiques (dans le même immeuble) Opération Placement Jeunesse Employeurs du Plateau Babillards des commerces dont les lavoirs.

Mission communautaire Mile End		
Coop Olier	Se faire connaître mutuellement, échanger nos services, rencontrer les bénévoles. Leur apporter des dépliants sur nos services, venir aux bazars.	ASGP Les groupes de l'étude de la CDEC Le Mouvement des camps familiaux
Carrefour des Petits Soleils	Intéressée par notre rapport de recherche Aimerait en savoir plus sur nos services et obtenir de la publicité de Clé en raison de son démarchage auprès de familles plus défavorisées	Les écoles du quartier
Dîners Saint-Louis de Gonzague	Présenter les services aux jeunes qui les fréquentent.	

En terminant, retenons que nous avons senti chez la majorité des intervenant-e-s un réel intérêt pour la problématique que vivent les personnes analphabètes, un désir d'en savoir davantage et une volonté de trouver des voies de collaboration entre nos organismes. Ne serait-ce que pour cet échange fructueux de points de vue, ces rencontres ont été très profitables. Mais elles ont en plus l'avantage d'alimenter notre réflexion sur nos actions à venir auprès des personnes analphabètes du quartier et le goût d'aller de l'avant avec des solutions mobilisatrices.

CHAPITRE 5 - L'EXPRESSION DES BESOINS ET DES ATTENTES CHEZ LES PARTICIPANT-E-S

Ce chapitre donne le point de vue des apprenant-e-s sur leurs besoins et attentes en alphabétisation. Les informations qu'il recèle proviennent toutes de deux rencontres de groupe qui ont eu lieu au printemps 2001 et qui regroupaient des participant-e-s actuels de Clé ainsi que des ex-participant-e-s. Les propos que nous y avons recueillis sont en parfaite congruence avec toutes les constatations qui émanaient de notre cadre théorique (les chapitres 1 et 2 du présent rapport). Comme nous aurons l'occasion de le démontrer dans les prochaines pages, il est clair que la population que nous desservons déjà fait bel et bien partie des personnes faiblement alphabétisées qui éprouvent des

difficultés énormes à s'insérer dans un parcours d'alphabétisation qui ne respecterait pas leur rythme d'apprentissage respectif.

Voici d'abord le portrait d'ensemble des 14 personnes qui prenaient part à nos entrevues. On voit déjà qu'elles partagent plusieurs des caractéristiques qui nous avons décrites dans les chapitres qui précèdent.

PORTRAIT DES PARTICIPANT-E-S AUX RENCONTRES DE GROUPE			
CARACTÉRISTIQUES DES PARTICIPANT-E-S			COMMENTAIRES
Sexe	Femmes Hommes	12 2	Plus de femmes se sont présentées à nos rencontres de groupe.
Âge	Moins de 40 ans 50-55 ans 60-65 ans Plus de 65 ans	2 6 2 4	La pyramide d'âge des participant-e-s tend à confirmer nos constatations précédentes : notre population cible est majoritairement constituée de gens plus âgés. La probabilité qu'ils aient besoin de s'alphabétiser est beaucoup plus forte chez ces personnes.
Scolarité	Primaire ou aucune 9 à 13 ans Cegep Inconnue	7 2 1 4	On observe chez les participant-e-s cette même tendance à l'analphabétisme si le niveau de scolarité est faible. On voit cependant qu'on peut perdre son niveau d'alphabétisme si les circonstances sont défavorables : ce fut le cas pour trois de nos participant(e)s qui ont fait une partie de leurs études secondaires ou collégiales.
Situation du ménage	Personnes seules Monoparentale Couple avec enfants Inconnue	11 1 1 1	Compte tenu de leur âge, il semble normal de retrouver davantage de personnes vivant seules parmi nos participant(e)s. Toutefois, nous savons qu'il y a aussi d'énormes besoins chez les familles avec enfants et chez les couples sans enfants.
Occupation	Retraité Travail autonome Ouvrier-ouvrière Bénévole	5 5 2 2	Pour les personnes qui travaillent, il s'agit toujours d'emplois non-spécialisés (ménage, concierge, travail de manufacture, etc.). Les personnes qui ne trouvent pas d'emploi ou les retraités font souvent du bénévolat. Pour presque tous ceux qui travaillent, c'est la longue liste des métiers précaires.
Sources de revenu	Transferts gouv. Revenus d'emploi Autres revenus	7 7 2	La moitié des personnes vivent en partie de transferts gouvernementaux. Même quand ils sont à la retraite, plusieurs travaillent pour mieux subvenir à leurs besoins.
Langue maternelle	Français Polonais Portugais-espagnol Mandarin Autres langues	6 2 2 2 2	Nous avons constaté une baisse du nombre de personnes francophones s'inscrivant aux activités d'alphabétisation et une hausse chez les personnes allophones. ⁸³ Chez celles-ci, le phénomène du bouche à oreille constitue un incitatif important au moment de s'inscrire à des ateliers d'alphabétisation.
Lieu de résidence	Grand Plateau Quartiers limitrophes Autres quartiers	8 4 2	Pour plusieurs des personnes résidant hors-Plateau, ce secteur était leur quartier de résidence avant qu'elles ne soient forcées de déménager.

Temps de formation	1 an ou moins 1 à 3 ans Plus de 3 ans	3 10 1	Pour ces personnes particulièrement démunies au plan de la langue, l'alphabétisation est souvent un processus qui s'étend sur quelques années. Cependant, les gains personnels, notamment au niveau de l'exercice de la citoyenneté, ne se font pas seulement au niveau des capacités de lecture et d'écriture comme nous le verrons un peu plus loin dans ce chapitre.
Formation à Clé	En formation Formation interrompue	7 7	On note chez la plupart des ex-participant-e-s un désir de reprendre la démarche d'alphabétisation, souvent interrompue pour subvenir à des besoins plus pressants. Lorsque des besoins primaires à combler reviennent au premier plan des préoccupations, l'inscription et l'assiduité aux ateliers sont freinées. Pour toutes les personnes qui l'ont expérimenté, les tentatives antérieures d'alphabétisation dans un cadre plus scolaire de formation continue se sont soldées par un échec.

Pour présenter les propos des participant-e-s, nous les avons regroupés en trois grands thèmes. Le premier nous fournit des informations sur leurs conditions de vie antérieures et sur leur décision d'entreprendre une démarche d'alphabétisation. Le second rassemble leurs opinions sur les activités et ateliers de Clé et le dernier contient les suggestions des participant-e-s pour sensibiliser et recruter d'autres personnes faiblement alphabétisées.

5.1 Pourquoi et comment prend-t-on la décision de s'alphabétiser?

Tous font part des très grandes difficultés auxquelles on doit faire face quand on n'est pas à l'aise avec la langue. Ces difficultés sont d'abord d'ordre pratique (au travail, à l'immigration, au magasin, à l'hôpital, etc.) et ont souvent débuté à l'école. Elles ont toutes des répercussions notables au niveau psychosocial :

"Mon fils m'accompagnait toujours à l'hôpital, pour me traduire ce qui se disait. Un jour, il me dit il faut que vous appreniez le français parce que je n'ai pas toujours le temps de venir avec vous. Je ne pouvais pas écrire pour remplir des formulaires, pour donner les informations pour trouver du travail. Quelques fois j'amenais le formulaire à la maison et mon fils le remplissait. " (Mr)

"Quand je suis arrivé, je ne connaissais rien. À l'immigration, on me demande de signer. J'ai signé tout mais je ne savais pas ce que je signais. La femme ne voulait pas m'expliquer : elle m'a dit, va-t-en à la maison, tu vas recevoir une lettre." (A)

"Je ne parlais jamais à personne en français. Je n'étais pas capable d'écouter la télévision, de répondre au téléphone. Au magasin, il faut que j'écoute trois fois avant de comprendre quelque chose, ça rend nerveux. Mon fils m'a dit, il faut que tu apprennes pour te débrouiller." (MH)

"J'écrivais pas des phrases inspirées. Au cegep, c'était dur. Il y avait des dissertations à faire, mon analyse le professeur avait écrit "une écriture de gamin". Il disait que ce n'était pas profond, que je faisais un survol, que je n'allais pas assez en profondeur, je manquais de vocabulaire. Mes frères riaient beaucoup de moi." (G)

"Quand j'ai eu mon garçon, je ne pouvais pas l'aider. Quand j'étais jeune, je me suis fais dire que j'étais niaiseuse. Ma sœur, ma mère savaient parler et écrire en français alors, je braillais, je me sentais rejetée par le monde parce que je savais pas mon français. À 25 ans, je travaillais pour une pâtisserie française, il fallait écrire le nom de la personne. Moi j'ai été à l'école anglaise donc je n'ai pas appris le français, quand j'ai quitté l'école, on commençait à l'apprendre. J'avais honte. Quand tu travailles et qu'il faut que tu écrives, les gens rient de toi, je me sentais tout le temps à part des autres. Je me suis décidée à 50 ans, j'en ai 53 ans. J'ai encore plus honte parce que c'est ma langue, je ne suis pas chinoise, mais québécoise. J'ai passé des tests, il n'y avait pas de place, j'ai attendu trois ans." (S)

"C'est quand les enfants ont commencé à écrire et à lire, je leur répondais que je ne pouvais pas les aider. Lire, je pouvais un peu, mais pas écrire. Je me suis dit, ils vont rire de moi plus tard." (I)

"Jeune, ils m'ont dit que je ne pouvais pas apprendre. Quand on ne le sait pas, on se sent à part des autres, on est renfermé en nous, dans notre coquille, on n'est pas des gens à part entière, on est catégorisé, surtout quand on est jeune, ils m'ont envoyé passer des examens, voir un docteur qui a dit que je ne serais jamais capable d'écrire. Ils te mettent dans une classe à part, c'est la classe des retardés." (N)

Honte, peur de faire rire d'eux, dévalorisation, autant de sentiments qui incitent souvent les personnes à ne pas parler de leur handicap aux autres. La majorité du temps, seules les personnes très proches sont au courant du problème : la famille, les enfants ou quelques amis et confrères. Mais parfois, on regrette même de s'être confié à des proches qui réagissent mal : *"Moi je l'ai dit mais je l'ai regrette parce que ma mère est tellement négative."* (S). Pour quelques-un-e-

s c'est le silence le plus total, la famille n'est même pas au courant et on vit la situation complètement isolé.

Sarcasmes et réprobation attendent souvent les personnes qui ont des difficultés en lecture et écriture. Il n'est donc pas étonnant de les voir développer de nombreux trucs mnémotechniques pour passer inaperçues :

"Moi, je disais j'ai pas mes verres, on se trouve des excuses." (Mt).

"Plus tard, j'ai travaillé dans un centre d'accueil pour personnes âgées et le directeur me disait de prendre les messages : je ne les prenais pas, je faisais semblant que j'étais trop occupée. Quand on se cherche un emploi, garde la liste, aller remplir ça, tu l'amènes chez vous, tu le mets dans la poubelle, tu n'as pas toujours des gens qui peuvent t'aider. (N)

"À la pâtisserie, on prend des trucs : le nom des gâteaux, j'avais une liste et je recopiais mais pour les noms de famille, c'était autre chose." (S)

"Quand les clients me donnaient leur nom, j'essayais de prendre le bottin de téléphone voir si je ne trouverais pas des noms pareils ou par l'adresse : ça pouvait me prendre une heure et je ne trouvais rien. J'étais technicien pour la marque Frigidaire; technicien spécialisé et tu sais pas écrire : si je l'avais dit, c'était comme démolir ma compétence, la trahir. Donc, je ne le disais pas." (JJ)

Dans ce contexte, c'est souvent à des gens très proches qu'on demande de l'aide pour remplir un formulaire, écrire une lettre et on mesure bien ici l'importance de faire de la sensibilisation partout où des gens sont susceptibles de connaître des personnes analphabètes.

Comment prend-t-on la décision de s'alphabétiser? Un même dénominateur commun, tout à fait fondamental, se retrouve chez l'ensemble des répondant-e-s : ils ont tous, sans exception, pris personnellement conscience de leurs difficultés et de leurs lacunes en français. Les témoignages concordent tous sur ce point :

"J'ai toujours eu l'idée que ce serait bon. Ça toujours été pour moi un handicap effrayant. J'ai cherché beaucoup par moi-même et je me suis rendu compte de mon ignorance." (JJ)

"Ça fait longtemps que je voulais apprendre, Je lisais pas du tout mais j'ai appris par moi-même à me débrouiller : mais je mélangeais les mots, comme Guy. Je voulais surtout apprendre à écrire." (S)

"Ça fait longtemps. Je savais lire, mais je savais pas écrire, Je voulais me débrouiller, pouvoir remplir des formulaires. J'avais hâte de savoir écrire. Moi, mon rêve, c'était de pouvoir lire les journaux, écrire, aider ma mère.

Je voulais être autonome, faire mes affaires à moi, pas toujours attendre après quelqu'un." (N)

"Je faisais des fautes d'orthographe. Améliorer mon écrit, les accords de temps de verbe, enrichir mon vocabulaire." (G)

Pour les personnes immigrantes analphabètes, les impératifs sont plus grands encore; il faut comprendre et parler d'abord :

"Surtout apprendre à écrire mais aussi pour parler, pour me faire comprendre quand je vais à l'hôpital ou ailleurs." (Mr)

"Je ne connaissais pas le français en arrivant ici. Je voulais surtout apprendre à parler et comprendre." (LC)

"Apprendre à mieux parler, mais surtout apprendre à comprendre mieux le français. Après pour le parler, pour l'écrire." (A)

Cette conscientisation semble préalable et surtout, essentielle à la décision de s'alphabétiser. Aucune démarche ne sera entreprise sans elle. Malgré la perte de confiance en soi, c'est cette conviction profonde qui permet d'aller plus loin : les personnes deviennent alors plus réceptives à des informations sur ce sujet ou encore, elles chercheront à se renseigner sur les ressources qui pourraient les aider. Malheureusement, le parcours sera souvent semé d'embûches : premiers appels infructueux, références inadéquates, échecs à une première série de cours, mauvais classement, rythme trop lent.

"Ils m'ont envoyé à l'école aux adultes, le soir mais c'était l'enfer. J'étais malheureuse, ça fait longtemps il y a 20 ans, j'étais pas capable, c'était trop vite, on était plusieurs, les gens étaient plus capables que moi. Ils m'ont dit : ça va vous prendre des cours privés. J'étais trop fatiguée le soir, je gardais 7 enfants le jour." (I)

"À 33 ans, j'ai pris des cours pour les adultes pendant 1½ an, et la directrice m'a dit que je ne cadrais pas nulle part. Mais ils ne m'ont pas référé nulle part ailleurs." (JJ) "Même chose pour moi, ils m'avaient dit de prendre des cours privés parce que j'avais trop de misère." (I)

"Je me suis dit moi j'ai besoin d'aller à l'école, j'ai été voir un groupe qui aide les immigrants, ça coûtait de l'argent, 50\$, et on m'a donné une adresse. Ça faisait longtemps que je voulais apprendre. J'ai eu des cours à l'Église Saint-Pascal. J'ai trouvé une madame qui avait un bureau dans l'école de Côte des Neiges. Elle m'a donné un numéro de téléphone pour aller dans une école à côté de chez nous, à Rosemont. J'ai appelé, il n'y avait pas de place." (A)

"J'ai essayé il y a 10 ans, ils m'ont refusé, je me disais il n'y a rien pour moi. Personne n'a réussi à me diriger vers un endroit pour moi. Ils n'ont pas essayé de m'envoyer ailleurs, ils ne m'ont pas aidé. Ça m'a beaucoup découragé, je me suis dit il n'y a rien pour moi. J'ai arrêté de chercher pendant tout ce temps, j'hésitais beaucoup à recommencer." (Mt)

"J'ai été pour une demande dans le bout de Pie IX, ça fait environ trois ans, ils m'ont passé des tests, il n'y avait pas de groupe pour moi. Ils ne m'ont pas rappelé. Tu te demandes toujours : qu'est ce que je vais avoir l'air, est-ce que je vais être la seule comme moi? Puis, j'ai pris mon courage à deux mains, j'ai rappelé, encore là, ils m'avaient oublié. C'est finalement à Clé qu'ils se sont occupés de moi." (S)

Pour nos répondant-e-s, c'est la détermination qui l'a emporté et ils ont enfin trouvé la formation qui leur convenait. Mais combien d'autres se démoralisent et abandonnent en chemin, faute de soutien adéquat?

Voilà qui nous amène à nous questionner sur la façon dont les répondant-e-s ont connu Clé et surtout, sur ce qui les a incité à s'y inscrire. En fait, plus de la moitié des répondant-e-s ont entendu parler de Clé pour la première fois par une publicité ou une activité de sensibilisation et de recrutement de l'organisme. Des répondant-e-s ont vu une annonce dans des journaux du quartier, certaines personnes ont été rejointes par un dépliant distribué par une intervenante de Clé dans les commerces du quartier. D'autres encore ont remarqué une annonce dans un club de recherche d'emploi ou ont entendu une présentation (au Resto-Plateau notamment). Les autres participant-e-s ont été référés soit par un autre organisme d'alphabétisation, soit par un parent ou un ami qui avait fréquenté Clé.

Cela nous confirme qu'il est impératif de poursuivre et d'accentuer nos efforts de sensibilisation et de recrutement, surtout dans le quartier. Parfois les gens ne tenteront pas tout de suite de contacter l'organisme mais ils savent au moins qu'une avenue s'offre à eux. Une répondante nous a avoué avoir conservé le numéro de téléphone pendant des années avant de se décider à faire le pas. Lors d'une journée de formation au RGPAQ sur le recrutement, cette façon de faire nous a été confirmée par d'autres participant-e-s à des ateliers d'alphabétisation.

Quels sont les arguments qui ont incité les gens à s'inscrire?

L'argument mentionné spontanément par une majorité de répondant-e-s concerne la gratuité du service : *"Tout est très cher, ça c'est gratuit"* (M). *"J'avais déjà payé, je ne voulais pas payer une autre fois"* (A). Nous ne sommes pas étonné que la question financière soit centrale pour la plupart des participant-e-s. Un second argument souvent apporté reflète bien la peur d'être jugé ou de ne pas être à la hauteur qu'éprouvent plusieurs répondant-e-s : *"Il n'est pas nécessaire de savoir bien lire. Même si on sait lire juste un peu on peut s'inscrire,*

je me suis dit, c'est peut être pour moi." (Mt). Les personnes interrogées sont aussi sensibles à la promesse "d'apprendre à leur rythme" et "d'être dans des petits groupes". Par ces réponses, on peut constater à quel point la peur de l'échec n'est jamais bien loin et surtout, à quel point ces personnes ont besoin de soutien pour entreprendre et persévérer dans leur démarche d'alphabétisation.

Car au-delà du message qui porte bien quand il intègre les éléments que nous venons d'énumérer, il faut souligner que la qualité d'écoute et d'accueil des intervenants et intervenantes est tout aussi important. Tous les répondant-e-s sont unanimes sur l'importance de la qualité de l'accueil et ils ont particulièrement apprécié leur entrée à Clé :

"J'ai trouvé les gens assez fins, sympathiques, merveilleux, ils nous ont dégêné, ils nous ont mis à l'aise et je me suis dit, je reviens ici même si j'ai eu peur un peu en me demandant quel monde il va y avoir là. Mais ça a bien été aussi dans le groupe." (I)

"La première journée que je suis venue, j'ai demandé à l'animatrice, est ce qu'il y a des gens de mon âge? Je ne voulais pas être avec des jeunes, j'avais tellement peur de faire rire de moi, c'est fou. Elle m'a rassuré, il y a du monde de tout âge. J'ai senti tout de suite de la confiance, un bel accueil, on se sent tout de suite à l'aise. J'étais gênée au commencement mais tout le monde se mélange, on oublie vite. L'accueil est solide, les animatrices sont très bonnes, très patientes. Elles nous aident, elles sont toujours là, ouvertes pour nous donner des renseignements, toujours une belle façon, on peut se fier sur elles. Il y a le répondeur mais elles nous rappellent toujours." (S)

"Je suis une personne bien renfermée, j'avais peur de la réaction des gens. Après ça, les gens étaient bien accueillants. Je me souviendrai toujours que l'animateur m'avait dit : tu n'es pas toute seule à te sentir comme ça." (N)

L'accueil semble donc déterminant pour asseoir la volonté de poursuivre la démarche d'alphabétisation. Dès les premiers ateliers, il semblerait aussi que la fréquentation de Clé a permis à quelques participant-e-s de rompre l'isolement dans lequel ils vivaient : certains d'entre eux rompent le silence entretenu depuis si longtemps : *"Je ne l'ai pas dit avant. J'ai commencé à le dire une fois que j'ai commencé mes cours à Clé." (Mt)*

5.2 L'appréciation de l'expérience à Clé

Nous avons d'abord demandé à nos répondant-e-s de parler des activités d'alphabétisation auxquelles ils se sont livrés à Clé puis de nous dire ce qu'ils en pensaient.

Les gens nous ont parlé des exercices de grammaire, de la syntaxe, des dictées, des jeux, des textes à écrire et de leurs expériences avec l'ordinateur. Très rapidement, on en vient à donner son avis sur les activités qui séduisent davantage, bien qu'on a apprécié plusieurs des activités, c'est l'apprentissage à l'aide de l'ordinateur qui recueille le plus de suffrages :

"J'ai beaucoup aimé l'ordinateur. J'arrivais beaucoup d'avance, une heure et demie, pour pouvoir écrire, taper mes messages, aller sur Internet, faire du courrier électronique. J'aime tout, comprendre les messages des autres, les lettres des autres. Ce que j'aime le plus c'est l'écriture même s'il faut faire un gros travail de correction." (LS)

"Il y a eu après les ordinateurs et ça j'aimais ça. J'ai participé au projet de trouver des sites Internet et de les évaluer. J'en ai trouvé des bons. Aussi, je faisais des textes personnels pour ma correspondance." (G)

"À la fin , je venais juste pour ça!" (Mr)

L'appréciation de l'ordinateur est presque généralisé mais chez les personnes qui ont plus de difficulté à écrire, on a tendance à favoriser d'abord les activités d'écriture :

"J'ai travaillé avec les cédéroms. Je n'ai pas beaucoup aimé ça, un peu, parce que c'est très difficile, il faut savoir écrire et c'est plus difficile. Je veux faire de l'ordinateur mais je trouve ça dur." (M)

"J'aime l'ordinateur même s'il y a beaucoup de choses à apprendre. J'arrivais pas avant l'atelier, donc je n'avais pas de temps sur l'ordinateur, j'étais plus en retard. J'aimais lire, parler. Écrire c'est très difficile pour moi, comprendre les lettres muettes. Je suis bonne sur Internet pour trouver des sites." (A)

Ajoutons que, pour les personnes immigrantes qui ont plus de difficultés avec la langue parlée, on apprécie particulièrement les discussions, le fait de pouvoir parler et de faire de la lecture à voix haute. Et généralement, on trouve l'écriture beaucoup plus difficile.

Mais dès que les gens deviennent plus à l'aise dans l'écrit, ils en redemandent et n'ont de cesse de s'améliorer :

"Ce que j'ai beaucoup aimé, c'est de faire l'analyse d'une phrase au tableau, de la comprendre, de la corriger au tableau, de l'expliquer." (JJ)

"Ce que j'aimais, c'était les dictées, raconter une histoire vécue, on a fait un journal, raconter par écrit des histoires." (G)

On apprécie par dessus tout, le fait de pouvoir aller à son rythme dans ses apprentissages et de sentir la présence constante des animatrices qu'on dit toujours prêtes à aider et à soutenir les participant-e-s.

Les répondant-e-s relèvent aussi des difficultés partagées par plusieurs : il s'agit le plus souvent de particularités grammaticales et d'écriture :

"Ce qui est le plus dur pour moi, ce sont les accents, le e muet, les pluriels avec s ou ent. J'ai encore beaucoup de difficulté." (S)

Une seule activité a déplu à quelques-un-e-s, il s'agit de la participation à des manifestations :

"Les manifestations, je n'y allais pas, ça ne m'intéressait pas et je n'avais pas le temps." (S)

"Ce que je n'ai pas aimé, c'est faire des manifestations, quand ça tombait dans la politique. Je voulais apprendre le français écrit. Je trouve que ça prenait trop de place, les marches, manifester pour avoir les fonds, ça grugeait du temps. J'aurais aimé mieux que ce soit dans des réunions à part et je ne serais pas venu." (G)

Tous sont d'avis qu'il leur reste beaucoup à apprendre. Le plus souvent, on veut parfaire ses capacités d'écriture et ses capacités d'utilisation de l'ordinateur mais plus de la moitié mentionne les mathématiques et le calcul. Et pour les personnes immigrantes se rajoute la nécessité de comprendre et de parler davantage :

"J'aime tout mais le premier besoin, c'est comprendre, puis parler, puis la grammaire, lire et après, l'écriture." (LS)

"Je ne suis pas très bon en mathématiques, je n'ai pas de mémoire des chiffres, ça me prend un papier et un crayon. Moi aussi j'aimerais apprendre les mathématiques, le calcul mental. Des méthodes pour mieux compter." (G)

"L'ordinateur moi aussi j'aimerais ça l'an prochain mais l'écriture avant. Et aussi, plus tard, avoir un ordinateur à la maison." (S)

Les quelques personnes qui ont eu à interrompre leur formation le déplorent et il s'agit le plus souvent de conflits d'horaire avec leur travail :

"J'ai déjà arrêté. Je pourrais continuer à en faire mais seulement une fois par semaine. Parce que je travaille, je n'ai plus le temps. Mais j'aimerais venir pour continuer à travailler sur les ordinateurs : je suis content si vous avez des nouveaux ordinateurs et que je peux venir, je reviendrais à ce moment : taper des lettres, écrire par ordinateur, faire du courrier. J'ai une correspondante maintenant. Je viens maintenant plusieurs fois par semaine mais pas en atelier : Je trouve toujours quelqu'un pour me corriger." (G)

"J'ai commencé à travailler, je m'occupe de personnes âgées. Je suis sur appel : on peut m'appeler le soir, les fins de semaine. C'est très difficile de s'inscrire dans un cours. Ça prend un travail régulier. Je travaille du lundi au vendredi de 11 :00 à 1 :00 plus sur appel." (Mr)

Enfin, les répondant-e-s se sont beaucoup attardés sur ce qu'ils retirent ou ont retiré de leur démarche d'alphabétisation et on ne peut que constater à quel point les retombées sont multiples : cela va de l'amélioration pratique de plusieurs aspects de la vie quotidienne à des apprentissages beaucoup plus fondamentaux. Non seulement on est plus autonome et on se débrouille mieux dans la vie de tous les jours, mais il y a aussi des gains considérables au niveau de la confiance et de l'estime de soi :

"Avant je ne répondais pas au téléphone. Maintenant je peux remplir un formulaire." (M)

*"Avant je n'étais pas capable de parler au répondeur, maintenant ça va."
(I) "J'ai aussi programmé mon répondeur dans le cours." (A)*

"Avant, je ne pouvais pas lire, je recevais du courrier, signer ici et je ne savais pas ce que je signais. C'est déjà arrivé que le métro avait arrêté et je ne connaissais pas les noms de rue." (LS)

"J'ai appris des nouveaux mots, appris à faire ma recherche dans le dictionnaire, à me discipliner, m'ordonner, mieux organiser dans mes textes. Je lis plus, j'écris plus, j'ai une correspondance, ça m'encourage à écrire." (G)

"Ça m'a donné le goût de faire de plus belles phrases, de mieux décrire ce que j'ai fait, le genre de travail que j'ai fait. En plus, ça m'a socialisé, m'a appris à vivre en société, le fait qu'on apprenne en groupe." (JJ)

"Savoir parler en public, à m'exprimer à me dégêner. Avant je ne m'exprimais pas, je n'étais pas capable de parler comme je le fais maintenant." (I)

Et dans certains cas, la démarche d'alphabétisation conduit finalement à un plus grand exercice de la citoyenneté :

"Ce qui a le plus changé, c'est la confiance en moi. J'ai appris aussi à faire des chèques, j'avais toujours de la difficulté, je n'en fais pas souvent mais quand même. Remplir des formules par moi-même plutôt que de demander aux autres. Je dépend moins des autres, surtout pour ça. Je me suis dit : je vauX autant qu'un autre : j'étais tellement abaissée pendant des années, ici, c'est ça, ça nous donne de la confiance et puis on apprend. À chaque année, je voyais une différence, c'est une richesse, c'est beaucoup, on sent qu'on vaut autant que les autres. On a tous notre niveau. Mais on apprend à se débrouiller dans la vie et pour moi, ça vaut beaucoup." (S)

"Ça change beaucoup. On peut discuter, le prix du travail, négocier quand on va commencer, quand on va finir, toutes les conditions de travail. C'est plus facile pour moi, pour faire les changements de loyer, renégocier le bail et pour parler avec les personnes qui travaillent dans les services. Mieux comprendre." (Mr)

"Je suis capable de m'exprimer, d'être épanouie dans mon écriture, de ne pas avoir peur de parler. Avant j'étais toujours insécure. Ça m'a beaucoup aidé. J'ai aussi négocié des affaires à l'aide sociale pour que mon cours de couture soit reconnu comme du perfectionnement." (I)

5.3 Des suggestions pour amener d'autres personnes à s'alphabétiser

Près de la moitié des répondant-e-s connaissent d'autres personnes qui ont besoin de s'alphabétiser parmi leurs ami-e-s, leurs connaissances ou leurs collègues de travail. *"Je travaille dans l'entretien. Il y a beaucoup de portugais, d'espagnol. Beaucoup auraient besoin. Je connais une personne de 47 ans. Je suis dans une petite équipe. On est dans le centre-ville et je sais qu'il y en a beaucoup qui en aurait besoin." (S)*

Qu'ils connaissent ou non des gens aux prises avec l'analphabétisme, les répondant-e-s croient qu'on doit tenter de rejoindre les personnes analphabètes par tous les moyens : faire régulièrement des séances d'information dans des endroits comme le *Resto-Plateau* en engageant si nécessaire des personnes pour assister les animatrices dans cette tâche : les participant-e-s sont d'avis qu'il manque de ressources humaines pour faire le travail de sensibilisation.

On mentionne aussi la distribution de cartes et de dépliants dans les marchés d'alimentation, les commerces, les églises, les stations de métro, les entreprises du quartier. Plusieurs personnes sont prêtes à mettre la main à la pâte pour distribuer du matériel, faire de la sensibilisation. Il faut aussi continuer à faire de la publicité dans les journaux de quartier et même les journaux ethniques : *"Il y a des journaux de quartier dans les langues des immigrants : il faudrait mettre des annonces, dire qu'il faut comprendre un peu le français."* (LC)

Il y a également un fort consensus sur le contenu du message à véhiculer auprès de ces personnes :

"Ces gens-là pensent que c'est perdu, qu'ils ne peuvent pas commencer. Il faut trouver ces gens-là, leur montrer qu'ils ont quelque chose à apprendre de ça, que ça va les aider à améliorer leur vie dans la société." (S)

"Il faut que ce soit simple : écrire le numéro de téléphone, dire que c'est gratuit, dire qu'on va travailler à l'ordinateur." (A)

"Il y a des gens que je connais : ils ont eu une expérience en éducation des adultes et ça les a traumatisés parce qu'ils n'étaient pas capables de suivre. Il faut leur dire de venir voir les groupes populaires : ce n'est pas comme à la petite école, tu vas aller selon ton rythme à toi, selon tes besoins." (N)

Enfin, on pense que certaines améliorations faciliteraient l'intégration de nouvelles personnes. Au niveau de l'accueil (qu'on juge par ailleurs excellent), il a été suggéré de renouer avec une ancienne politique de Clé où les gens qui suivaient des ateliers parlaient aux nouveaux participant-e-s, toujours dans le but de les rassurer : *"On peut leur dire qu'on se sentait comme eux quand on a commencé, tout ça ça rassure."* (N)

Parmi les autres améliorations soulevées, plusieurs mentionnent qu'on devrait accorder plus d'attention aux nouvelles et au contenu des journaux. *"On doit parler de ce qu'il y a dans le journal, des nouvelles du jour, c'est important de tout comprendre."* (Mr). La question de la localisation de Clé au quatrième étage de l'immeuble a aussi été abordée : tout le monde souhaiterait descendre d'au moins un étage! Enfin, tous soulignent la difficulté de faire concorder les horaires et la majorité est d'avis qu'il est difficile de placer à l'horaire plus de deux demi-journées d'atelier par semaine.

CONCLUSION

Au terme de cette étude de milieu, nous sommes à même de constater à quel point elle a été formatrice pour notre équipe : nous disposons maintenant d'une foule d'informations nouvelles sur la problématique vécue par les personnes analphabètes.

Nous sommes au fait sur les recherches les plus récentes en alphabétisation et sur les politiques gouvernementales à venir. Plus encore, nous avons à notre disposition des données très précises sur les personnes analphabètes qui résident dans le Grand Plateau : nous connaissons mieux leur distribution dans le quartier et les caractéristiques qui nous permettent de mieux les identifier. Nous avons recueilli l'avis de groupes parmi les plus actifs dans notre environnement, exploré des partenariats, écouté les participant-e-s nous décrire ce qui les motivait à apprendre...

Toutes ces données sont fort précieuses. Nous travaillons maintenant à en dégager les conséquences pratiques pour nos activités d'alphabétisation. Ce travail de réflexion n'est pas terminé car tous les liens entre nos informations, différentes mais complémentaires, ne sont pas établis : il nous faut les approfondir pour en saisir toute la signification et la portée.

Nous aimerions revenir sur quelques-uns des constats qui nous semblent essentiels à la poursuite de nos activités d'alphabétisation populaire qui s'inscrivent toujours dans les principes de l'éducation populaire : développement de la pensée critique, prise en charge du milieu pour l'amélioration des conditions de vie et lutte contre la pauvreté et les inégalités sociales.

Nous avons pu constater que les études internationales insistent aussi sur le fait que l'alphabétisation consiste *"à développer chez les personnes analphabètes l'autonomie et l'exercice de la citoyenneté"*.

L'alphabétisation populaire est de toute évidence une voie vers la citoyenneté pour les personnes les plus démunies en leur redonnant au premier chef un contrôle sur leurs capacités de lecture et d'écriture. Nous l'avons observé à maintes reprises, les gains pour l'estime de soi et l'autonomie sociale sont inestimables. Quand nous constatons que les programmes d'éducation et de formation de la main d'œuvre au Québec entraînent une exclusion de plus en plus importante des personnes faiblement alphabétisées, il y a lieu de poursuivre notre questionnement et de réaffirmer la nécessité de politiques et de programmes garantissant le droit pour tous à l'éducation et à de bonnes conditions de vie. Par tous les moyens, il nous faut tenter d'offrir des services d'alphabétisation qui répondent aux besoins réels de ces personnes pour les

inciter à entreprendre et persévérer dans leur démarche d'apprentissage de la lecture et de l'écriture.

Car, nous l'avons vu, les freins à la démarche d'alphabétisation sont nombreux et difficiles à contourner. Il est très difficile pour une personne qui se sent exclue d'un système de tenter de s'y intégrer : lorsqu'elle y consent enfin, cela demande un courage et une conviction hors du commun. Le travail de sensibilisation qu'il nous faut poursuivre doit redonner espoir à des personnes qui l'ont souvent perdu depuis longtemps. S'ajoute à cela une autre condition cruciale à l'engagement dans un processus d'alphabétisation et il s'agit du soutien que les personnes en voie de s'alphabétiser réclament si souvent. Cela renforce notre conviction que l'alphabétisation populaire, par la qualité de son accueil et de son soutien, répond véritablement à un besoin clairement exprimé par les personnes analphabètes.

Dans un autre ordre d'idées, les données statistiques nous ont permis de voir cette "face cachée du Grand Plateau". Il faut regarder au-delà du phénomène de gentrification pour découvrir un vaste pourcentage de la population qui, elle, vit dans des conditions très difficiles : l'écart s'accroît entre riches et pauvres, rendant la vie encore plus ardue pour ces derniers; le coût de la vie y augmente plus vite qu'ailleurs pour des biens essentiels comme le logement ou la nourriture. Beaucoup de personnes doivent s'exiler du Grand Plateau justement en raison de cette gentrification.

La population à haut risque d'analphabétisme fait partie de cette population sur laquelle la pression s'accroît et dans laquelle l'isolement grandit. Ces personnes ont développé un sentiment d'appartenance au quartier ainsi qu'aux organismes qu'elles fréquentent et elles ont le droit de ne pas en être exclues. C'est dans ce contexte difficile que nous devons tenter de freiner l'impact probable de ces conditions de plus en plus difficiles sur l'inscription et l'assiduité à des ateliers d'alphabétisation. Créer un lien de confiance, les encourager, les appuyer dans leur droit au logement, les référer au besoin vers d'autres ressources susceptibles de les aider, appuyer les actions qui visent à consolider et à recréer le tissu social qui s'effrite...

Ces constatations sont d'autant plus importantes que les personnes analphabètes résidant dans le Grand Plateau se chiffrent très certainement par milliers. Et parmi elles, des personnes âgées qui peuvent encore apporter beaucoup à notre communauté, des personnes en âge de travailler qui font face à des exigences de plus en plus grandes sur le marché du travail, des parents qui ne sont pas en mesure d'aider leurs enfants dans les devoirs et les leçons...

Nos rencontres avec les intervenant-e-s du milieu sont aussi porteuses de réflexion à ce propos. Tout comme nous, plusieurs d'entre eux s'entendent pour dire qu'il y a une large part de la population qui se retrouve exclue des différents services et programmes offerts sur le territoire du Grand Plateau par certains

groupes institutionnels, et cela, les intervenant-e-s le déplorent tout autant que nous et tentent d'y remédier.

En alphabétisation, il y a aussi une population isolée, exclue et conséquemment, difficile à rejoindre. Ces personnes voient peu d'espoir d'améliorer leur sort. Pour toutes sortes de raisons liées à leurs conditions économiques et sociales, il leur est impossible de suivre des formations de 20 heures et plus par semaine sur des périodes de temps trop courtes, elles ont très peu de ressources à leur disposition malgré des capacités d'apprentissage évidentes. Elles auraient tout à gagner d'une démarche d'alphabétisation en termes d'autonomie, de contrôle sur leur vie et d'exercice de leur citoyenneté.

À l'appui de ces dires, nous avons le témoignage de ces participant-e-s qui ont justement échoué dans un parcours d'alphabétisation en milieu scolaire. Pour eux, la solution a finalement résidé dans l'intégration à des ateliers animés par des organismes d'éducation et d'alphabétisation populaire où les activités sont offertes en petits groupes. On y tient compte de leur rythme d'apprentissage, de leurs besoins essentiels d'accueil, d'écoute et de soutien dans leur démarche d'apprentissage et la défense de leurs droits. Mais combien n'ont pas cette opportunité? À nouveau, les chiffres font frémir...

Sur le déroulement des ateliers eux-mêmes, Il est évident que nous pouvons miser sur l'expertise que nous avons développée avec les NTIC. Les participant-e-s sont souvent attirés par ces activités et elles sont source de grande motivation : désir d'aller plus loin dans la compréhension de l'écrit, d'écrire davantage, de poursuivre une quête du savoir. Ces gains sont inestimables pour les participant-e-s.

Enfin, lors de la planification de ses activités, Clé doit composer avec l'expression de besoins multiples et très diversifiés. De nombreuses personnes s'adressent à nous : des personnes âgées analphabètes, des hommes et des femmes en âge de travailler, des immigrant-e-s non-alphabétisés dans leur langue, des jeunes sans diplôme avec de graves lacunes en lecture et en écriture... Les besoins sont grands et malgré les efforts poursuivis pour offrir des ateliers, nous ne pouvons répondre à tous les besoins exprimés avec les ressources dont nous disposons. C'est là que réside encore une part non-négligeable des défis que nous avons à relever.

Fort heureusement, plusieurs pistes d'action sont envisageables suite à cette étude. Nous sommes particulièrement bien outillés pour entreprendre notre planification stratégique : préciser nos objectifs d'intervention en alphabétisation populaire, revoir la planification de nos interventions, augmenter la pertinence et l'efficacité de nos activités. Tout ce travail se fera sur la base d'informations solides, susceptibles de nous orienter vers des choix optimaux pour desservir la population analphabète du quartier.

En terminant, nous exprimons le souhait que ces résultats puissent servir à d'autres groupes d'alphabétisation. Notre synthèse théorique peut aisément être reprise, enrichie et améliorée par d'autres chercheurs et chercheuses. Et en ce qui a trait au portrait statistique de notre quartier, nous croyons aussi utile que les groupes sachent qu'il leur est possible d'obtenir des données supplémentaires de Statistique Canada - moyennant rétribution! - afin de tracer un portrait sur mesure de la population analphabète résidant dans leur secteur d'intervention.

SOURCES CONSULTÉES ET BIBLIOGRAPHIE

April, Georges, *Pour savoir lire entre les lignes. Les groupes populaires d'alphabétisation, Recherche auprès d'ex-participants de groupes populaires d'alphabétisation sur l'impact des interventions et sur les perspectives possibles*, Carrefour d'éducation populaire de Pointe St-Charles.

Aubin, Jean-François, *Où s'en va l'éducation des adultes?*, CDEAFC, Montréal, 1998.

Boucher, Andrée, *Perspectives... pour changer les choses, L'analphabétisme chez les jeunes du quartier Centre-sud de Montréal: recherche-action et pistes d'intervention*, L'Atelier des lettres, janvier 1999.

Bouffard, Johanne, *Mots de passe: alphabétisation des immigrants*, La Jarnigoine.

Centre de documentation sur l'éducation des adultes et la condition féminine (CDÉACF), Site Internet: <http://www.cdeacf.ca>, 8 novembre 2001.

Centre de lecture et d'écriture CLÉ-Montréal, *Rapport PSAPA 2000-2001*.

Centre de lecture et d'écriture CLÉ-Montréal, *Journal des participantes et des participants*, Éditions 1998 à 2000.

Charest, Diane, Roy, Sylvie, *L'alphabétisation en milieu pluriethnique: étude sur les services offerts dans les commissions scolaires*, Ministère de l'éducation, Québec, 1994.

Cinquième conférence internationale sur l'éducation des adultes (CONFINTEA V), *L'éducation des adultes: une clé pour le 21^e siècle/UNESCO*. Hambourg: UNESCO, 1997, 19 p. (Déclaration de Hambourg)

Coalition pour une politique d'éducation et de formation des adultes sous l'égide de l'Institut canadien d'éducation des adultes, *Proposition de plate-forme commune*, Septembre 2001.

Corporation de Développement Économique et Communautaire (CDEC) Centre-Sud/Plateau Mont-Royal (Jacob, André), *Aspirations et besoins des résidents et des résidentes sans emploi du quartier Sainte-Marie*, Montréal, Septembre 2001.

Delors, J. *L'éducation, un trésor est caché dedans, Rapport à l'UNESCO de la Commission internationale sur l'éducation pour le XXI^{ème} siècle*, Paris, UNESCO, Éditions Odile Jacob, 1996, 312 p. (Rapport Delors)

Direction de la formation générale des adultes, *Guide méthodologique de recherche pour le milieu de l'alphabétisation*, document provenant du programme IFPCA, Ministère de l'éducation, 2000. (et une journée de formation sur la recherche, 23 mars 2001)

Frenette, Jean, *Des chiffres et des lettres*, Collectif de recherche pédagogique, Maison de la francophonie, revue Autrement dit, vol. 3, no. 2, automne 2000.

Gouvernement du Québec, Ministère de l'Éducation du Québec, *L'alphabétisation au Québec, Rapport provincial déposé à la Conférence provinciale et territoriale en alphabétisation*, MEQ, 2000.

Gouvernement du Québec, Ministère de l'Éducation du Québec, *Projet de politique de l'éducation des adultes dans une perspective de formation continue*, MEQ, Mai 2001. (et une journée de formation au RGPAQ sur le projet de politique)

Institut canadien d'éducation des adultes, Bulletin de liaison, vol. 22, nos. 3 et 4, été et automne 2001.

Ministère de l'éducation du Québec, *Faire le point sur nos actions. Bilan des initiatives fédérales-provinciales conjointes en matière d'alphabétisation 1993-1997*, Direction de la recherche, Ministère de l'Éducation, 1999.

Ministère de l'Éducation du Québec et Secrétariat national à l'alphabétisation, *L'État du monde des IFPCA 1998-1999, 1999-2000 et 2000-2001*, Direction de la formation générale des adultes.

Ministère de l'Éducation, *Programme des initiatives fédérales-provinciales conjointes en matière d'alphabétisation, Cahier des modalités de mise en œuvre du programme 2001-2002*, Direction de la formation générale des adultes, MEQ, 2001.

Ministère de l'éducation du Québec, *Personnes inscrites aux services d'alphabétisation du Québec, Statistiques pour 1999-2000*, Direction de la formation générale des adultes, septembre 2001.

Ministère de l'Éducation, *Programme de soutien aux organismes d'alphabétisation populaire autonomes (PSAPA)*, Québec, Direction de la formation générale des adultes, 21 mai 1999.

Poisson, Claude, *Rapport de recherche: compte-rendu de la recherche-action en alphabétisation des quartiers St-Henri et Petite-Bourgogne*, CÉDA, juin 1999.

Potvin, Jasmine, *Résultats statistiques pour chaque commission scolaire et faits saillants de l'enquête régionale portant sur les voies de collaboration avec les différents partenaires*, Table régionale de concertation en alphabétisation, Laval-Laurentides-Lanaudière, 1996.

Première rencontre "Alphabétisation, Francophonies, Pays industrialisés", *Lire c'est prendre le large - Levons l'ancre!*, Communauté française de Belgique, Namur, 1999.

RGPAQ, *Déclaration de principes du Regroupement des groupes populaires en alphabétisation du Québec*, Le monde alphabétique, Numéro 12, p.56-57.

RGPAQ, (Regroupement des groupes populaires en alphabétisation du Québec), *Plan national d'action en alphabétisation*, Montréal, 1996.

RGPAQ, *Plus que jamais l'alphabétisation populaire*, Le monde alphabétique, No.12, 2001 .

Roy, Sylvie, *Enquête internationale sur l'alphabétisation des adultes, faits saillants et commentaires*, CDEACF, Montréal, 1997.

Secrétariat national à l'alphabétisation, *Cahier spécial sur l'analphabétisme*, Semaine québécoise de l'alphabétisation, octobre 2000.

Statistique Canada, *Lire l'avenir: un portrait de l'alphabétisme au Canada*, Développement des ressources humaines Canada, Ottawa, Secrétariat national à l'alphabétisation, no. catalogue 89-551-xpf, 1996.

Statistique Canada et OCDE, *Littératie, économie et société. Résultats de la première enquête internationale sur l'alphabétisation des adultes*, Ottawa,

Statistique Canada et Paris, Organisation de Coopération et de Développement Économiques, 1995.

Simard, Pierre, *Portrait de situation de l'analphabétisme dans le quartier de Villeray et stratégie de recrutement*, la Jarnigoine, juillet 1998.

Tremblay, Hélène, *Pour prévenir l'analphabétisme: recherches, réflexions et propositions d'actions*, Direction de la formation générale des adultes, Ministère de l'Éducation, 1997.

Vanier, Carole, St-Germain, Lise, *Rapport d'évaluation du projet "alphabétisation - implication sociale"*, Collectif de COMSEP, le Centre d'éducation populaire de Pointe-du-Lac, la CLÉ de Maskinongé, Ebyôn, Ludolettre, Mai 1997.

Wagner, Serge, *Alpha en français: en phase critique?*, Bulletin Réseaux de la BDAA, VOL. 5, NO. 1, hiver 2000.

Wagner, Serge, *Étude de milieu et analyse de besoins en alphabétisation des adultes*, Alphabétisation Ontario, 1987.

Wagner, Serge (sous la direction de), *Pour une société pleinement alphabétisée, le droit de lire, d'écrire et de communiquer pour tous*, Travaux et premier suivi d'un colloque pancanadien, Fédération canadienne pour l'alphabétisation en français, 2000.

SUR LE QUARTIER:

Action Solidarité Grand Plateau (ASGP), *Annuaire des organismes*, mise à jour en date du 23 août 2001.

Action Solidarité Grand Plateau (ASGP), *États généraux Grand Plateau, des quartiers pour tout le monde*, Cahiers thématiques, Novembre 2001.

Action Solidarité Grand Plateau (ASGP), *Le quartier, c'est notre affaire*, Recherche-action sur le Grand Plateau, Octobre 1998.

Action Solidarité Grand Plateau (ASGP), *Spécial Saint-Louis/Mile End*, Octobre 2001.

Bottin des ressources communautaires des quartiers St-Louis et Mile-End, 1998.

Centre de lecture et d'écriture CLÉ-Montréal, *Rapport PSAPA 2000-2001*.

Centre de lecture et d'écriture CLÉ-Montréal, *Journal des participantes et des partici-pants*, Éditions 1998 à 2000.

Centre d'intervention pour la revitalisation des quartiers (CIRQ), *Trois quartiers à la loupe. Portrait de la population de trois quartiers centraux de Montréal: Plateau Mont-Royal, Saint-Louis et Mile-End, Centre-sud et les Faubourgs*, Document produit en partenariat avec le CDEC Centre-Sud/Plateau Mont-Royal, les trois CLSC de ces quartiers et CIRQ, novembre 1998.

Centre d'intervention pour la revitalisation des quartiers (CIRQ), *Portrait de la population du Plateau Mont-Royal, données recueillies dans le cadre de l'étude sur la pauvreté dans le Plateau Mont-Royal pour Action Solidarité Grand Plateau*, Montréal, mai 2001.

Centre d'intervention pour la revitalisation des quartiers (CIRQ), *Portrait de la défavorisation et des investissements sur le territoire de la nouvelle ville de Montréal*, Montréal, juillet 2001.

Centre de référence du Grand Montréal, *Répertoire des services communautaires du Grand Montréal*, Montréal, édition 1999-2000 mise à jour au 30 juin 2001.

Centre local d'emploi Plateau Mont-Royal, *Synthèse du plan d'action local 2001-2002 du CLE Plateau Mont-Royal*, Mai 2001.

CLSC St-Louis-du-Parc, *État de situation locale pour le territoire du CLSC St-Louis-du-Parc dans le quartier St-Louis/Mile-End dans le cadre du projet jeunesse montréalais*, Novembre 1999.

CLSC du Plateau Mont-Royal, *Carte ressources 2001*.

CLSC St-Louis du Parc, *St-Louis et Mile-End, la carte ressources*, 2000.

Conseil scolaire de l'île de Montréal, *Défavorisation des familles avec enfants en milieu montréalais, Guide d'accompagnement de la carte de la défavorisation du Conseil scolaire*, Montréal, janvier 1999.

Forum local sur le développement social, *Lutte à la pauvreté et à l'exclusion, Portrait global du Grand Plateau - St-Louis, Mile-End, Plateau Mont-Royal*, Novembre 1997.

Gagnon, Katia, *Pas facile d'être pauvre chez les riches*, La Presse, Montréal, 10 juin 2001, A7. Aussi de la même auteure, *Dix ans pour dire adieu à la pauvreté*, La Presse, Montréal, 11 juin 2001, A7.

Statistique Canada, *Territoire géographique du Grand Plateau: population de 15 ans et plus selon la scolarité montrant certaines caractéristiques de la population*, Octobre 2001.

Table de concertation Petite-Enfance Saint-Louis/Mile-End, *Étude des besoins des familles de Saint-Louis/Mile-End en matière de services de garde et soutien parental*, août 2000.

Ville de Montréal, Service des sports, des loisirs et du développement social, *Bottin des ressources, Région Plateau-Mont-Royal-Centre-Sud*, 1999.

YMCA du Parc et CLSC St-Louis du Parc, *Comment améliorer la concertation dans St-Louis/Mile-End?*, Novembre 1999.

ANNEXE 1

GUIDE DE DISCUSSION – INTERVENANT-E-S

À remplir avant l'entrevue:

Nom de l'organisme: _____

Personne contact: _____

Date de l'entrevue: _____

EXPOSÉ DES OBJECTIFS DE LA RENCONTRE

Notre organisme œuvre en alphabétisation populaire depuis 1982. Nous réalisons actuellement une étude de milieu couvrant le Plateau Mont-royal, St-Louis et Mile-End afin de mieux connaître les besoins des personnes analphabètes.

Nous aimerions profiter de cette rencontre pour vous renseigner sur nos services et activités mais surtout pour mieux connaître vos services et activités ainsi que la population que vous desservez.

CONNAISSANCE DE CLÉ

1. **Avant cette rencontre, aviez-vous déjà entendu parler de notre organisme?** *(Vérifiez à quel moment, par quelle source et dans quelles circonstances)*
2. **Avez-vous une idée des services que nous offrons? De la population que nous desservons?** *(Poser les questions même s'ils ne connaissent pas Clé)*

LES SERVICES DE L'ORGANISME

METTRE ICI LA DESCRIPTION DU GROUPE RENCONTRÉ

3. **Quels genres de services offrez-vous à la population du quartier?** *(Sonder tous les types de services, mais plus particulièrement ceux qui sont les plus susceptibles de rejoindre la population analphabète)*
4. **Pouvez-vous faire un portrait général des gens qui s'adressent à votre organisme?** *(Renseignements sur l'âge, le sexe, le statut civil, la situation économique, la langue maternelle; mais aussi les caractéristiques particulières à l'offre de services de l'organisme)*
5. **Savez-vous comment les gens ont connu votre organisme?** *(Vérifier s'il y a eu de la référence, publicité, bouche à oreille)*

CONTACTS DE L'ORGANISME AVEC LA POPULATION ANALPHABÈTE

6. **Selon vous, parmi les personnes qui reçoivent des services de votre organisme, y en a-t-il qui ont des difficultés à lire, écrire ou compter?** *(vérifier la fréquence, le nombre de personnes concernées, décrire leurs caractéristiques - en lien avec la q. 4)*
7. **Quels sont les indices qui vous permettent de constater qu'une personne a de la difficulté à lire et à écrire?** *Sondez tous les indices:*

• demande de lire ou dire oralement l'information • demande de signer à sa place • dit qu'il n'a pas ses lunettes • rapport ou formulaire non-rempli: on le fera à la maison • vocabulaire et discours très restreint	• dans une rencontre: ne lit pas, ne prend pas de notes, malaise, air absent • refuse tâche ou responsabilité nouvelle • la personne dit qu'elle ne sait pas lire • ne reconnaît pas les indices • autres indices : _____ _____ _____ _____
---	---

8. **Pouvez-vous nous décrire des difficultés de lecture ou d'écriture que vous avez observé chez ces personnes?** *(Si elles n'ont pu observer elles-mêmes, tenter de faire décrire les difficultés qu'elles jugent probables)*
9. **Parmi ces personnes, y en a-t-il qui vous ont demandé de les aider en raison de leurs difficultés en lecture et en écriture?**
10. **De votre propre initiative, avez-vous déjà tenté d'aider ces personnes d'une manière ou d'une autre, après avoir constaté leurs difficultés en lecture et en écriture?** *(Vérifier toutes les actions entreprises et les résultats obtenus: dépliants, référence, rencontres, soutien, cours...)*

ÉVALUATION DE LA SITUATION DANS LE QUARTIER

11. **D'après vous, y a-t-il plusieurs personnes analphabètes dans le secteur que votre organisme dessert?** *(Sonder les raisons de cette perception)*
12. **Avez-vous des idées ou des conseils sur:**
 - o le genre de services qui pourraient être offerts à ces personnes?
 - o des moyens de les rejoindre et de leur faire connaître les ressources en alphabétisation?

13. **Avez-vous des suggestions de collaboration entre votre organisme et Clé?** *(Sonder les types de collaboration possibles)*
14. **Parmi les groupes et les intervenants avec lesquels vous collaborez, y en a-t-il qui sont susceptibles de connaître des participants ou des usagers ayant besoin des services de Clé?**

Merci beaucoup de votre collaboration.

ANNEXE 2

GUIDE DE DISCUSSION - PARTICIPANT-E-S

(Note: Le niveau de langue a été adapté aux participant-e-s pendant la rencontre)

Bonjour à tous et merci d'avoir accepté de nous rencontrer pour parler de votre expérience à Clé. Nous sommes en train de faire une recherche pour savoir comment rejoindre et mieux aider les personnes à lire et à écrire. Vos réponses nous aideront beaucoup à améliorer nos services.

Pour cette rencontre, nous avons quatre sujets de discussion: en premier, parler de comment vous avez connu Clé, en deuxième, de vos impressions quand vous avez commencé à venir aux ateliers, en troisième, de ce que vous avez appris ici et en quatrième, de comment Clé pourrait aider d'autres personnes. En tout, la discussion devrait durer entre une heure et 1 heure et demie.

SITUATION ANTÉRIEURE

Commençons d'abord par les souvenirs les plus loin (lointains), avant même d'avoir entendu parler de Clé.

1. **Quand avez-vous pensé pour la première fois à suivre des cours pour lire et écrire?** *(Comment l'idée leur est d'abord venue, s'ils ont fait des démarches à ce moment et s'ils en parlaient avec leurs proches, s'ils ont été dans d'autres groupes d'alpha ou dans des commissions scolaires)*

2. **Vous rappelez-vous pourquoi vous vouliez prendre des cours de lecture, d'écriture, de calcul à cette époque? Qu'est-ce que vous vouliez le plus apprendre?** (*vérifier les attentes*)
3. **Vous rappelez-vous de la première fois où vous avez entendu parler de Clé?** (*Sonder les circonstances précises: fréquentation ou référence d'organismes, bouche à oreille, sensibilisation et recrutement de Clé, autres...*)
4. **Qu'est-ce qui vous a le plus attiré à Clé, ce qui a fait que vous avez décidé de vous inscrire? Y a-t-il des choses qui vous faisaient hésiter?** (*AVANT INSCRIPTION: Ordonner tous les facteurs qui ont pu influencer positivement la décision de s'inscrire: il peut s'agir de programmes gouv., famille, amis, employeurs, organismes, personnel de Clé, contenu de discussions, mais aussi intérêt personnel, etc.*)
5. **Quand vous avez pris la décision de venir à Clé, est-ce que vous en avez parlé à des gens qui vous connaissez?** (*Veillez à les faire identifier toutes les personnes à qui ils ont pu en parler (ou ne pas en parler) et à connaître l'opinion de ces dernières, savoir si elles les ont encouragé ou non*)
6. **Avant de commencer les ateliers ou maintenant, est-ce que ça vous est déjà arrivé de ne pas pouvoir faire une tâche ou quelque chose à cause de vos difficultés à lire, à écrire (ou à parler) le français?** (*Vérifiez comment ils se sentaient (mal à l'aise ou autre) et les trucs qu'ils utilisaient*)

LES PREMIERS CONTACTS À CLÉ

Essayons maintenant de parler des premiers ateliers où vous êtes venu.

7. **Qu'est-ce que vous vous rappelez de la première fois où vous êtes venu à Clé? De vos premiers ateliers?** (*Regarder attentivement les souvenirs sur l'accueil, les sentiments générés par le début de la démarche: le groupe, l'animatrice, les premiers apprentissages...*)
8. **Qu'est-ce qui était le plus dur à apprendre pour vous? Et le plus facile?** (*Tenter d'ordonner les éléments cités*)

LES ACTIVITÉS DE CLÉ

Parlons maintenant de ce que vous avez fait dans les ateliers.

9. **Pouvez-vous me dire toutes les activités que vous avez faites dans les ateliers?** (*voir les types d'activités, si non-mentionné: avez-vous utilisé l'ordinateur?*)

10. **Quelles sont les choses que vous avez le plus aimé faire? Le moins aimé?** (*Établir un ordre de priorité dans les apprentissages*)
11. **Vous est-il déjà arrivé de penser à laisser tomber les ateliers?** (*Si c'est le cas, sonder les circonstances précises*)
12. **Trouvez-vous que vous avez changé suite aux cours? Qu'est-ce qui a changé dans votre vie?** (*Vérifier ce qu'il trouve le plus utile dans leurs apprentissages, ce qu'ils peuvent faire maintenant qu'ils ne pouvaient faire avant. Si possible, voir aussi s'il y a des gains sur l'affirmation de soi, la confiance, l'autonomie de la personne*)
13. **Y a t-il d'autres choses que vous aimeriez apprendre?**
14. **Avez-vous des idées ou des conseils à nous donner pour améliorer nos services?** (*horaires, contenu, rôle des formatrices, le suivi, la répartition des activités, etc.*)

L'INFLUENCE DES PARTICIPANT-E-S SUR LES PAIRS

Pour finir, nous aimerions avoir votre opinion sur comment Clé peut aider d'autres personnes.

15. **Connaissez-vous des gens que ça aiderait de venir aux ateliers de Clé?** (*Identifier les personnes, voir si les participants leur ont déjà parlé de Clé et de quelle façon.*)
16. **Si vous vouliez dire à d'autres gens de venir ici, qu'est-ce que vous leur diriez pour les convaincre?** (*Sonder aussi les participants qui n'en n'ont parlé à personne*)
17. **Si nous voulons rejoindre les gens qui ont besoin d'apprendre à lire et à écrire, quels sont les meilleurs endroits pour les rejoindre d'après vous?** (*en lien avec leurs intérêts, leurs passe-temps; lieux de rencontre, de loisir, de travail, etc.*)

Merci beaucoup de votre collaboration. Toutes vos réponses sont confidentielles. Nous allons les utiliser pour essayer de mieux comprendre les besoins des futurs participant-e-s.

Informations générales à recueillir sur chaque participant-e:

Sexe: _____

Âge: _____

Langue maternelle: _____

Occupation principale: _____

Scolarité: _____

Lieu de résidence: Plateau, Mile-End, St-Louis, Autre: _____

Situation familiale (si disponible): _____

Sources de revenu (si disponible): _____

Fréquentation de Clé: de _____ à _____

Niveau d'alphabétisation au début des ateliers: _____

NOTES

¹ Wagner, Serge, Étude de milieu et analyse de besoins en alphabétisation des adultes, Alphabétisation Ontario, 1987, p. v-vi.

² Statistique Canada, Lire l'avenir : un portrait de l'alphabétisme au Canada, Document de base, Développement des ressources humaines, Ottawa, Secrétariat national à l'alphabétisation, 1996, p.2.

³ Idem.

⁴ Frenette, Jean, Des chiffres et des lettres, Collectif de recherche pédagogique, Maison de la francophonie, revue Autrement dit, vol. 3, no. 2, automne 2000, p.29.

⁵ À Clé et dans les groupes populaires d'alphabétisation du RGPAQ, nous utilisons une classification comportant trois niveaux : débutant ou complet, intermédiaire ou semi, fonctionnel ou avancé. Ces niveaux sont suivis de la post-alphabétisation ou d'un volet de mise à jour des compétences dans certains groupes.

⁶ Ministère de l'éducation du Québec, Personnes inscrites aux services d'alphabétisation du Québec, Statistiques pour 1999-2000, Direction de la formation générale des adultes, septembre 2001, p.3.

⁷ Tremblay, Hélène, Pour prévenir l'analphabétisme : recherches, réflexions et propositions d'actions, Ministère de l'Éducation, 1997, p.11.

⁸ Aubin, Jean-François, Où s'en va l'éducation des adultes?, CDÉACF, Montréal, 1998, p.7.

⁹ Ministère de l'Éducation, Programme de soutien aux organismes d'alphabétisation populaire autonomes (PSAPA), Québec, Direction de la formation générale des adultes, 21 mai 1999, p.1.

¹⁰ RGPAQ, Déclaration de principes du Regroupement des groupes populaires en alphabétisation du Québec, Le monde alphabétique, Numéro 12, p.56-57.

¹¹ L'expression vient des objectifs du programme IFPCA. Ministère de l'Éducation, Programme des initiatives fédérales-provinciales conjointes en matière d'alphabétisation, Cahier des modalités de mise en œuvre du programme 2001-2002, Direction de la formation générale des adultes, MEQ, 2001, p.6.

¹² Roy, Sylvie, Enquête internationale sur l'alphabétisation des adultes, faits saillants et commentaires, CDEACF, Montréal, 1997, p.3.

¹³ Wagner, Serge (sous la direction de), Avant-propos, Pour une société pleinement alphabétisée, le droit de lire, d'écrire et de communiquer pour tous, 2000, p. 33.

¹⁴ Tous les principes énumérés sont issus de la Déclaration de principes du Regroupement des groupes populaires en alphabétisation du Québec, RGPAQ, Le monde alphabétique, Numéro 12, p.56-57.

¹⁵ Op.cit., Roy, Sylvie, 1997, p.2.

¹⁶ Nous aurons l'occasion de revenir sur ce point précis lorsque nous décrirons plus précisément les liens entre scolarité et niveau d'alphabétisme dans les pages qui suivent.

¹⁷ Op.cit., Roy, Sylvie, 1997, p.23.

¹⁸ RGPAQ, Plan national d'action en alphabétisation, Montréal, 1996, p.28-29.

¹⁹ Première rencontre "Alphabétisation, Francophonies, Pays industrialisés", Lire c'est prendre le large - Levons l'ancre!, Communauté française de Belgique, Namur, 1999.

²⁰ Statistique Canada et OCDE, Littératie, économie et société. Résultats de la première enquête internationale sur l'alphabétisation des adultes, 1995, p.22.

²¹ http://www.cdeacf.ca/section_b.html. Potvin, J., Dictionnaire actuel de l'éducation, Guérin, 1993.

²² Op.cit., Roy, Sylvie, 1997, p.5.

²³ Quoique fort utile, l'EIAA ne tient cependant pas compte des facteurs socio-économiques et politiques également à l'origine de l'analphabetisme.

²⁴ Op.cit., Roy, Sylvie, 1997, p.16.

²⁵ Wagner, Serge (sous la direction de), Pour une société pleinement alphabétisée, le droit de lire, d'écrire et de communiquer pour tous, 2000, p. 53.

²⁶ Op.cit., Roy, Sylvie, 1997, p.17.

²⁷ Statistique Canada, Lire l'avenir, un portrait de l'alphabétisme au Canada, Faits saillants, 1996, p. 8.

²⁸ Statistique Canada et OCDE, Littératie, économie et société. Résultats de la première enquête internationale sur l'alphabétisation des adultes, 1995.

²⁹ RGPAQ, Plan national d'action en alphabétisation, Montréal, 1996, p.29.

³⁰ Charest, Diane, Roy, Sylvie, L'alphabétisation en milieu pluriethnique : étude sur les services offerts dans les commissions scolaires, Ministère de l'éducation, Québec, 1994.

³¹ Frenette, Jean, Des chiffres et des lettres, automne 2000, p.29.

³² Sources citées aux notes de bas de page nos. 1, 10 et 19.

³³ Statistique Canada, Lire l'avenir : un portrait de l'alphabétisme au Canada, Faits saillants, 1996, p.9.

³⁴ Op.cit., Roy, Sylvie, 1997, p.21.

³⁵ Wagner, Serge (sous la direction de), Avant-propos, Pour une société pleinement alphabétisée, le droit de lire, d'écrire et de communiquer pour tous, 2000, p. 32.

³⁶ Ministère de l'éducation du Québec, Faire le point sur nos actions. Bilan des initiatives fédérales-provinciales conjointes en matière d'alphabétisation 1993-1997, Direction de la recherche, Ministère de l'Éducation, 1999, p.17.

³⁷ Ministère de l'éducation du Québec, Personnes inscrites aux services d'alphabétisation du Québec, Statistiques pour 1999-2000, Direction de la formation générale des adultes, septembre 2001, p. 4.

³⁸ RGPAQ, Plan national d'action en alphabétisation, Montréal, 1996, p.57-58.

³⁹ Wagner, Serge, Présentation, Pour une société pleinement alphabétisée, le droit de lire, d'écrire et de communiquer pour tous, 2000, p. 62.

⁴⁰ Nadeau, Jean-Marie, Alphabétisation et employabilité, dans : Wagner, Serge (sous la direction), Pour une société pleinement alphabétisée, le droit de lire, d'écrire et de communiquer pour tous, 2000, p. 159-160.

⁴¹ Wagner, Serge, Alpha en français : en phase critique?, Bulletin Réseaux de la BDAA, Vol. 5, No. 1, hiver 2000, p.3.

⁴² Op.cit., Roy, Sylvie, 1997, p.19.

⁴³ Le résumé qui suit est issu de : Gouvernement du Québec, Projet de politique de l'éducation des adultes dans une perspective de formation continue, Ministère de l'Éducation du Québec, Mai 2001.

⁴⁴ Institut canadien d'éducation des adultes, Bulletin de liaison, vol. 22, nos. 3 et 4, été et automne 2001.

⁴⁵ Gélneau, Annik, La politique gouvernementale de l'éducation des adultes, Bulletin de liaison, ICEA, vol. 22, nos. 3 et 4, été et automne 2001, p.1.

⁴⁶ Jeannotte, Francine, Le dernier maillon de la chaîne de l'exclusion : l'auto-exclusion, Bulletin de liaison, ICEA, vol. 22, nos. 3 et 4, été et automne 2001, p. 4-5.

⁴⁷ Wagner, Serge, Alpha en français : en phase critique?, Bulletin Réseaux de la BDAA, Vol. 5, No. 1, hiver 2000, p.3.

⁴⁸ Wagner, Serge (sous la direction de), Promotion, expression de la demande et recrutement, Pour une société pleinement alphabétisée, le droit de lire, d'écrire et de communiquer pour tous, 2000, p. 199.

⁴⁹ Simard, Pierre, Portrait de situation de l'analphabétisme dans le quartier de Villeray et stratégie de recrutement, la Jarnigoine, juillet 1998, p.6.

⁵⁰ Les nombres absolus sont cités au chapitre 1 de ce rapport, p.25. Ministère de l'éducation du Québec, Personnes inscrites aux services d'alphabétisation du Québec, Statistiques pour 1999-2000, Direction de la formation générale des adultes, septembre 2001, p.4.

⁵¹ RGFAPO (Regroupement des groupes francophones d'alphabétisation populaire de l'Ontario), Franchir le seuil : étude des barrières à la participation aux programmes d'alphabétisation, citée en page 7.

⁵² Poisson, Claude, Rapport de recherche : compte-rendu de la recherche-action en alphabétisation des quartiers St-Henri et Petite-Bourgogne, CÉDA, juin 1999, p.7

⁵³ Wagner, Serge, Étude de milieu et analyse de besoins en alphabétisation des adultes, Alphabétisation Ontario, 1987, p.7-11.

⁵⁴ Poisson, Claude, op. cit., p. 10.

⁵⁵ Wagner, Serge, op.cit., Alphabétisation Ontario, 1987, p.11 et Poisson, Claude, op.cit., p.8.

⁵⁶ April, Georges, Pour savoir lire entre les lignes... Les groupes populaires d'alphabétisation, Recherche auprès d'ex-participants de groupes populaires d'alphabétisation sur l'impact des interventions et sur les perspectives possibles, Carrefour d'éducation populaire de Pointe St-Charles, 1996, p. 21.

⁵⁷ Ces exemples ont été tirés de : Potvin, Jasmine, Résultats statistiques pour chaque commission scolaire et faits saillants de l'enquête régionale portant sur les voies de collaboration avec les différents partenaires, Table régionale de concertation en alphabétisation, Laval-Laurentides-Lanaudière, 1996, p.3.

⁵⁸ Wagner, Serge, op.cit., Alphabétisation Ontario, 1987, annexe 3.

⁵⁹ Poisson, Claude, op. cit., p. 10.

⁶⁰ La très grande majorité des personnes interviewées sont faiblement scolarisées (moyenne de 9,6 ans pour les femmes et de 10,5 ans pour les hommes) et prestataires de l'aide sociale (p. 19) : Corporation de Développement Économique et Communautaire (CDEC) Centre-Sud/Plateau Mont-Royal (Jacob, André), Aspirations et besoins des résidents et des résidentes sans emploi du quartier Sainte-Marie, Montréal, Septembre 2001, p.19.

⁶¹ Idem., p. 27-30.

⁶² Extrait cité dans Simard, Pierre, Portrait de situation de l'analphabétisme dans le quartier de Villeray et stratégie de recrutement, la Jarnigoine, juillet 1998, p.7.

⁶³ Une des conclusions de Poisson, Claude, op.cit., p.10

⁶⁴ April, Georges, op.cit., p.23.

⁶⁵ Jacob, André, op.cit., p. 39.

⁶⁶ Poisson, Claude, op.cit., p. 9-10.

⁶⁷ Jacob, André, op.cit., p.22.

⁶⁸ Pour les deux extraits qui suivent : Jacob, André, op.cit., p37-38.

⁶⁹ April, Georges, op.cit., p. 45.

⁷⁰ Jacob, André, op.cit., p. 25.

⁷¹ April, Georges, op.cit., p. 45.

⁷² Vanier, Carole, St-Germain, Lise, Rapport d'évaluation du projet "alphabétisation - implication sociale", Collectif de COMSEP, le Centre d'éducation populaire de Pointe-du-Lac, la CLÉ de Maskinongé, Ebyôn, Ludolettre, Mai 1997, p. 38.

⁷³ April, Georges, op.cit., p. 32.

⁷⁴ Vanier, Carole, St-Germain, op.cit., p.38-39

⁷⁵ Elle est issue de Lutte à la pauvreté et à l'exclusion, Portrait global du Grand Plateau - St-Louis, Mile-End, Plateau Mont-Royal, Forum local sur le développement social, Novembre 1997. D'autres cartes utilisées dans ce rapport (ainsi que les données statistiques qui s'y rapportent) incluent un territoire plus grand au sud de l'avenue des Pins et à l'ouest de la rue Saint-Laurent.

⁷⁶ Les tableaux proviennent de : Trois quartiers à la loupe. Portrait de la population de trois quartiers centraux de Montréal : Plateau Mont-Royal, Saint-Louis et Mile-End, Centre-sud et les Faubourgs, Document produit en partenariat avec le CDEC Centre-Sud/Plateau Mont-Royal, les trois CLSC de ces quartiers et le Centre d'intervention pour la revitalisation des quartiers (CIRQ), novembre 1998.

⁷⁷ Les données présentées proviennent pour leur vaste majorité des études citées en première page de ce chapitre, notamment des Trois quartiers à la loupe.

⁷⁸ Moins de 29 000 \$ pour le revenu familial et moins de 15 000 \$ pour le revenu individuel.

⁷⁹ Lorsque l'on effectue les calculs à partir des pourcentages indiqués dans les différents tableaux, le total, en nombres absolus, des personnes ayant moins de 9 ans de scolarité peut varier sensiblement puisque les territoires concernés ne sont pas toujours les mêmes : tout cela dépend des secteurs de recensement choisis. Généralement, le nombre que l'on retrouve le plus souvent est 12 070.

⁸⁰ En ce qui a trait aux proportions de familles monoparentales présentées dans le tableau de la page 62 établi par le CIRQ, elles diffèrent substantiellement des données fournies précédemment aux pages 49, 50, 53 et 60 sans que nous ayons réussi à identifier les sources de différence.

⁸¹ Bien que nous croyons que le terme "secteur" serait plus approprié, nous conservons l'appellation "milieux de vie" fournie par le CIRQ.

⁸² Source : Secrétariat national à l'alphabétisation, Cahier spécial sur l'analphabetisme, Semaine québécoise de l'alphabétisation, octobre 2000.

⁸³ Dans l'étude de Johanne Bouffard - Mots de passe : alphabétisation des immigrants, La Jarnigoine, p. 6 -on retrouve une catégorisation très éclairante des analphabètes allophones provenant de deux chercheurs (Freitag et Werber). Ces chercheurs distinguent :

- les analphabètes complets dans leur langue maternelle : il faut une alphabétisation avant d'apprendre le français langue seconde.
- les analphabètes fonctionnels dans leur langue maternelle : ils ont appris à lire et écrire dans une langue plurisyllabique autre que le français mais ils ont perdu leurs acquis faute de pratique : ils sont souvent aussi démunis que les analphabètes complets.
- les immigrant-e-s alphabétisés dont les caractères de la langue d'origine diffèrent de ceux de l'alphabet romain. Les immigrant-e-s qui lisent et écrivent une langue dont les signes sont idéographiques (chinois) sont analphabètes par rapport à notre graphie seulement.

Dans notre organisme, nous avons accueilli au cours des ans des participant-e-s allophones de toutes ces catégories.

Carte des limites du Grand Plateau

Grand Plateau

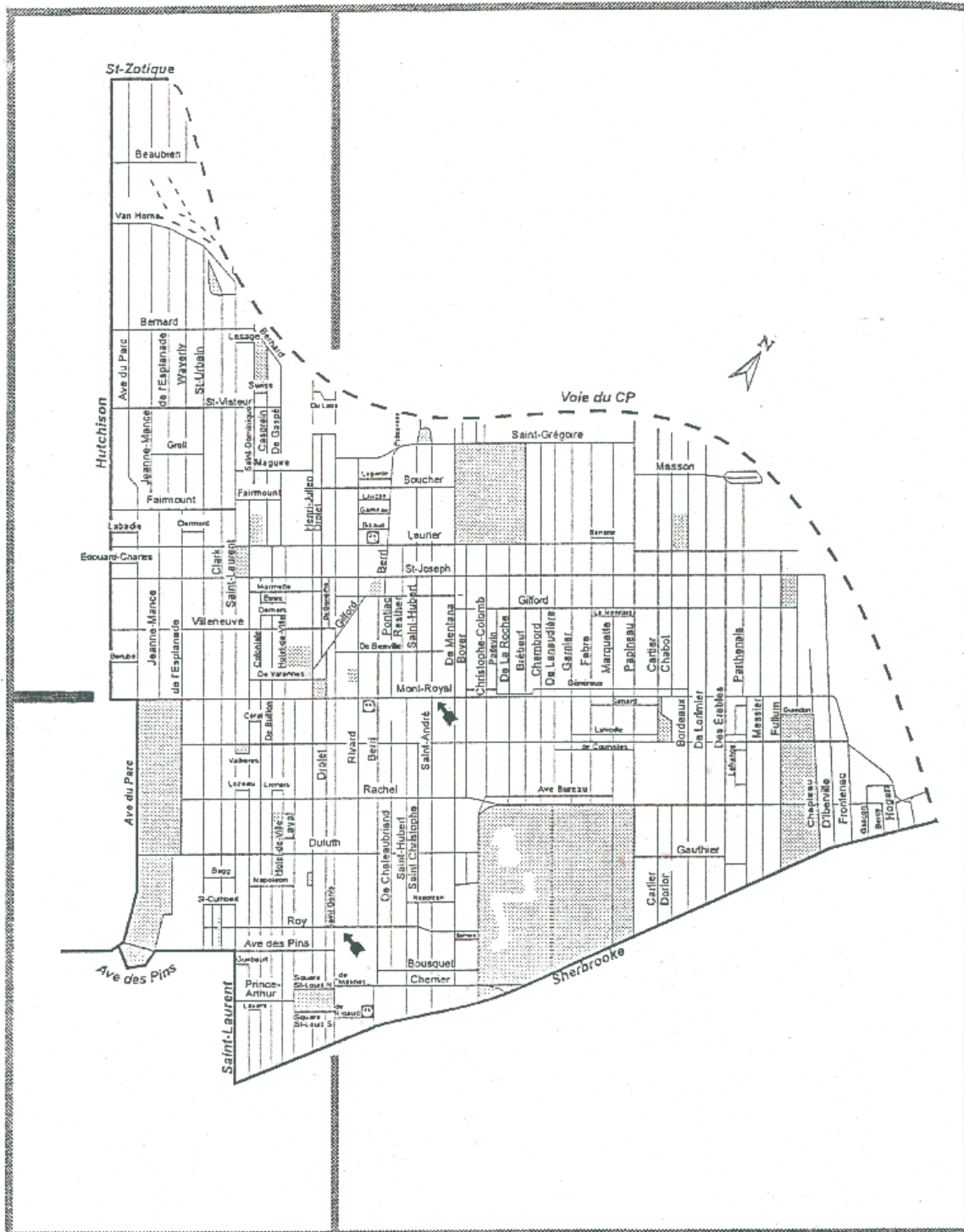


Tableau pour le CLSC du Plateau Mont-Royal

	CLSC du Plateau Mont-Royal			Montréal Centre (région 06)	
	1996	1991	Variation 91-96	1996	Variation 91-96
Population totale	50 355	50 130	+ 225 (+ 0,4 %)	1 775 835	(+ 0,1 %)
Hommes	25 020 (50 %)	24 660 (49 %)	+ 365 (+ 1,4 %)	847 295 (48 %)	(+ 0,2 %)
Femmes	25 325 (50 %)	25 490 (51 %)	- 165 (- 0,6 %)	928 540 (52 %)	(0,0 %)
Nombre de ménages	28 515	27 625	+ 890 (+ 3,2 %)	773 385	(+ 2,1 %)
Taille moyenne des ménages	1,7 pers.	1,8 pers.	(- 0,1)	2,2 pers.	(- 0,1)
Ménages d'une personne	14 910 (52 %)	13 865 (50 %)	+ 1 045 (+ 7,5 %)	279 605 (36 %)	(+ 9,5 %)
Nombre de familles	9 585	10 180	- 595 (- 5,8 %)	450 040	(- 1,4 %)
Familles avec enfants	5 140	5 440	- 300 (- 5,5 %)	289 450	(+ 1,5 %)
Monoparentales	2 315 (45,0 %)	2 545 (46,8 %)	- 230 (- 9,0 %)	91 850 (31,7 %)	(+ 9,5 %)
Population née au Québec et au Canada	85,7 %	86,8 %	(- 2,3 %)	71,6 %	(- 3,4 %)
Population née à l'extérieur du Canada	12,6 %	10,7 %	(+ 16,2 %)	26,5 %	(+ 12,9 %)
Français langue d'usage	91,4 %	n.d.	n.d.	62 %	n.d.
Anglais langue d'usage	6,1 %	n.d.	n.d.	29 %	n.d.
Population allophone	7,8 %	6,7 %	(+ 14,9 %)	26,7 %	(+ 26,2 %)
Nombre de logements occupés	28 475	27 625	+ 850 (+ 3,1 %)	773 395	(+ 2,1 %)
Propriétaires	5 465 (19 %)	4 900 (18 %)	+ 565 (+ 12 %)	264 970 (34 %)	(+ 4,5 %)
Locataires	22 970 (81 %)	22 765 (82 %)	+ 205 (+ 0,9 %)	508 390 (66 %)	(+ 0,9 %)
Valeur moyenne du loyer	526 \$	548 \$	- 22 \$ (- 4,0 %)	546 \$	- 3 \$ (- 0,5 %)
Ménages (loyer > 30 % revenu)	41 %	26 %	n.d.	37 %	n.d.
Revenu moyen par ménage	32 683 \$	30 546 \$	+ 2 137 \$ (+ 7 %)	40 847 \$	+ 1 070 \$ (+ 3 %)
Revenu par ménage médian	25 651 \$	21 863 \$	+ 3 788 \$ (+ 17 %)	31 248 \$	- 1 207 \$ (- 4 %)
Revenu individuel moyen	21 004 \$	19 786 \$	+ 1 218 \$ (+ 6 %)	23 568 \$	+ 544 \$ (+ 2 %)
Revenu moyen hommes	22 713 \$	21 356 \$	+ 1 357 \$ (+ 6 %)	28 167 \$	- 117 \$ (- 0,4 %)
Revenu moyen femmes	19 322 \$	18 268 \$	+ 1 054 \$ (+ 6 %)	19 211 \$	+ 1 171 \$ (+ 7 %)
Population active	31 265 (70 %)	30 340 (68 %)	+ 925 (+ 3 %)	60 %	(- 6 %)
Taux de chômage	12,6 %	14 %	(- 1,4)	13,2 %	(-)
Taux de chômage hommes	15,5 %	16 %	(- 0,5)	14,2 %	(-)
Taux de chômage femmes	9,7 %	12 %	(- 2,3)	12,1 %	(- 0,9)
Niveau de scolarité < 9 ^e année	5 980 (13 %)	7 970 (18 %)	- 1 990 (- 25 %)	18 %	(- 9,0 %)
Niveau de scolarité universitaire	19 470 (44 %)	15 465 (35 %)	+ 4 005 (+ 26 %)	30 %	(+ 13 %)

Tableau pour le CLSC Saint-Louis-du-Parc

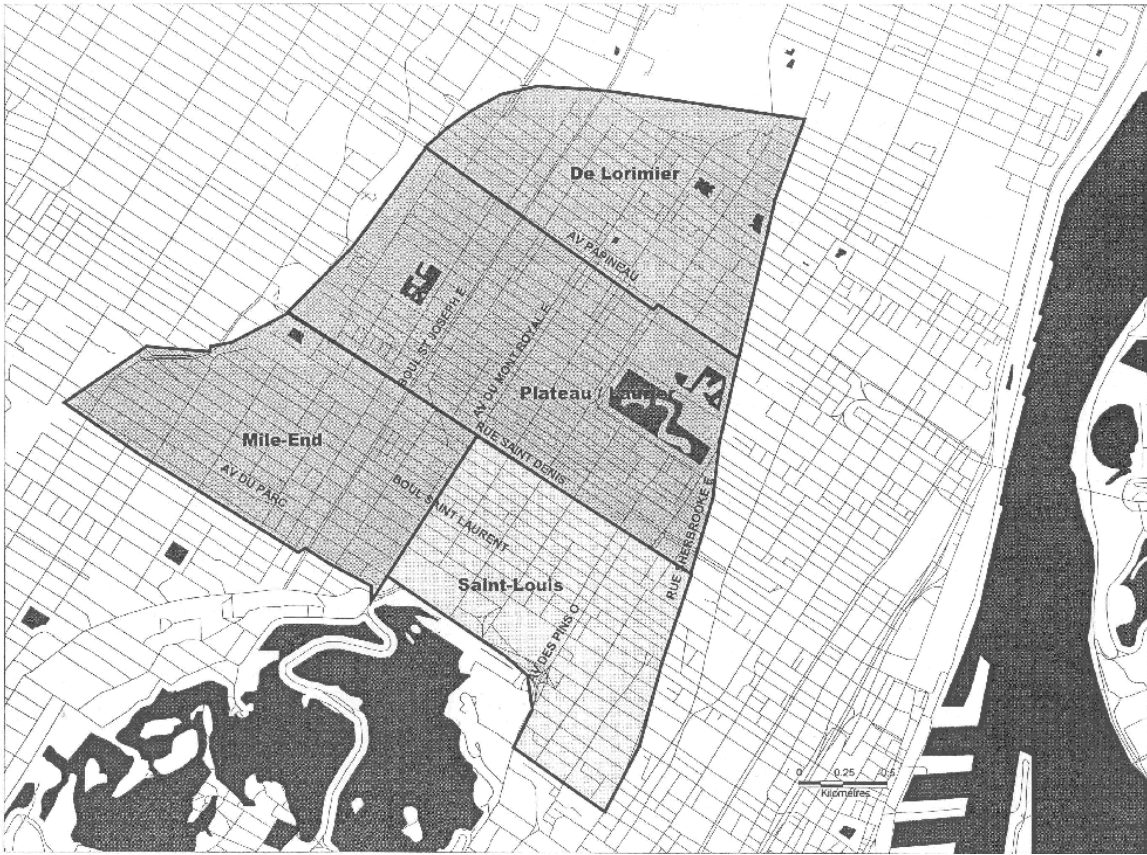
	CLSC Saint-Louis-du-Parc			Montréal Centre (région 06)	
	1996	1991	Variation 91-96	1996	Variation 91-96
Population totale	37 300	37 920	- 620 (- 1,6 %)	1 775 835	(+ 0,1 %)
Hommes	18 940 (51 %)	19 070 (50 %)	- 130 (- 0,7 %)	847 295 (48 %)	(+ 0,2 %)
Femmes	18 390 (49 %)	18 805 (50 %)	- 165 (- 0,8 %)	928 540 (52 %)	(0,0 %)
Nombre de ménages	28 515	27 625	- 415 (- 2,2 %)	773 385	(+ 2,1 %)
Taille moyenne des ménages	2,0 personnes	2,1 personnes	(- 0,1)	2,2 personnes	(- 0,1) *
Ménages d'une personne	7 750 (43 %)	6 945 (40 %)	+ 805 (+ 11,6 %)	279 605 (36 %)	(+ 9,5 %)
Nombre de familles	7 510	8 085	- 575 (- 7,1 %)	450 040	(- 1,4 %)
Familles avec enfants	4 685	5 155	- 470 (- 9,1 %)	289 450	(+ 1,5 %)
Monoparentales	1 565 (33,4 %)	1 815 (35,2 %)	- 250 (- 13,8 %)	91 850 (31,7 %)	(+ 9,5 %)
Population née au Québec et au Canada	66,0 %	62,8 %	(+ 2,7 %)	71,6 %	(- 3,4 %)
Population née à l'extérieur du Canada	31,6 %	32,8 %	(- 5,9 %)	26,5 %	(+ 12,9 %)
Français langue d'usage	58 %	n.d.	n.d.	62 %	n.d.
Anglais langue d'usage	28 %	n.d.	n.d.	29 %	n.d.
Population allophone	34,5 %	34,4 %	(- 1,9 %)	26,7 %	(+ 26,2 %)
Nombre de logements occupés	18 105	17 425	- 680 (- 3,9 %)	773 395	(+ 2,1 %)
Propriétaires	3 890 (22 %)	3 520 (20 %)	+ 370 (+ 10,5 %)	264 970 (34 %)	(- 4,5 %)
Locataires	14 185 (78 %)	13 920 (80 %)	+ 265 (+ 1,9 %)	508 390 (66 %)	(+ 0,9 %)
Valeur moyenne du loyer	546 \$	497 \$	+ 49 \$ (+ 9,9 %)	546 \$	- 3 \$ (- 0,5 %)
Ménages (loyer > 30 % revenu)	43 %	29 %	n.d.	37 %	n.d.
Revenu moyen par ménage	32 326 \$	28 536 \$	+ 2 790 \$ (+ 9 %)	40 847 \$	+ 1 070 \$ (+ 3 %)
Revenu par ménage médian	24 990 \$	22 178 \$	+ 2 812 \$ (+ 12,7 %)	31 248 \$	- 1 207 \$ (- 4 %)
Revenu individuel moyen	18 339 \$	17 533 \$	+ 806 \$ (+ 5 %)	23 568 \$	+ 544 \$ (+ 2 %)
Revenu moyen hommes	19 870 \$	19 368 \$	+ 482 \$ (+ 2,5 %)	28 167 \$	- 117 \$ (- 0,4 %)
Revenu moyen femmes	16 776 \$	15 493 \$	+ 1 283 \$ (+ 8,3 %)	19 211 \$	+ 1 171 \$ (+ 7 %)
Population active	22 370 (69 %)	22 575 (70 %)	- 205 (- 0,9 %)	60 %	(- 6 %)
Taux de chômage	14,6 %	17 %	(- 2,4)	13,2 %	(-)
Taux de chômage hommes	16,7 %	17 %	(- 0,3)	14,2 %	(-)
Taux de chômage femmes	12,5 %	14 %	(- 1,5)	12,1 %	(- 0,9)
Niveau de scolarité < 9 ^e année	5 315 (16 %)	7 020 (22 %)	- 1 705 (- 24,3 %)	18 %	(- 9,0 %)
Niveau de scolarité universitaire	14 895 (46 %)	11 895 (37 %)	+ 3 000 (+ 25,2 %)	30 %	(+ 13 %)

* Le nombre de la région Montréal se réfère à la région du Montréal Centre (la référence à la région administrative 06 englobant l'ensemble des municipalités de l'île de Montréal et des Îles de la Grosse Pointe).

Source : Statistique Canada, recensement 1986-1996. Complémenté par le Service d'information pour la planification des quartiers (SIPQ).

Limites des secteurs

Limites des secteurs



Portrait de la population

Portrait de la population du Plateau Mont-Royal

Pour évaluer la pauvreté, nous utilisons tour à tour les données sur le faible revenu et celles sur l'aide sociale. Cependant, la pauvreté est une réalité plus complexe, une réalité à composantes multiples, soit un ensemble de privations d'ordre matériel et social qui s'additionnent les unes aux autres – faible scolarisation, logement inadéquat, conditions familiales précaires, conditions de travail déficientes, inactivité économique, etc. et qui, d'une certaine manière, conduisent à l'exclusion sociale. Dans l'analyse des territoires, ces éléments sont retenus pour le portrait du niveau de pauvreté des différents secteurs.

1996

INDICATEURS DE PAUVRETÉ	De Lorimier	Plateau Mont-Royal / Laurier	Saint-Louis	Mile-End	Grand Plateau	Ville de Montréal
Faible revenu						
Revenus de transferts gouvernementaux	18.1%	14.0%	14.3%	16.7%	15.3%	19.2%
Proportion des familles à faible revenu (revenus moins de 29 000\$)	45%	37%	51%	43%	43%	50 %*
Proportion de personnes ayant des revenus inférieurs à 15 000\$	47%	45%	53%	53%	49%	46 %*
Ménages / locataires dépensant plus de 30% de leurs revenus pour le loyer						
	43.0%	44.5%	49.5%	46.5%	46.0%	45.8%
Proportion de la population ayant moins d'une 9^e année de scolarité						
	16%	12%	12%	17%	14%	20 %*
Proportion des familles monoparentales						
	27%	22%	17%	22%	22%	23 %

* Île de Montréal

Des indicateurs de pauvreté

Dans le Plateau, les familles monoparentales comptent pour près du quart de la composition des familles sur le Plateau, soit plus de 4 000 familles.

Dans un contexte où la scolarité constitue un facteur déterminant au chapitre de l'obtention d'un emploi bien rémunéré, le taux élevé d'individus n'ayant pas complété leur 9^e année est préoccupant. C'est plus de 12 000 personnes sur le Plateau qui ont moins d'une 9^e année de scolarité.

Limites des milieux de vie

Limites des milieux de vie



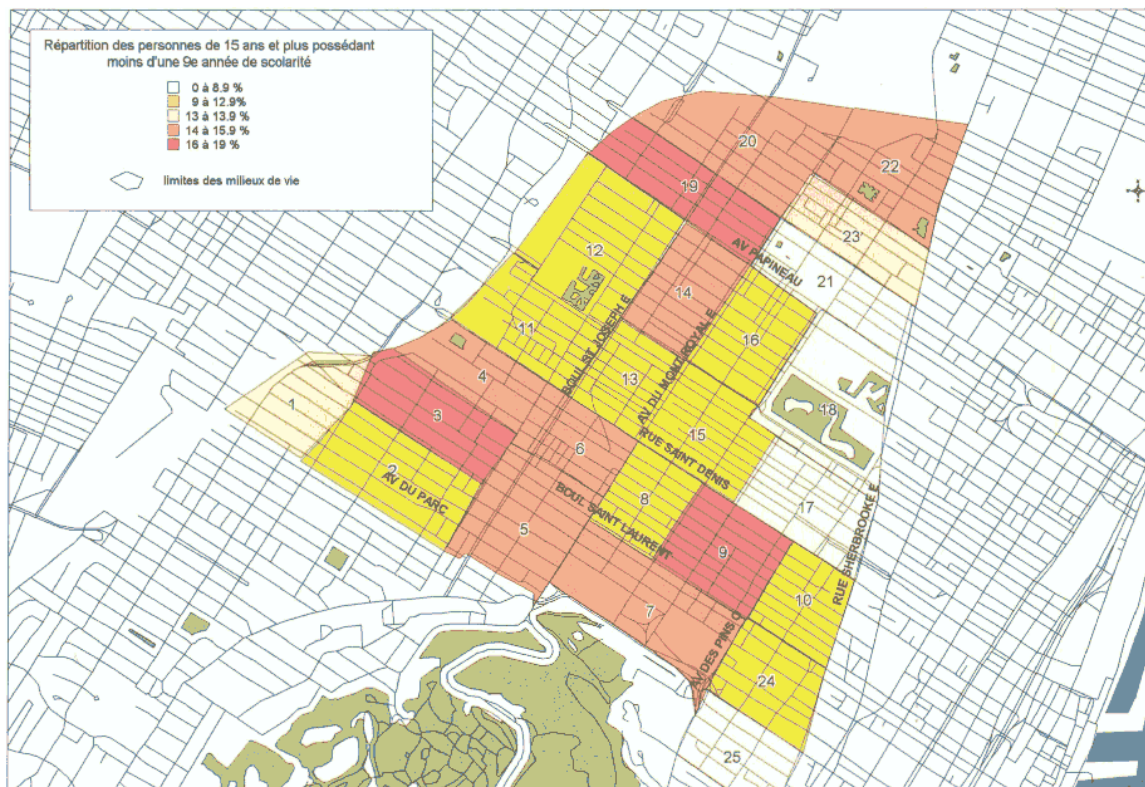
Portrait de la population (2)

Portrait de la population du Plateau Mont-Royal

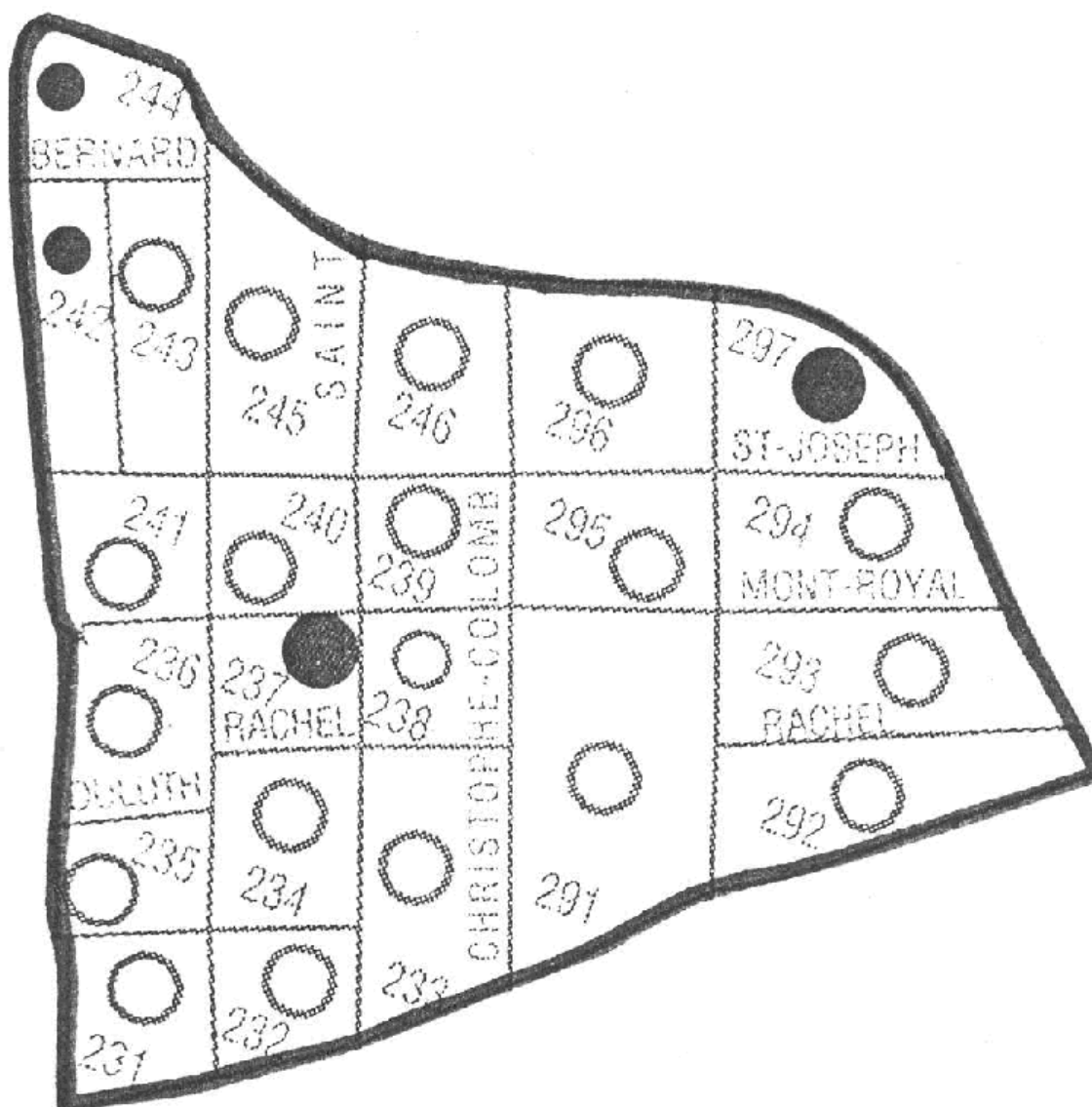
INDICATEURS DE PAUVRETÉ	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
Faible revenu												
Transferts gouvernementaux	20,1 %	16,0 %	19,2 %	19,1 %	13,3 %	18,0 %	16,7 %	20,2 %	16,0 %	10,5 %	18,5 %	13,0 %
Proportion des familles à faible revenu (revenus moins de 29 000\$)	49,0 %	44,0 %	41,0 %	43,0 %	39,0 %	50,0 %	45,0 %	64,0 %	44,0 %	33,0 %	38,0 %	41,0 %
Proportion de personnes ayant des revenus inférieurs à 15 000\$	56,0 %	53,0 %	54,0 %	52,0 %	50,0 %	51,0 %	50,0 %	57,0 %	52,0 %	47,0 %	57,0 %	42,0 %
Nombre de ménages / locataires allouant plus de 30% de leurs revenus au loyer	50,5 %	43,6 %	47,6 %	47,9 %	44,9 %	45,9 %	45,7 %	55,4 %	46,2 %	46,4 %	54,6 %	39,1 %
Proportion de la population ayant moins d'une 9 ^e année de scolarité	13,0 %	12,3 %	19,0 %	15,6 %	14,7 %	14,4 %	14,8 %	12,6 %	17,1 %	9,2 %	11,8 %	11,8 %
Proportion des familles monoparentales	24,0 %	21,7 %	19,0 %	21,4 %	23,0 %	27,9 %	17,2 %	22,3 %	16,9 %	16,2 %	19,3 %	22,5 %

INDICATEURS DE PAUVRETÉ	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25
Faible revenu													
Transferts gouvernementaux	15,1 %	16,7 %	12,6 %	13,2 %	12,5 %	15,4 %	20,9 %	18,2 %	14,2 %	18,7 %	19,1 %	14,9 %	12,5 %
Proportion des familles à faible revenu (revenus moins de 29 000\$)	33,0 %	33,0 %	33,0 %	44,0 %	33,0 %	43,0 %	51,0 %	40,0 %	34,0 %	47,0 %	50,0 %	55%	57%
Proportion de personnes ayant des revenus inférieurs à 15 000\$	44,0 %	43,0 %	45,0 %	44,0 %	48,0 %	39,0 %	51,0 %	45,0 %	39,0 %	53,0 %	48,0 %	49%	58%
Nombre de ménages / locataires allouant plus de 30% de leurs revenus au loyer	44,2 %	33,5 %	43,9 %	46,2 %	48,9 %	40,2 %	43,1 %	41,3 %	39,1 %	47,8 %	44,0 %	48,0 %	53,4 %
Proportion de la population ayant moins d'une 9 ^e année de scolarité	11,2 %	14,4 %	9,3 %	10,5 %	8,4 %	7,7 %	16,2 %	15,2 %	8,3 %	15,0 %	13,6 %	10%	6%
Proportion des familles monoparentales	20,8 %	16,9 %	24,7 %	26,0 %	22,4 %	30,0 %	27,5 %	30,0 %	23,0 %	20,0 %	30,9 %	24%	11%

Répartition des personnes de 15 ans et plus possédant moins d'une 9ème année de scolarité



Zones du conseil scolaire de Montréal



Conférence administrative régionale

Limite des arrondissements de la nouvelle Ville de Montréal (île de Montréal)

Répartition des personnes de 15 ans et + possédant moins d'une 9e année de scolarité
(sur le total des personnes de 15 ans et + possédant moins d'une 9e année de scolarité - île de Montréal)

	Moins de 1,99 %
	2 % à 3,99 %
	4 % à 5,99 %
	6 % à 7,99 %
	Plus de 8 %

Personnes de 15 ans et + possédant moins d'une 9e année de scolarité - île de Montréal: 257 520

0 2 4
Kilomètres

Les limites des arrondissements sont basées sur le projet de loi 170, en date du 16 mai 2001.

Réalise par:
Le service